

Au Pays basque espagnol, victoire des nationalistes modérés, recul de l'ETA

LES NATIONALISTES basques modérés ont emporté une nette victoire, dimanche 13 mai, aux élections régionales. La coalition formée par le Parti nationaliste basque (PNV) et Eusko Alkartasuna obtient 33 sièges sur 75 au Parlement, 6 de plus qu'en 1998. Ce succès confirme la puissance du phénomène national au Pays basque espagnol. Mais les électeurs ont clairement condamné la violence et les attentats : Euskal Herriarrok, vitrine politique de l'ETA, organisation séparatiste armée, s'effondre et perd la moitié de ses 14 députés. Les électeurs ont voté massivement (79,8 % de participation), battant tous les records d'affluence dans les bureaux de vote.

Lire page 5
et notre éditorial page 19

► www.lemonde.fr/paysbasque2001

Les salariés jugent les 35 heures

PRÈS DE SIX salariés sur dix jugent positif l'impact de la réduction du temps de travail sur leur mode de vie, révèle une enquête rendue publique, lundi 14 mai, par le ministère de l'emploi. Les cadres, qui ont les moyens financiers d'utiliser leur nouveau temps libre, sont les plus enthousiastes. Ils sont 69 % à percevoir une amélioration de leur vie quotidienne, contre 49 % pour les salariés non qualifiés. C'est entre les femmes cadres et les femmes non qualifiées que l'écart est le plus fort. Sur les conditions de travail, les jugements sont plus nuancés : une forte minorité des personnes interrogées constatent une dégradation et un tiers se disent « plus stressées » qu'auparavant.

Lire page 10

Cette affaire qui embarrasse le PS



RICHARD MOATTI

DES RENDEZ-VOUS avec Pierre Moscovici, alors trésorier du PS, d'autres avec Richard Moatti, ami personnel de Lionel Jospin : les agendas de Jean-Pierre Destrade, mis en examen dans l'enquête sur le financement du PS par la grande distribution, embarrassent les socialistes.

Lire page 12

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 270 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 515 - 7,50 F

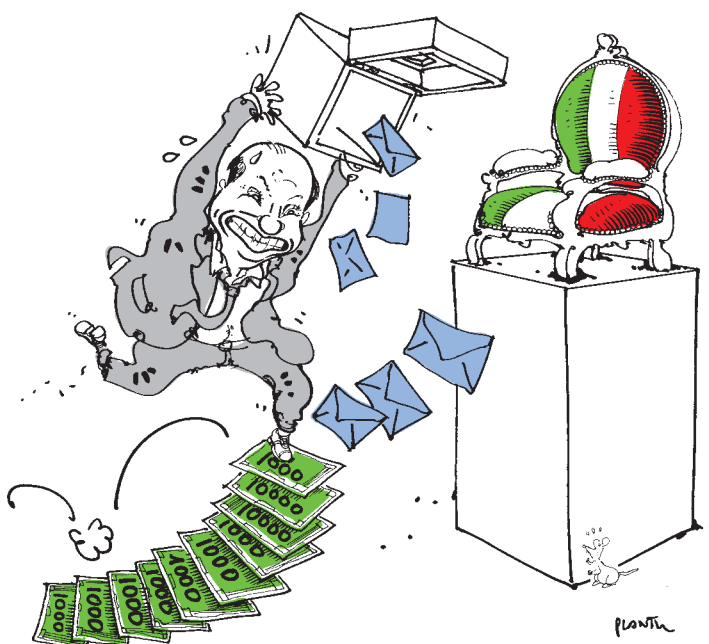


L'Italie refuse un triomphe à Berlusconi

● Les résultats des élections parlementaires sont longtemps restés incertains ● Certains bureaux de vote ont fermé à l'aube, lundi matin ● Le taux de participation approche les 80 % ● La gauche résiste mieux que prévu face à la coalition de droite ● La Ligue du Nord subit un échec très net

LES ÉLECTIONS législatives du dimanche 13 mai ont été plus incertaines que prévu. Donné vainqueur par les sondages tout au long de la campagne, Silvio Berlusconi, l'homme le plus riche du pays, chef de la coalition de droite Maison des libertés, qui aurait obtenu la majorité absolue des suffrages, n'était pas tout à fait assuré, lundi en fin de matinée, d'être le prochain chef du gouvernement. Il était certes à la tête de la principale force parlementaire, avec son propre parti, Forza Italia, mais les résultats serrés, notamment au Sénat, dont les pouvoirs sont aussi importants que ceux de la Chambre des députés, ne donnaient pas de certitude totale sur la couleur du futur gouvernement, bien que Silvio Berlusconi, qui bénéficie d'une solide avance en voix, soit toujours favori.

Les Italiens, en tout cas, ne lui ont pas offert le plébiscite qu'il espérait. Umberto Bossi, son allié de la Ligue du Nord - mouvement xénophobe - subit un échec très net, en passant de 10,1 % des voix



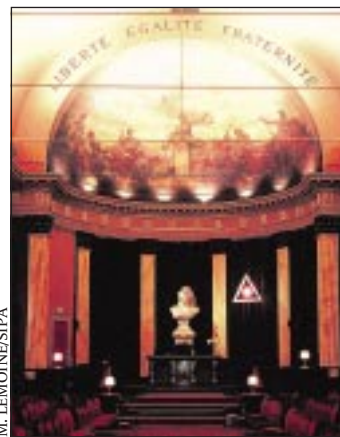
- Les premiers résultats p. 2
- Une nuit à rebondissements p. 2
- Une bipolarisation politique p. 3
- Reportage chez Berlusconi p. 3
- La Ligue du Nord s'effondre p. 4
- Berlusconi et ses fidèles p. 4

en 1996, à 3 % ou 4 % lors de ce scrutin.

En revanche, la gauche serait créditée d'un score (environ 35 %) comparable à celui qui lui avait permis, en 1996, de gouverner avec les communistes. Le chef de cette coalition de l'Olivier, Francesco Rutelli, a donc mieux résisté que prévu. Les dernières projections de l'institut de sondage Abacus donnaient, lundi en fin de matinée, une majorité à Silvio Berlusconi à la Chambre des députés (entre 330 et 365 sièges, alors que la majorité absolue est de 316 sièges). Mais les résultats en sièges semblaient plus serrés pour le Sénat : 42,4 % pour Silvio Berlusconi, 38,7 % pour Francesco Rutelli.

Quels que soient ses résultats définitifs, ce scrutin exprime une bipolarisation de la vie politique italienne, entre deux grands ensembles de droite et de gauche. La plupart des petites listes sont en recul. Le taux de participation approche 80 %.

► www.lemonde.fr/italie2001



M. LEMOINE/STIPA

L'ÎLE ET LA RÉPUBLIQUE Les « frères » et la Corse

Avant l'examen du projet de loi sur la Corse, qui commence mardi 15 mai à l'Assemblée nationale, quatre organisations nationalistes ont créé, à Corte, un parti unitaire, Indipendenza. Dans un entretien au Monde, Alain Bauer (photo), grand maître du Grand Orient de France, approuve la démarche de Lionel Jospin, mais met en garde contre « un processus inavoué de sécession ».

p. 8-9 et les points de vue p. 16

► www.lemonde.fr/corse

Jeu contre jeu, Loft Raider veut libérer les poules et les otages de « Loft Story »

C'EST UN NOUVEAU jeu. Il s'appelle Loft Raider et consiste en une série d'assauts répétés, entrepris jour et nuit par des équipes informelles et anonymes, contre le célèbre loft de la plaine Saint-Denis où sont reclus, avec quelques poules et peluches, les filles et garçons de « Loft Story », au nombre de dix depuis l'exclusion d'Aziz. L'équipe gagnante, stipule le règlement, sera celle dont « l'ultime assaut » permettra de mettre fin à l'émission. « Tous les moyens sont permis », indique Michel Fiszbin, animateur du jeu, principal candidat et président de la télévision associative Zalea TV. Le premier assaut fut donné samedi 12 mai, à 17 heures.

On se serait cru à Seattle. D'abord aux prises musclées avec un vigile, puis ayant conquis un blockhaus d'où il pouvait narguer le loft et se faire photographier en vainqueur, Michel Fiszbin n'avait rien à envier à José Bové. Après une joyeuse partie de cache-cache avec les vigiles, quelques échauffourées et des bombes lacrymogènes, les 250 assaillants ont triomphé d'un mur. Le loft n'était plus qu'à 50 mètres. « Libérez les poules ! », fut le cri du cœur. Mais une barrière de CRS et de policiers les empêcha d'aller plus loin.

On négocia avec un commissaire. Que voulez-vous ? demanda-t-il à une jeune femme qui, avec l'accent de Jane Birkin, criait au haut-parleur : « L'être humain n'est pas une marchandise ! » « Nous voulons apporter à manger aux otages », ont-ils répondu, assurant que leur alimentation est restreinte afin de les affaiblir psychologiquement. Ils veulent aussi leur apporter des journaux, s'assurer qu'ils ont compris le « contrat ahurissant » qui, selon eux, porte atteinte au droit du travail, aux droits fondamentaux et à la dignité, en les réduisant à l'état de marchandises et de cobayes. « Ils sont sous-alimentés, exposés à la lumière des projecteurs, dans un état d'épuisement notable - ils pleurent tout le temps -, comme les membres d'une secte qu'on manipule à volonté. »

Volontaires, les candidats ? C'est ce que disent les maqueureaux des prostituées, remarquent-ils, et les trafiquants d'organes des pauvres qu'ils exploitent. « La Croix-Rouge a le droit d'entrer dans les camps de prisonniers, nous réclamons le même ! » Loft Raider, promettent-ils, se poursuivra jusqu'à ce que le CSA, les pouvoirs publics ou une action en justice mettent fin à l'émission. Pas au nom de « la télé-poubelle », comme le suggère

le PDG de TF1, Patrick Le Lay, mais de la « télé-criminelle ».

En début d'après-midi, le même jour, le commando anti-« Loft » de Zalea TV avait répondu à l'appel du collectif Souriez vous êtes filmés, pour déposer des poubelles devant le siège de M6, à Neuilly. Il y eut beaucoup d'ordures, des jets d'œufs, de tomates et de yaourts, la façade fut maltraitée. Le soir, sur M6, l'animateur Benjamin Castaldi commentait son « best of » habituel, la mine ravie. On ne saura pas si les « otages » ont entendu les appels lancés par haut-parleur (« Prisonniers du loft, exercez votre liberté citoyenne, bougez-vous ! », « Vous êtes payés moins de 13,50 F de l'heure, vous pouvez vous défendre ! »). Quand un événement jugé peu convenable intervient dans la vie du loft, la chaîne TPS, qui la diffuse en permanence avec un léger défilement, ose un gros plan silencieux sur la piscine. Ou sur les poules.

Marion Van Renterghem

Lire nos autres informations page 22

► www.lemonde.fr/loftstory



AP

FOOTBALL Les Canaris champions

Vainqueur de Saint-Etienne grâce à un but de son attaquant tahitien Marama Vahirua lors de la 33^e et avant-dernière journée de la compétition, le FC Nantes-Atlantique est devenu champion de France de football pour la huitième fois de son histoire. A lire également, la victoire d'Amélie Mauresmo en finale du tournoi de tennis de Berlin et le Grand Prix de F1 d'Autriche.

p. 27 à 29

Le flou artistique de la défense antimissile

LES ÉTATS-UNIS ont entrepris d'envoyer des émissaires au Canada, en Europe (y compris en Russie), en Asie (la Chine n'est pas exclue) et au Proche-Orient pour exposer comment l'administration Bush conçoit une défense antimissile. La plupart des interlocuteurs auxquels Washington s'adresse se disent sensibles à cet effort d'explication tous azimuts. Les Américains semblent vouloir signifier qu'ils ne souhaitent pas, pour l'heure, arrêter des mesures unilatérales. Mais leur message a encore du mal à convaincre. En Europe, avec des inflexions propres à chaque allié des États-Unis, on se montre attentiste, perplexe, résigné, peu ou pas enthousiaste en vérité, sauf dans des pays, comme au Royaume-Uni et en Allemagne, où les industriels de la défense espèrent obtenir des partenariats rémunérateurs des Américains. Même en Russie, la critique a baissé d'un ton. La Chine demeure sur ses gardes, persuadée qu'une défense antimissile accélère une course aux armements déjà effective.

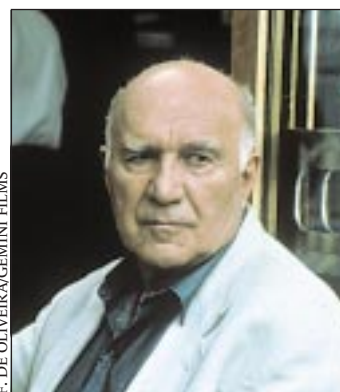
A la différence de ce qu'on a vu sous la présidence de Ronald Reagan, dont le programme de « guerre des étoiles » n'a pas débouché sur une panoplie opéra-

tionnelle, il apparaît cette fois-ci que les États-Unis sont en mesure de passer à l'acte quand ils auront décidé de le faire.

Certes, l'administration Bush n'a pas encore déterminé les modalités pratiques de son projet. Fera-t-on appel à des systèmes d'interception au sol, sur des bateaux, à bord d'avions, dans l'espace ou à un arsenal dit « multicouches » censé mobiliser toutes les technologies à la fois ? A-t-on l'ambition d'arrêter des missiles assaillants en début de course ou durant leur trajectoire ? Ce qui change bien des aspects du dossier. S'en tient-on à une défense antimissile de « théâtre », c'est-à-dire ponctuelle, voire régionale, ou ambitionne-t-on une protection globale contre des missiles intercontinentaux ? Auquel cas, peut-on extrapoler du premier système, plus à la portée technico-financière, un bouclier qui vise à mettre la planète sous cloche ? Pour quel coût, sachant, comme le Pentagone le reconnaît, qu'il n'existe aucune barrière efficace à 100 % face à des agressions qui seront de plus en plus précises et ajustées ?

Jacques Isnard

Lire la suite page 19



F. DE OLIVEIRA/AGENCIAMINI FILMS

FESTIVAL DE CANNES Oliveira contre le temps

Présenté en Sélection officielle, *Je rentre à la maison*, du cinéaste portugais Manoel de Oliveira, met en scène le temps, ce temps qui rattrape le cinéaste, âgé de quatre-vingt-trois ans, à travers la décapitulation d'un comédien de théâtre interprété par Michel Piccoli (photo).

► www.lemonde.fr/cannes

International.....	2	Carnet.....	26
France.....	8	Aujourd'hui.....	27
Société.....	10	Météorologie-Jeux.....	30
Régions.....	13	Culture.....	31
Horizons.....	14	Guide culturel.....	34
Entreprises.....	20	Kiosque.....	35
Communication.....	22	Abonnements.....	35
Tableau de bord.....	23	Radio-Télévision.....	37

SCRUTIN Le magnat de la communication, Silvio Berlusconi, a remporté une victoire personnelle, dimanche 13 mai, aux élections générales en Italie. Son parti, Forza

Italia, est devenu la première force politique du pays. ● LES RÉSULTATS DÉFINITIFS n'étaient toujours pas connus, lundi en fin de matinée, pour la Chambre et le Sénat. En

effet, Certains bureaux de vote n'ont fermé qu'à l'aube. ● LA MAISON DES LIBERTÉS, coalition de centre-droit était créditée de 41,7 % des voix contre 39,6 % pour l'allian-

ce de centre gauche baptisée L'Olivier et conduite par Francesco Rutelli. ● LA LIGUE DU NORD, emmenée par Umberto Bossi, a essayé un revers cinglant. Les estimations lui

accordaient quelque 3 % des voix contre environ 10 % lors du scrutin des législatives de 1996. Plusieurs petites listes sont également en recul.

Courte victoire pour Silvio Berlusconi aux élections italiennes

Forza Italia, le parti du milliardaire milanais, est la première formation du pays, à l'issue du scrutin du 13 mai, mais ses alliés de la Ligue du Nord ont fait un mauvais score. La coalition de centre-droit devrait toutefois obtenir la majorité à la Chambre des députés et au Sénat

ROME

de notre correspondante

Les quotidiens de la Péninsule ont dû refaire plusieurs fois la manchette de leurs éditions successives au cours de l'interminable nuit de ces législatives. D'un premier titre, lundi 14 mai à l'aube, « Berlusconi gagnant », on a évolué quelques heures plus tard vers « Berlusconi en tête, suivi par Rutelli », et on se préparait dans la matinée de lundi à un nouveau bilan.

Les résultats définitifs en voix ne devaient être connus que dans la journée du lundi 14 mai. Même si l'avance de Silvio Berlusconi paraissait se confirmer, il fallait jusque-là se contenter de projections, certes de plus en plus fiables, mais tout de même sujettes à démenti. Quant à la composition des majorités à la Chambre des députés et au Sénat, il faudra se résoudre à attendre le résultat des négociations de couloir entre les principaux partis des deux coalitions adverses et les petites formations qui ont joué l'autonomie dans le scrutin.

Le président de la République, Carlo Azeglio Ciampi, doit inviter, selon l'usage, le leader de la coalition gagnante à diriger le gouvernement. Puis ce dernier doit encore se faire accepter à la Chambre comme au Sénat. Si les deux Assemblées n'avaient pas une majorité de même couleur, ce serait le blocage. Le président Ciampi aurait la possibilité de dési-

Les résultats provisoires		
Résultats officiels partiels, lundi 14 mai à 9 heures		
en % de voix	CHAMBRE DES DÉPUTÉS	SÉNAT
COALITION DE CENTRE-GAUCHE		
Communistes italiens (PDCI)	1,6	
Démocrates de gauche (DS) (ex-PC)	17,6	
Parti populaire italien (PPI) (ex-DC)		
Union démocratique pour l'Europe (UDEUR)	14,6	
Renouveau italien (RI)		
Démocrates		
Verts		
Socialistes démocrates (SDI)	2,1	
COALITION DE CENTRE-DROITE		
Forza Italia (FI)	28,5	42,4
Alliance nationale (AN)	11,1	
Ligue du Nord	4,7	
INDÉPENDANTS		
Refondation communiste	5,1	5,0
Italie des valeurs (Di Pietro)	3,9	3,4
Liste Bonino	2,3	2,0

gner un gouvernement de transition dit « technique » avant d'autres élections.

« LE PRIX EST ATROCE »

Rien n'est simple au pays de Dante : en 1996, pour les précédentes législatives, le centre-droit avait obtenu la majorité en voix, mais c'est le centre-gauche qui l'avait emporté en sièges, et avait finalement obtenu la présidence du conseil. Cette fois-ci, s'il faut se méfier de tout pronostic hâtif, quelques grandes lignes se dégagent d'ores et déjà de ce scrutin décisif.

Silvio Berlusconi, le candidat de la Maison des libertés (CDL-centre-

droit) peut se targuer d'un succès personnel important. Sa coalition arrivait à un score qui se situait, lundi en début de matinée, à 45,4 % des voix pour l'élection des députés et 43,0 % pour le Sénat, alors que son adversaire de L'Olivier (centre-gauche), Francesco Rutelli, atteignait les scores estimés de 43,7 % et 39,1 %. Aucune déclaration officielle n'a été faite dans la soirée dans le camp de la Maison des libertés, dans l'attente de résultats. Le milliardaire milanais a préféré rester à Aracore, sa propriété près de Milan, plutôt que de venir rejoindre ses supporters à Rome comme il avait été initialement annoncé, un avion ayant

été affrété pour minuit. Forza Italia, le parti fondé en 1993 par Berlusconi, et toujours dirigé par lui, se taille la part du lion au sein de la Maison des libertés (CDL). Alliance nationale, son allié (post-fasciste) ayant à sa tête Gianfranco Fini, recule selon les estimations connues mais reste en bonne position pour peser sur les choix futurs. Les centristes de la CDL disparaissent presque.

Quant à la Ligue du Nord, d'Umberto Bossi, le parti xénophobe, il s'effondrerait, n'atteignant peut-être pas en voix le seuil des 4 % nécessaires pour siéger au Parlement. Le bouillant leader de la Ligue gardait encore le silence, lundi matin, devant ce qui semblait être le fait majeur de ce scrutin, laissant son second, Roberto Maroni, président de la région Lombardie, exprimer une déception prudente en attendant les résultats définitifs. « Nous pourrions dépasser le seuil de 4 %, mais, si nous restons en dessous de 5 %, cela nous ferait une paire de parlementaires en plus mais pour quoi faire ? » Umberto Bossi aurait exprimé son dépit dans un coup de téléphone à un de ses amis politiques dimanche soir, en déplorant que des électeurs potentiels de la Ligue se soient en grand nombre reportés sur le parti de Berlusconi : « Je savais qu'il fallait payer un prix pour cette coalition, aurait-il dit, mais, si c'est ainsi, le prix est atroce. »

Certaines des petites listes qui ont joué l'autonomie ont de quoi

se réjouir. Ainsi L'Italie des Valeurs fondée par le juge Antonio Di Pietro, ancien dirigeant du groupe « Mani pulite » et bête noire de Silvio Berlusconi, devrait dépasser le seuil des 4 %, ses militants ayant fait une campagne de proximité qui a finalement su séduire. Ainsi, son mouvement avait distribué dans la rue des peti-

matinée : l'hypothèse selon laquelle toutes les formations de sensibilité classée à gauche pourraient, en rejoignant L'Olivier de Francesco Rutelli, lui donner une majorité. Francesco Cossiga, l'ancien président de la République et sénateur à vie, avait imaginé, lui, l'hypothèse d'un blocage et nous avait déclaré à la veille du scrutin qu'il aime-

Gabriele Albertini réélu à Milan

Le maire de Milan Gabriele Albertini, soutenu par la Maison des libertés, aurait été réélu confortablement dès le premier tour, en obtenant entre 57 % et 62 % des voix, selon les sondages sortie des urnes. Une victoire sans surprise, consacrant l'emprise de la droite sur la capitale économique du pays et la popularité d'un personnage qui se veut autonome par rapport aux partis. Le candidat du centre-gauche, Sandro Antoniazzi, n'aurait obtenu qu'entre 30 % et 34 % des suffrages, toujours selon les mêmes sondages.

Petit industriel dont la famille possède une entreprise mécanique aux portes de Milan, ancien président de l'association patronale Federmeccanica, Gabriele Albertini a affiché avec fierté son action économique, marquée par une ambitieuse politique de privatisations. Il revendique également la relance de la politique culturelle de la ville et la restauration de plusieurs monuments - dont le fameux théâtre de la Scala. - (Corresp.)

tes savonnettes portant le slogan « Libres et propres ». Quelle alliance l'Italie des Valeurs va-t-elle nouer aujourd'hui ? A voir.

Refondation communiste dirigée par Fausto Bertinotti, à l'extrême gauche, fait un bon score, se situant selon les projections bien au-dessus des 4 %.

Un scénario restait encore, théoriquement, possible en début de

rait se placer en recours possible : « Ce serait triste, cela montrerait que les Italiens, par leur système électoral, sont incapables de se donner une majorité stable », déclarait-il, avant d'ajouter : « Moi, je suis disponible pour ramener la paix entre les deux coalitions après une campagne particulièrement agressive. »

Danielle Rouard

La galère de l'attente, le casse-tête des bulletins

ROME

de notre correspondante

Les bureaux de vote devaient fermer à 22 heures dimanche 13 mai, mais le dernier, à Reggio de Calabre, le fit à 6 heures du matin lundi. Le ministre de l'intérieur, Enzo Bianco, avait, en début de soirée, autorisé la prolongation et demandé aux instituts de sondage de ne pas publier leurs premières projections avant 23 h 30 pour ne pas influencer le vote des électeurs attendant d'accomplir leur devoir. Dans la capitale, à 1 heure du matin moins d'un tiers des bureaux avaient terminé, et il fallut attendre 2 h 15 pour que le vote soit clos. Des citoyens hors d'eux ont même forcé les portes de quelques écoles, espérant « en finir », et nombreux sont ceux qui ont préféré de guerre lasse rentrer chez eux sans avoir déposé leur bulletin, après avoir attendu deux heures.

Les deux candidats leaders des coalitions qui se disputent le pouvoir, Silvio Berlusconi, à la tête de la Maison des libertés (centre-droit), et Francesco Rutelli, qui mène L'Olivier (centre-gauche), ont eux-mêmes dû faire la queue devant le bureau de vote de leurs domiciles respectifs à la mi-journée. Seul Giovanni Agnelli, le patriarche de Fiat, a su faire vite : il a voté à Turin, où il réside, à 6 h 31, soit une minute

après l'ouverture officielle du scrutin.

« Ce gouvernement sort de scène de la pire des façons ! », s'irritait un député de l'opposition, sur le coup de 20 h 30, dans un bureau du centre historique de Rome. « Le ministre Bianco devrait avoir au moins la décence de tirer la conséquence de son incapacité », renchérit un de ses collègues qui, comme lui, attendait de pouvoir accéder à l'isoloir dans une file qui s'allongeait dehors sur plus de cent mètres. Attente particulièrement pénible pour de nombreuses personnes âgées, pour lesquelles on n'avait guère prévu de chaises.

« ENCORE UNE PROMESSE NON TENUE »

En 1996, pour les législatives précédentes, il y avait déjà eu embouteillage. Le nouveau gouvernement s'était engagé à faire mieux. Cinq ans plus tard, rien ou presque n'a été fait. « Encore une promesse qu'ils n'ont pas tenue ! », proteste une jeune femme, déçue par la coalition de L'Olivier, qui dit avoir envisagé de s'abstenir et ne s'être finalement décidée à venir voter « que pour faire barrage à Berlusconi ». Dans les bureaux, il n'y avait pas plus d'isoloirs que pour le scrutin précédent ; la participation, elle, a été plus forte.

« C'est une négation du droit de vote », a commenté un éditorialiste de *La Stampa*, à la

« une » de la première des trois éditions publiées successivement avant l'aube et dans la matinée de lundi.

Ce sont effectivement les gens les plus âgés qui ont fait les frais de cet encombrement sans précédent. A leur fatigue douloureuse s'est ajouté le casse-tête des fiches à remplir de couleurs différentes, avec des sigles pas toujours clairs. Car à Rome, par exemple, comme dans d'autres localités de la Péninsule, on votait, dimanche, non seulement pour le Parlement mais aussi pour la municipalité et la province. Pour la Chambre des députés, on devait procéder à plusieurs choix, puisque le scrutin est un panaché de majoritaire (75 %) et de proportionnel (25 %). De nombreux électeurs y perdirent leur latin.

Quelle signification à leur vote ? La question est légitime et on pouvait s'attendre à un concert de contestations, quand les résultats définitifs seraient connus. Jamais le besoin de réformer le système électoral n'a été aussi criant. Cette révolution simplificatrice était au programme de la législature arrivée en 1996. Mais l'opposition de droite a su bloquer le processus, et la majorité de gauche a été impuissante à franchir l'obstacle.

D. R.

Sur les écrans : du triomphe annoncé à la totale incertitude

ROME

correspondance

Les téléspectateurs n'ont pas eu besoin d'attendre longtemps, dimanche soir, pour comprendre quelle direction prenaient les résultats du scrutin. Dès l'ouverture de l'émission électorale du TG 4, le journal télévisé de la Rete 4, l'une des trois chaînes de Silvio Berlusconi, le sourire à peine dissimulé de son directeur-présentateur, Emilio Fede, ne laissait aucun doute. Et pourtant, le ministère de l'intérieur avait fait savoir que les premiers sondages avaient été repoussés jusqu'à 23 heures au lieu de 22 heures, heure normale de clôture des urnes. Cela en raison de la forte participation et de la réduction des bureaux de vote, qui ont provoqué un embouteillage. La décision du ministre était légitimement motivée par la nécessité que les électeurs se trouvant dans des files interminables ne soient pas influencés par le petit écran et puissent exercer leur droit de vote sans interférence.

Mais c'était compter sans Emilio Fede et son impatience. On a vu ce grand supporter du *Cavaliere* dans l'impossibilité de contenir l'envie débordante de faire savoir ce qu'il connaissait déjà depuis longtemps et que les téléspectateurs aussi avaient fini par deviner malgré eux. Certains de ses invités sont rentrés dans le jeu et l'ont annoncé à sa place. Vittorio Feltri, directeur de *Libero*, un quotidien de droite, a lu le titre de son édition : « Ils ont été battus par KO. » Dans la foulée, le TG 4 laissait la parole aux images. Les dessins du caricaturiste du *Corriere della sera*, Vincino, avec le *Cavaliere* sautant de joie et un Rutelli en larmes n'avaient pas besoin de commentaires.

De l'autre côté, sur le TG 1 de la Rai, après avoir discuté dans le vide pendant une heure, on laissait tomber le voile à 23 heures précises. L'animateur, une minute plus tard, qualifiait déjà Silvio Berlusconi de président du conseil. Personne en effet n'a essayé de cacher ce qui semblait clair selon les premiers sondages, même si plus de la moitié des bureaux de vote à Rome étaient encore ouverts. Tout cela donnait un ton irréel aux débats. Les deman-

des de démission du ministre de l'intérieur ont commencé à fuser. Et la nuit était encore longue. A gauche, on s'est toujours refusé à discuter à partir des sondages tandis que les représentants de la droite s'en donnaient à cœur joie. Pietro Folena, coordinateur des démocrates de gauche, a invité à la prudence les commentateurs du service public alors que Mediaset, le groupe télévisuel de Silvio Berlusconi, se lançait déjà dans les explications sur l'écran victorieux du « patron » et la débâcle du centre-gauche.

TOUT A ÉTÉ REPORTÉ

Au TG 5, toujours du groupe Mediaset, le ton a été plus équilibré comme toujours. Le directeur, Enrico Mentana, s'est fait un plaisir de montrer l'agitation des responsables des instituts de sondage alors que les reportages s'enchaînaient sur les queues dans les bureaux de vote romains et les débus de rixe dans ceux de Naples. Puis enfin la première estimation est arrivée, suivie par d'autres. Un suspens que les meilleurs scénaristes n'auraient jamais eu l'audace d'imaginer. Les sourires commençaient à laisser la place au doute. L'incertitude devenait totale, la fourchette se réduisait entre les deux blocs.

A la Rai, on ne pouvait plus alors que demander aux différents directeurs de journaux qui avaient déjà fait part de leur titre pleine page sur la formidable victoire de Berlusconi de commenter leur seconde manchette en préparation. Ainsi, si la première édition du *Messaggero* parlait de « Berlusconi, victoire pleine », la seconde, plus prudente, titrait « Berlusconi vers la victoire », et la troisième laissait encore tout en suspens.

Il était alors temps d'aller se coucher en attendant des résultats plus proches de la vérité, plus tard, dans la journée. Seul le TG 5 continuait, imperturbable. Mais la matière première commençait à manquer. Les sièges des partis se sont vidés. Personne n'avait plus envie de parler. Tout était reporté. La nuit électorale continuait. Elle n'aura jamais été aussi longue.

Salvatore Aloise

VOUS VENEZ DE DÉCOUVRIR UN GRAND PASTIS.



Dans la presse, « la nuit du chaos »

Imprudents pour certains dans leurs premiers commentaires, les journaux italiens ont essayé de rectifier le tir dans leurs dernières éditions de couverture de ce que le *Corriere della Sera* a appelé « la nuit du chaos ».

« Berlusconi se dirige vers la victoire », titrait sobrement le quotidien économique milanais *Il Sole 24 Ore*, expliquant l'avantage qu'a pris la coalition de centre-droit par la « vitalité » de Silvio Berlusconi. *Il Sole 24 Ore* se félicitait que les Italiens aient fait un « choix fondamental pour un système plus bipolaire ».

Proche du centre-gauche, le quotidien *La Repubblica* a fait évoluer son éditorial au fil de la nuit. « S'il est vrai que ce vote s'était transformé en un référendum sur Berlusconi, on peut dire que les Italiens ne lui ont répondu ni oui ni non mais à la limite seulement peut-être », écrit le journal. « S'il n'y a pas égalité, ça lui ressemble », estimait-il.



Devant les bureaux de vote, « faut se mobiliser »

ROME

de notre envoyée spéciale

Ces files d'attente ! Ces files interminables d'hommes et de femmes, jeunes, vieux, élégants, débraillés,

REPORTAGE

« D'où vient cette retenue ? Avez-vous gagné oui ou non ? »

en famille ou solitaires, poireautant sur des bouts de trottoirs brûlants ou dans des couloirs d'écoles aux peintures décrépies, pour pouvoir, enfin, aller voter. Ah, il y fallait de la volonté. Aux urnes, Italiens ! Préparez vos bulletins ! Et armez-vous de patience : une heure vingt près du Panthéon, deux heures, dans le nord de Rome. Ici, dans ce vieux quartier du ghetto, allez savoir ! La file serpente dans un couloir frais de l'école Quintino Sella et personne, malgré certaines mauvaises humeurs, ne semble décidé à rebrousser chemin. « *Jamais vu ça. Jamais !* dit un homme aux cheveux argent. *C'est la preuve que le scrutin est important. Faut se mobiliser !* » A quelles fins ? Contre le « *Cavaliere* » ou au contraire le mettre en selle ? « *Secret des urnes* »...

Cette jeune femme fait moins de mystère : « *Berlusconi va gagner haut la main, et cela me rend malade ! Même des amis de gauche se disent ébranlés depuis qu'ils l'ont vu à la télévision signer un engagement à ne pas se représenter si quatre promesses sur cinq n'étaient pas respectées. Jusqu'à présent, il n'y avait que les mots qui liaient les politiciens et les électeurs. Maintenant, Berlusconi a inventé le pacte écrit, signé devant notaire et devant les caméras. Machiavélique. Génial.* »

Un monsieur d'âge mûr répond aux marques d'amitié de quelques passants. C'est Giorgio La Malfa, le fils du fondateur du Parti républicain, aujourd'hui candidat de la coalition de droite. « *Ce soudain intérêt des Européens pour une élection démocratique est étonnant ! Vous imaginez la tête des Français si les responsables italiens se mettaient à porter des jugements sur Jospin ou Chirac ? Que d'excès, alors que l'Italie envisage sereinement l'alternance.* »

LE TON MONTE

Ce bref échange lui a fait perdre deux places dans la file. Il a été doublé et des voisins s'offusquent. Le ton monte. On s'excuse. Alors chacun regarde sa montre et soupire. La tension monte. Fuyons. Sans bien comprendre la cause de cet engorgement inédit. Mobilisation extrême des électeurs, ou simple effet mécanique de la fermeture en un an, et pour raison d'économie, d'un tiers des bureaux de vote ? En tout cas, pagaille.

Dehors, le ghetto est tranquille. Dans un minuscule local, trois hommes battent le carton sous le drapeau israélien et celui d'Italie, frappé de l'étoile de David. Ils sont allés voter, bien sûr. Oh oui ! Et pas pour Berlusconi, pas vraiment effrayant, mais coupable de mauvaises relations. « *Son alliance avec le postfasciste Fini et le xénophobe Bossi le rend infréquentable aux enfants de déportés que nous sommes* », affirme Josepe.

Le ministère de l'intérieur, apprend-on, a affirmé que tous ceux qui attendent de voter pourront le faire, même après l'heure de fermeture officielle des

bureaux de vote. Les terrasses sont douces, le soir est délicieux, Un groupe, rue de Cavour. Début de rassemblement ? Non. Electeurs en attente, encore, devant un bureau de vote. La police surveille. Le Panthéon se profile. Au Parti radical, un candidat au Sénat explique : « *En 1994 et en 96, le parti avait tenté un rapprochement avec Berlusconi, et ça n'a pas marché. Mais c'est lui qui a quand même eu le courage de nommer Emma Bonino à la Commission de l'Europe ! Aujourd'hui, nous sommes parfaitement indépendants des deux coalitions qui s'affrontent. Libertaires pour les droits civils et humains, libéraux pour l'économie.* »

Retranchée dans un bureau, Emma Bonino, leur chef de file, attend les résultats devant un écran de télé. Et s'enflamme : « *Il est 23 heures et des centaines de personnes attendent depuis des heures de pouvoir voter ! Regardez-les ! Vous les voyez dans les écoles et sur les trottoirs ? Quelle dégringolade ! Vous savez, je ne partage pas l'analyse des journaux étrangers sur le cas Berlusconi. Ce n'est pas un candidat de rupture, c'est l'héritier et le prolongateur du système actuel : le bordel ! Autant il rêvait de se démarquer de tout, en 1994, autant aujourd'hui il n'est qu'un populiste qui se satisfait du système. Oh non, ce n'est pas un barbare qui arrive. Mais l'homme de toutes les compromissions qui, dans un pays qui compte 42 ou 44 partis (selon les semaines), une organisation judiciaire condamnée 367 fois par la Cour européenne de justice pour violations diverses et qui a vu défilé trois premiers ministres en trois ans et sans élection, va greffer une anomalie encore plus préoccupante : la mainmise totale de l'audiovisuel. De quoi rendre explosive la situation !* »

INTROUVABLES MILITANTS

La rue est calme encore. Les militants sont décidément introuvables. Des sondages circulent dans les états-majors. Un journaliste de la télévision publique croisé près du Panthéon nous glisse : « *C'est Berlusconi. Et de beaucoup.* » Ah bon. La télé n'a encore rien dit. Doit attendre que les électeurs aient voté. Vite, cap sur la banlieue et le Palais des congrès qui doit être pris d'assaut. C'est là que la coalition de droite a donné rendez-vous à la presse. Le bâtiment est monumental, comme les constructions du quartier construit par Mussolini dans la banlieue sud de la ville. Service d'ordre cravaté et muni d'oreillettes. Impeccable. Les projecteurs sont allumés, on perçoit quelques flashes.

Un homme de la communication de Berlusconi s'approche de la tribune et réclame un peu de silence. « *On a gagné, on a bien gagné. Le peuple a bien répondu.* » C'est-à-dire ? Rien. Il ne dit rien de plus. L'ancien ministre de la culture de Berlusconi, actuel vice-président du Sénat, affiche un sourire modeste. « *Professeur Fischella, d'où vient cette retenue ? Avez-vous gagné oui ou non ?* »

- *Oui, c'est une grande victoire, mais il faut être prudent. Non, je n'exulte pas. Mais je suis tranquille, serein, en attendant le travail.* »

L'un de ses collaborateurs est plus disert, qui ne cache pas sa satisfaction devant le piètre résultat d'Umberto Bossi, l'allié de la Ligue du Nord. Au moins, « *il ne pourra pas faire de chantage.* »

Annick Cojean

Malgré les progrès du bipartisme, la restructuration de la vie politique reste inachevée

LES PREMIERS commentaires diffusés à chaud après les sondages – trompeurs – sortis des urnes ne reculaient pas devant l'emphase. « *Historique* » était, dimanche 13 mai au soir, alors que tous les bureaux de vote n'étaient pas encore fermés dans l'ensemble de la Péninsule, l'adjectif le plus souvent entendu. Au petit matin, il fallait revenir à des analyses plus circonstanciées.

Le raz-de-marée berlusconien annoncé n'a pas eu lieu ; le centre-gauche ne s'est pas effondré et le plébiscite pour ou contre « *il Cavaliere* » est devenu un scrutin presque ordinaire. Or c'est justement cette « *normalité* » qui pourrait faire des législatives du 13 mai des élections « *historiques* ». Bien des incertitudes demeurent encore sur la forme du futur gouvernement et, comme toujours en Italie, sur sa pérennité. Mais le résultat le plus clair est une bipolarisation de la vie politique autour de deux grandes coalitions, l'une de centre-droite et l'autre de centre-gauche, à laquelle l'Italie aspirait depuis des années.

EFFET DE LA LOI ÉLECTORALE

Certes cette polarisation avait existé, sous une autre forme, pendant les quarante ans de domination de la Démocratie chrétienne – baptisée « *le parti de la majorité relative* » – qui avait été le pivot de tous les gouvernements, ou presque, de l'après-guerre. A gauche, le Parti

communiste représentait le deuxième pôle, voué apparemment à une opposition permanente.

Aujourd'hui, l'Italie fait l'expérience de l'alternance d'une manière beaucoup plus claire qu'en 1996. Il y a cinq ans, le succès de Romano Prodi à la tête de la coalition de l'Olivier s'était produit après que le premier gouvernement Berlusconi

Le 13 mai, les formations marginales se retrouvent éliminées, à quelques exceptions près, par l'hégémonie que les grands partis exercent sur les deux coalitions. Ce phénomène est accentué par une loi électorale beaucoup plus proche du système majoritaire que de l'ancienne proportionnelle.

L'esquisse bipartisane, qui s'est

bipartisme est en route, même s'il est plus avancé dans un camp que dans l'autre. A droite, la Maison des libertés approche des 50 % et, en son sein, Forza Italia, le parti créé de toutes pièces par Silvio Berlusconi au début des années 1990, est devenu la force dominante en s'implantant dans tout le pays en lieu et place de la Démocratie chrétienne. Dans le même temps, « *il Cavaliere* » a accru sur le centre-droite une autorité qui avait été un moment contestée par Gianfranco Fini, le chef de l'Alliance nationale.

PARADOXE

A gauche en revanche, la restructuration reste à faire. Une courte défaite favorisera-t-elle ou, au contraire, retardera-t-elle l'indispensable *aggiornamento* ? La question se pose d'abord pour les démocrates de gauche. Les ex-communistes devront choisir clairement entre l'option social-démocrate à laquelle les invitent la bonne tenue de l'alliance des petits partis chrétiens réunis sous l'emblème de la marguerite et une sorte de « gauche plurielle » à l'italienne, comme le réclame Fausto Bertinotti, chef de Refondation communiste.

Le dernier paradoxe de ce scrutin serait alors que la gauche française inspire maintenant sa sœur italienne après avoir si longtemps envié sa « modernité ».

Daniel Vernet

eut été renversé, non par l'opposition, comme c'est la règle dans une démocratie moderne, mais par la défection d'un de ses alliés, en l'occurrence la Ligue du Nord. On était en plein dans le *trasformismo*, cette manière bien particulière qu'avaient les partis politiques italiens, notamment les petits partis charnières, de faire et défaire les majorités au gré de leurs fluctuations entre la droite et la gauche.

confirmée dimanche, représente une victoire *in absentia* pour Romano Prodi, qui rêvait en 1996 de former un gouvernement de législature et d'unir autour de lui la coalition de centre-gauche, avant d'être contraint de s'exiler à Bruxelles. Ses alliés démocrates de gauche (ex-PCI) ne l'ont pas permis parce qu'ils pensaient qu'après un délai de décence, la direction de cette coalition leur revenait de droit. Mais ce

Réservée aux grandes pointures.

Et pour poignets puissants: la GST Chrono Automatic est un chronographe mécanique en titane résistant et hypoallergénique avec un bracelet IWC breveté, étanche à 120 mètres. Réf. 3707, FRF 24 700.- (prix conseillé). Existe aussi en acier surfin.

IWC

Depuis 1868.
Et tant qu'il y aura des hommes.



IWC International Watch Co. Ltd, Schaffhouse, Suisse. Notre catalogue général vous sera envoyé gracieusement sur simple demande à MSG/IWC, 90, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, 01 42 89 65 51, Suisse: +41 52 635 65 65, www.iwc.ch.

La Ligue du Nord d'Umberto Bossi est marginalisée par son alliance avec Forza Italia

L'ancien parti séparatiste perd plus de six points

La Ligue du Nord d'Umberto Bossi apparaît comme la grande perdante des élections législatives passant, en cinq ans, de plus de 10 % à

moins de 4 %. L'ancien mouvement séparatiste est en fait pénalisé par son alliance avec les forces de droite alors que son dirigeant en espé-

rait une nouvel élan. Un accord sur l'immigration et la dévolution de pouvoirs aux régions avait scellé la réconciliation.

ROME

correspondance

Umberto Bossi a payé cher son alliance avec Forza Italia. Les résultats électoraux confirment que la Ligue du Nord a du mal à se créer son propre espace à l'intérieur de la coalition de centre-droite. Selon Ilvio Diamanti, sociologue, expert du mouvement autonomiste, ce résultat confirme que quand deux partis comme Forza Italia et la Ligue se rapprochent, l'électorat d'Umberto Bossi fini par choisir directement le *Cavaliere* sans passer par l'intermédiaire du *senatur*, autre nom donné à Umberto Bossi. Triste condition pour la Ligue qui, en faisant cavalier seul, risquait de disparaître, mais qui en entrant dans la coalition a fini par se faire absorber en partie.

Après la débâcle des slogans sécessionnistes et indépendantistes en faveur de la Padanie, la Ligue n'avait pas vraisemblablement de choix. Umberto Bossi, en grand négociateur, est parvenu à obtenir plus d'une quarantaine de candidats dans des collèges sûrs. Ce qui devrait lui permettre, en tout cas, même s'il ne devait pas franchir la barre de 4 % nécessaires pour la répartition au scrutin proportionnel, de revenir avec une patrouille importante de parlementaires à Rome. La question sera alors de savoir s'il parviendra ou non à s'im-

poser comme une force déterminante pour former la majorité de centre-droite, notamment au Sénat, où le résultat s'annonce plus serré. Ce serait en fait sa garantie de survie politique.

Et dire qu'Umberto Bossi avait réussi à la perfection son retour parmi ses anciens alliés du centre-droite qu'il avait lâchés en 1994. C'est sur Telepadania, la chaîne de télévi-

En entrant dans la Maison des libertés, le mouvement du « senatur » a fini par se faire absorber en partie

sion de la Ligue du Nord, qu'Umberto Bossi révélait, le 5 avril dernier, le contenu du pacte électoral secret scellé par son mouvement et Silvio Berlusconi en prévision du scrutin du 13 mai.

Selon le chef de la Ligue, il s'agissait de l'instauration par les régions de quotas d'entrées des immigrés, qui ne pourraient s'installer en Italie que munis de contrats de travail. Le transfert de pouvoirs aux régions, la

« dévolution » et l'immigration, sont en effet le cheval de bataille de la Ligue du Nord. Ces deux thèmes ont été repris par l'ensemble de la Maison des libertés qui envisage de tenir des référendums dans les régions qu'elle contrôle afin de leur donner plus de pouvoir.

Au mois de mars de l'année dernière, un projet de loi sur le durcissement de la législation en matière d'immigration avait permis de célébrer les retrouvailles entre le bouillant chef de la Ligue du Nord et le *Cavaliere*. Depuis la « trahison » d'Umberto Bossi en 1994, les deux anciens alliés s'étaient traités de tous les noms. Et la décision de la Ligue de se présenter seule lors des législatives de 1996 avait contribué à la victoire de la coalition de l'Olivier menée par Romano Prodi. En homme pratique, Silvio Berlusconi, avait compris que s'il voulait mettre terme à sa traversée du désert, le temps était venu d'enterrer la hache de guerre et de chercher un accord.

« A l'aube du troisième millénaire, note l'introduction au projet de loi déposé par Umberto Bossi et Silvio Berlusconi, deux modèles de société s'affrontent en Europe : le modèle néo-jacobin de la société universelle multiraciale et le modèle chrétien ». Cette introduction tente de justifier – également du point de vue religieux – les dures mesures anti-immigration prévues par la loi. Par la sui-

te, une partie de l'Eglise, avec le Cardinal Biffi de Bologne, donnera son aval en n'hésitant pas à brandir le spectre d'une « invasion » musulmane mettant en péril « l'identité nationale » italienne. La gauche est accusée d'avoir donné l'idée d'une Italie terre d'accueil, avec « l'absence de prévention, des frontières-passoires et surtout, la reconnaissance du droit à l'immigration sur la base d'une décision individuelle ».

« Au contraire notre modèle de société, poursuit le texte, se base sur la suprématie de la nation comme noyau et fond de valeur et de religion, de culture et de langue, de coutumes et de traditions. Dans le modèle chrétien, individu et mémoire, histoire et nation, sont une partie inséparable d'une structure sociale qui, dans la nouvelle géopolitique du monde, représente l'unique antidote possible au chaos ».

Le modèle s'appuie concrètement sur les principes suivants : les frontières doivent être déplacées vers l'extérieur du pays, c'est-à-dire pratiquement dans les consulats ; la prévention ; l'immigration doit être un droit à conquérir et non pas un droit préexistant ; tous ceux qui entrent illégalement dans le pays doivent être repoussés et ne pourront plus jamais revenir ; Pour entrer, il faut déjà disposer d'un travail.

S. A.

Gianfranco Fini, deuxième homme fort de la droite

L'ancien militant néofasciste, dont le parti a obtenu environ 12 % des voix, pourrait devenir vice-président du conseil

A PRIORI, le score réalisé par l'Alliance nationale (AN), premier allié de Forza Italia, n'est pas glorieux. Totalisant environ 12 % des suffrages, la formation de Gianfranco Fini fait nettement moins bien que lors des élections générales de 1996, au cours desquelles elle avait obtenu 15,7 % des suffrages. Mais au cours des cinq dernières années, ce parti post-fasciste n'a cessé de perdre du terrain, notamment lors des élections européennes de juin 1999 (10,5 %). C'était plus que le creux de la vague. Une remise en cause alors que ce politicien populaire passait pour être le successeur voire le concurrent direct de Silvio Berlusconi.

Après la victoire de la gauche en 1996, on ne donnait en effet pas cher de l'avenir politique du « *Cavaliere* » et Gianfranco Fini apparaissait comme l'héritier naturel pour prendre la direction de l'opposition. C'était sans compter avec la capacité de rétablissement du magnat de l'audiovisuel – grandement favorisé par l'attitude de la majorité – qui est de nouveau réapparu comme la figure incontournable de l'opposition.

Aujourd'hui, Gianfranco Fini est de nouveau le deuxième homme fort de la droite. Il est parvenu à prendre l'avantage sur Umberto Bossi, personnage qu'il n'a jamais véritablement apprécié et qu'il a

même ardemment combattu d'autant que l'imprévisible chef de file de la Ligue du Nord était favorable à la sécession de la Padanie, une chose impensable pour un homme de droite aux yeux duquel l'unité italienne est sacrée.

Désormais, cet artisan de la transformation de l'ancien mouvement fasciste MSI (Mouvement social italien) peut savourer d'avoir eu raison contre cet allié difficile et encombrant qu'a toujours été Umberto Bossi.

MUTATION DÉMOCRATIQUE

Gianfranco Fini est en effet, l'architecte de l'*aggiornamento* du MSI, créé le 20 décembre 1946 par quelques rescapés du fascisme mussolinien. Rompant avec des années de survivance passées, le successeur de Giorgio Almirante avait décidé, lors du 17^e congrès de Fiuggi, petite station thermale au sud de Rome, en janvier 1995, de passer outre l'héritage fasciste et de créer un parti moderne, une droite présentable et crédible. Cette mutation avait provoqué une scission et le départ des purs et durs qui avaient fondé la Flamme tricolore sous la direction de Pino Rauti (ex-combattant de la République de Salò), petite formation ne regroupant plus que quelques nostalgiques.

La mutation démocratique opérée par ce politicien prudent et policé, bon orateur, a transformé l'Alliance nationale en un mouvement recentré devenu un partenaire incontournable de la droite. Il semble bien loin le temps où celui qui disait que « Mussolini a été le plus grand homme d'Etat du 20^e siècle » et qui, en 1987, avait promis de construire « le fascisme de l'an 2000 » était comparé à Jean-Marie Le Pen.

Alliance nationale est devenue « politiquement correcte » et la rupture avec les fantômes du passé semble désormais consommée même si les troupes conservent encore dans leurs rangs quelques amoureux d'une histoire jugée glorieuse. Ce retour en arrière semble désormais impossible, comme l'a démontré le congrès de Vérone en 1998.

Aujourd'hui, cette formation qui compte plus d'un demi-million d'adhérents a choisi d'effectuer un considérable travail de terrain pour s'implanter dans les couches populaires. Et les résultats arrivent, comme en témoignent les résultats des législatives et l'élection de Francesco Storace à la présidence de la région Latium en 2000.

Cinq ministres d'Alliance nationale figuraient dans le cabinet de Silvio Berlusconi en 1994. Demain, Gianfranco Fini a toutes les chances de devenir le vice-président du gouvernement et d'apparaître ainsi non seulement comme le deuxième homme fort, mais aussi comme le recours.

Michel Bôle-Richard

Photo de famille, aux Bermudes, des fidèles du « Cavaliere »

ROME

de notre correspondante

Silvio Berlusconi aime ses amis comme sa famille. Dans une de ses propriétés aux Bermudes, il les emmène volontiers en vacances avec lui, et là, sur fond de mer azur, les *paparazzi* immortalisent avec joie le jogging matinal collectif en short et tee-shirt blanc, le chef devantant de quelques enjambées la petite tribu des intimes entre les fidèles.

Sur les clichés du bonheur, voici Fedele Confalonieri, soixante-quatre ans, PDG de Mediaset depuis 1996, homme de culture et d'humour qui préside l'orchestre de la Scala de Milan dont il est natif. Il a rencontré Silvio à l'Université et jouait du piano dans des clubs, à ses heures de loisirs, alors que son camarade poussait la chansonnette pour des vacanciers en croisière. Il est son collaborateur depuis 1977, et les mauvaises langues suggèrent qu'il a été pour lui une sorte de précepteur ès bonnes manières. En 1993, il a en vain tenté de dissuader son ami d'entrer en politique, le mélange des genres avec le *business* ne lui semblant pas heureux. Et il résistera sans doute à tout maroquin ministériel, préférant poursuivre son activité de manager télévisuel de premier plan.

Sur le cliché des Bermudes, et presque à l'alignement, apparaît la silhouette plus élancée de Marcello Dell'Ultri, soixante ans, député et fondateur de Publitalia, la société de la holding Fininvest chargée de récolter les recettes publicitaires. Né à Palerme, il a commencé à travailler avec Silvio Berlusconi quand ce dernier s'occupait d'immobilier dans les années 1970.

Collectionneur de livres, on le dit proche de l'Opus Dei, et il doit encore répondre en justice de ses liens supposés avec des gens de Cosa Nostra. C'est lui qui aurait fait recruter un mafieux pour s'occuper un temps, dans le passé, de l'écurie de Silvio Berlusconi à son domicile d'Arcore, près de Milan. Derrière M. Dell'Ultri sourit Gianni Letta, soixante-six ans, le plus réservé et aristocratique des fidèles. Originaire des Abruzzes (Sud), ceux qui comptent dans la Pénin-

sule à droite comme à gauche le considèrent comme l'ambassadeur itinérant du *Cavaliere*. Il pourrait retrouver un poste de ministre qu'il occupa dans le premier gouvernement Berlusconi en 1994. Enfin, tout aussi fringant sur le cliché de vacances, suit Cesare Previti, Calabrais de soixante-dix ans, avocat du leader et ami de jeunesse. Il fut ministre de la défense en 1994. Partisan d'une droite musclée aux accents fascisants, il a lui aussi maille à partir avec la justice.

DE SOLIDES LIENS AFFECTIFS

Au-delà de ce premier cercle, hors cliché, et plus récemment, d'autres personnalités ont tissé de solides liens affectifs avec le magnat de la Fininvest. Ce sont d'abord deux journalistes qui ont avec lui leur franc-parler et revendiquent une certaine autonomie, Maurizio Costanzo et Giuliano Ferrara. Le premier est le plus célèbre animateur de débats sur les écrans de Mediaset, où il s'est fait connaître. Il est aussi l'ami du président des Démocrates de gauche (DS), Massimo D'Alema, la bête noire du chef de file de la Maison des libertés dans cette dernière campagne. Le second fut ministre des rapports avec le Parlement en 1994, a fondé le quotidien polémiste *Il Foglio* qui appartient à l'épouse de Silvio Berlusconi, dans lequel il critique parfois son propre camp. Un troisième journaliste, Paolo Bonaiuti, venu du quotidien romain *Il Messaggero* est devenu le porte-parole incontournable de Silvio Berlusconi, barrage de béton, député lui-même et anxieux d'entrer au gouvernement, fût-ce pour un poste de sous-secrétaire d'Etat.

Enfin, Giulio Tremonti et Claudio Scajola comptent dans la vie et les décisions de Silvio Berlusconi. L'un, né en Lombardie, devrait diriger le futur grand ministère de l'économie après s'être occupé des finances en 1994. L'autre, enfin, a su transformer Forza Italia, le mouvement créé en 1993, en un vrai parti. Il pourrait devenir ministre de l'intérieur.

Danielle Rouard

Les « affaires » de Silvio Berlusconi

ROME

de notre correspondante

Silvio Berlusconi avait annoncé que, s'il accédait au gouvernement, il s'efforcera de réduire les pouvoirs du ministère public en demandant au Parlement d'établir chaque année la priorité des délits à réprimer.

Cet objectif a soulevé de vives protestations chez les magistrats italiens, y compris parmi les plus modérés, qui l'analysent comme « une manœuvre pour assurer sa propre impunité ». On peut résumer ainsi la situation de M. Berlusconi par rapport à la justice :

● **Affaires prescrites :** Silvio Berlusconi a été déclaré coupable en première instance dans trois affaires qui portaient sur des pots-de-vin versés à des agents du fisc, le financement illicite du Parti socialiste de Bettino Craxi et des faux en écritures de bilan. Ces affaires ont été classées en raison des lenteurs de la justice italienne : les faits étaient prescrits au moment de l'appel.

● **Affaires en cours en Italie :** Silvio Berlusconi est toujours sous enquête judiciaire en Italie dans des affaires portant sur le réseau des sociétés de sa holding, la Fininvest. A Rome, il est soupçonné notamment d'avoir corrompu des juges dans divers procès où est impliquée la Fininvest. A Milan, le parquet avait chargé le cabinet de conseil londonien KPMG de

démêler l'écheveau financier de la Fininvest. Selon le rapport de ce cabinet britannique, remis au parquet de Milan fin janvier, les bilans du groupe auraient été falsifiés à hauteur de plus de 1 500 milliards de lires (774 millions d'euros).

● **Affaire en Espagne :** Silvio Berlusconi fait l'objet d'une enquête pour fraude fiscale en Espagne, de même que l'un de ses principaux conseillers et collaborateurs, Marcello Dell'Ultri, et d'autres dirigeants de Telecinco, la chaîne privée espagnole dont il est l'un des principaux actionnaires. Il s'agit d'une requête du juge madrilène Baltasar Garçon, qui a demandé la levée de son immunité en juin 2000 au Parlement européen et en avril 2001 à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, où Silvio Berlusconi fait partie de la délégation italienne. Une demande de levée de son immunité de parlementaire italien a été rejetée.

● **Accusations classées :** les soupçons qu'avaient fait peser sur Silvio Berlusconi et Marcello Dell'Ultri des déclarations de repentis les accusant d'avoir commandité les assassinats des juges anti-Mafia Giovanni Falcone et Paolo Borsellino n'ont pas été retenus. Les enquêtes sur ces affaires continuent, « contre X... ».

D. R.

1994, l'« annus horribilis »

1994 est restée pour Silvio Berlusconi une « *annus horribilis* » personnelle. Tout avait pourtant bien commencé avec l'entrée en force sur le terrain de la politique, fin janvier, puis la victoire aux élections du 27 mars. Mais bien vite, les problèmes apparaissent avec son partenaire de la Ligue du Nord, Umberto Bossi. Le *senatur* se révèle un allié-adversaire coriace. Malgré les cinq postes de ministre – dont un vice-président du Conseil – obtenus par la Ligue, M. Bossi se comporte comme un chef de l'opposition. Silvio Berlusconi use de toute sa patience pour tenter de le ramener sur le droit chemin, mais en vain. Les réconciliations privées et les disputes publiques finissent par aboutir à la « trahison » de fin décembre.

Entre-temps, Silvio Berlusconi est entré en guerre avec les juges de l'opération « *Mains propres* » de Milan, qui se battent contre sa tentative de dépenalisation de certains délits. Ses problèmes avec la

justice commencent. Alors qu'en mai encore, il parlait avec emphase de l'opération « *Mani pulite* » et tentait de faire entrer Antonio Di Pietro dans son gouvernement, en juillet les juges s'attaquent directement à son groupe et à son frère Paolo.

C'est ensuite la bataille perdue contre les syndicats sur la réforme des retraites. Mais le coup le plus dur survient à Naples, où Silvio Berlusconi avait connu le moment le plus éblouissant de ses quelques mois de pouvoir lors du G7 rassemblant les grands de monde. Lors d'une réunion internationale de l'ONU sur le crime, en novembre, la première information judiciaire pour corruption est ouverte contre lui. Un « *coup d'Etat* », selon lui. Mais la Bourse, apparemment, a choisi : elle baisse, précipitant sa chute. Aujourd'hui, le « *Cavaliere* » doit se souvenir de cette époque comme d'un cauchemar...

S. A.

MEDAILLE D'OR
de la distribution Label NF

DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

RECOMMANDE PAR PARIS PAS CHER

MATELAS • SOMMIERS
Vente par téléphone possible
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...

Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...
CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Steiner - Duvivier - Coulon - Sufren etc...
5500 m² d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
• 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19^eme - M^o Télégraphe
• 50, avenue d'Italie
Paris 13^eme - M^o Place d'Italie
01.42.08.71.00 - 7/7

Les nationalistes modérés remportent une victoire au Pays basque

Le Parti nationaliste basque, qui dirige la région depuis la création de l'autonomie en Espagne, en 1980, a obtenu 42,3 % des suffrages. Euskal Herritarrok, « vitrine politique de l'ETA », perd la moitié de ses députés, alors que les votes en faveur des « constitutionnalistes » restent stables

Les 1,8 million d'électeurs du Pays basque se sont mobilisés, dimanche 13 mai, à l'occasion des élections régionales. La participation a atteint le taux record de 79,8 %, en hausse de dix points par rapport à octo-

bre 1998. La victoire du Parti nationaliste basque (PNV, modéré) « ouvre la porte au dialogue et à la paix », a affirmé le chef du gouvernement basque sortant, Juan José Ibarretxe, qui devrait être reconduit dans

ses fonctions. La reprise des attentats de l'ETA, qui a tué à trente reprises depuis la rupture, en décembre 1999, d'une trêve de six mois de ses opérations armées, a provoqué une forte chute de l'électorat de Euskal

Herritarrok (EH, vitrine politique de l'organisation), qui perd dans le nouveau Parlement la moitié des 14 députés qu'elle détenait. Le Parti populaire (centre-droit au pouvoir à Madrid) et le Parti socialiste, qui cons-

titaient « l'alternative constitutionnaliste », restent pour leur part stables, sans réussir le « raz-de-marée » qu'ils appelaient de leurs vœux pour mettre fin au terrorisme. (Lire aussi notre éditorial page 19.)

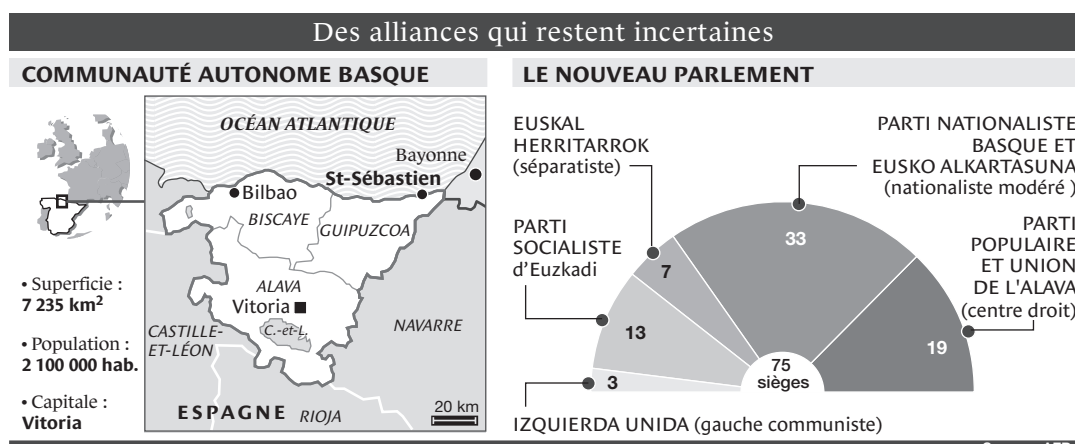
MADRID

de notre correspondante

Au terme d'une campagne électorale particulièrement crispée et assombrie par une violence terroriste qui, vendredi dernier, a marqué la clôture des débats électoraux par un attentat, au cœur de Madrid, les électeurs basques se sont rendus aux urnes, dimanche 13 mai. Massivement, battant avec 79,8 % de participation, tous les records d'affluence enregistrés jusqu'ici.

Une mobilisation générale pour dire quoi ? D'abord, et c'est le premier fait marquant à retenir, un « non » clair et sans équivoque à la violence. En effet, Euskal Herritarrok (EH), la « vitrine politique » de l'ETA, l'organisation séparatiste basque armée, s'effondre littéralement, perdant la moitié des 14 députés qu'elle détenait et plus de 80 000 votes par rapport aux élections autonomes de 1998 où, il est vrai, la trêve de l'ETA, en vigueur, à l'époque, lui avait permis d'enregistrer plus de suffrages.

L'autre résultat, qui parle de lui-même, c'est la nette victoire de la coalition des nationalistes modérés du Parti nationaliste basque (PNV) et Eusko Alkartasuna. Ils arrivent en tête dans les trois provinces basques (Guipuzcoa, Biscaye et même Alava, où ils détrônent le Parti populaire de José Maria Aznar, dont c'était le fief) et obtiennent six sièges supplémentaires, par rapport à 1998, totalisant 33 sièges sur les 75 que contient le Parlement de Vitoria. Gain qui s'opère à la faveur d'un évident transfert de voix au sein du clan nationaliste, des radicaux vers les modérés.



Certes, ce n'est pas la majorité absolue de 38 sièges requise, que n'atteint d'ailleurs aucune des formations en présence, mais ce bon résultat – le meilleur pour les nationalistes modérés depuis de nombreuses années – assure au PNV et à ses alliés, qui gouvernent le Pays basque depuis 20 ans, de rester au pouvoir.

ALLIANCES CONJONCTURELLES

Mais comment gouverner ? En rééditant l'alliance, tant décriée, avec Euskal Herritarrok ? Le candidat du PNV, Juan José Ibarretxe, l'a plusieurs fois écarté au cours de la campagne. En gouvernant en minorité ? En esquissant des alliances conjoncturelles ou plus durables avec le petit parti de gauche communiste Izquierda Unida, qui gagne un siège, passant de 2 à 3 députés ? Voire avec le Parti socialiste d'Euzkadi (PSE), comme le pronostique-

quent déjà certains sur le long terme ? Seule certitude, le PNV n'est plus pris à la gorge par la pression des radicaux indépendantistes pour gouverner, comme c'était le cas il y a deux ans.

Et cette nette victoire du nationalisme modéré entraîne, forcément, un autre constat : le raz-de-marée escompté par les partis dits « nationaux » ou encore « constitutionnalistes » comme le Parti populaire (PP) et son allié pour l'occasion, le PSE, ne s'est pas produit. Le PP, qui se présentait avec la petite formation de droite Unidad Alavesa, gagne toutefois un siège supplémentaire, passant de 18 à 19, mais les socialistes, plutôt suivistes dans cette élection où ils avaient peu de visibilité derrière le PP, en perdent un, rétrogradant de 14 à 13. Un résultat stable pourrait-on dire, mais rien à voir avec cette « alternance historique », cette presque « révolution »

au nom de la reconquête des libertés, prônée par le PP.

Que s'est-il passé ? D'abord, en dépit de ses efforts et de ses nombreux appuis, y compris dans les milieux intellectuels, la candidature de Jaime Mayor Oreja, qui fut ministre de l'intérieur et principal architecte de la lutte antiterroriste du gouvernement Aznar, était trop mar-

quée. De même, la virulente campagne du PP, assimilant plus ou moins l'ensemble du nationalisme basque à des complices actifs ou passifs de l'entourage de l'ETA a-t-elle fini par s'avérer contre-productive, donnant au contraire lieu à un sursaut nationaliste modéré, qui a préféré un vote identitaire. De son côté, l'argumentation, « forcée » elle aussi, du PNV, selon laquelle M. Mayor Oreja ne serait qu'un « délégué de Madrid » prêt à rogner les acquis basques sans doute porté, elle aussi, dans une certaine mesure.

Enfin, l'autre évidence qui se dégage de cette élection, c'est qu'une fois de plus, en renvoyant presque dos à dos les blocs nationaliste et national, qui obtiennent respectivement 42,4 % des suffrages et 33 sièges pour le PNV-EA et 40,8 % des suffrages et 32 sièges pour le PP et le PSE, les électeurs basques ont exprimé, non leur division, mais leur pluralité. Une pluralité dont la plupart des sondages montrent que ces mêmes électeurs voudraient qu'elle soit prise en compte

Jaime Mayor Oreja (PP) reconnaît la victoire du PNV

Le chef de file du Parti populaire (PP, au pouvoir à Madrid) aux élections basques, Jaime Mayor Oreja, a reconnu dimanche « la victoire du Parti nationaliste basque », lors d'une conférence de presse au quartier général de son parti à Bilbao. « Le PNV a gagné les élections (...) parce que les électeurs l'ont voulu », a reconnu sans ambages M. Mayor Oreja, envoyé dans la bataille électorale de son Pays basque natal par le chef du gouvernement espagnol José Maria Aznar, après avoir démissionné en février de son poste de ministre espagnol de l'intérieur.

Homme politique le plus populaire en Espagne, M. Mayor Oreja, ancien patron de la lutte antiterroriste, était considéré par les nationalistes basques comme « un candidat policier ». – (AFP.)

M.-C. D.

Julen de Madariaga, fondateur historique de l'ETA

« Pour la première fois, je me sens impuissant à faire un pronostic, je ne comprends plus l'ETA »

« En tant qu'animateur du courant critique « Aralar » au sein du mouvement nationaliste radical, quel enseignement tirez-vous de la chute d'Euskal Herritarrok, la « vitrine politique » de l'ETA ?

– Je dirais d'abord que la virulente campagne antinationaliste basque du Parti populaire a produit l'effet inverse de celui qu'elle souhaitait : elle a resserré les rangs. Comment peut-on soutenir, par exemple, comme je l'ai entendu déclarer à une radio, que 15 % de la population basque, c'est-à-dire les nationalistes de la gauche radicale indépendantiste, sont des « assassins » ?

» Aussi, pour faire barrage à l'« espagnolisme », dont le candidat du PP Jaime Mayor Oreja est le représentant le plus

« pur », il y a eu un massif transfert de vote d'EH vers le Parti nationaliste basque. Parfois contraint et forcé, car la gauche nationaliste ne vote pas de gaieté de cœur pour le PNV qui, pour être nationaliste, n'en est pas moins de droite, mais dans l'idée que l'urgence était d'empêcher que le PP gagne. Ce qui, pour le Pays basque, aurait sans doute signifié une régression dans nos droits acquis, notamment en matière de culture et d'éducation, mais aussi dans le domaine de la police autonome ou en matière de fiscalité. Maintenant, passer de 14 à 7 députés, j'avoue que, pour EH, c'est une véritable catastrophe.

– Peut-on s'attendre à des changements au sein d'Euskal Herritarrok ?

– J'espère qu'il y en aura et que cette élection servira de leçon à EH, car elle conforte les courants qui, comme le mien, préconisent que les armes se taisent, soient en retrait, et que la parole passe aux politiques, dans un cadre civique et démocratique. En un mot, assez de violence. Quelque chose devrait bouger... maintenant, jusqu'à quel point ?

» Le problème, c'est que jusqu'ici les responsables de Herri Batasuna et d'Euskal Herritarrok n'ont pas été capables de s'émanciper, ils sont soumis aux ordres de l'ETA. S'ils ne veulent pas se suicider et disparaître de l'échiquier basque, ils doivent s'émanciper politiquement, affronter les choix à faire et tenter d'infléchir l'ETA.

Jouer le rôle du Sinn Fein par rapport à l'IRA en Irlande ces derniers temps. Sinon, en poursuivant la ligne actuelle, ils courent droit au précipice.

– L'ETA a fait exploser une voiture piégée en plein Madrid à l'heure même de la clôture de la campagne électorale. Que voulait-elle, un massacre ? Et qu'attendre de pareille organisation ?

– Un massacre, non, sans quoi elle l'aurait fait exploser à 8 heures du soir, pas à minuit. Mais je crois que, malheureusement, le message était clair : il voulait dire « Amusez-vous à faire toutes les élections que vous voulez, nous sommes là et bien là, et rien ne se fera sans nous ». Maintenant, qu'attendre de l'ETA ?

» Pour la première fois, je me sens impuissant à faire un pronostic. Je ne la comprends plus du tout. Je constate en tout cas que l'ETA, qui a décrété la trêve il y a deux ans, n'est pas celle qui l'a rompue. Au début, le courant militaire n'était pas majoritaire ; à la fin, il l'était devenu. Et ces gens n'ont aucun contact, aucune analyse réelle de la vérité non seulement basque et espagnole, mais aussi européenne. De plus, une centaine de jeunes radicaux de l'ancien mouvement Jarrai sont entrés dans l'ETA à ce moment-là, et j'ai bien peur que cela n'aide pas à sa réflexion. »

Propos recueillis par Marie-Claude Decamps

REPRODUCTION INTERDITE

La presse espagnole s'interroge sur l'avenir

MADRID

de notre correspondante

La presse espagnole donne, ce lundi 14 mai, un grand coup de chapeau à la responsabilité démocratique des électeurs basques, qui ont voté massivement contre le nationalisme radical, mais s'interroge sur les responsabilités qui vont

incomber à Juan José Ibarretxe, candidat du PNV et chef du gouvernement basque sortant.

Ainsi, sous le titre « Gagne Ibarretxe », *El País* (proche des socialistes) estime que la responsabilité des électeurs mérite « une réponse également responsable de la part des dirigeants politiques », insistant sur le vote en faveur du dialogue : « ETA perd du terrain, mais gagner la bataille contre la violence terroriste exige que nationalistes et constitutionnalistes soient capables de partager certains accords de base. » *El País* fustige aussi la campagne du Parti populaire et des socialistes qui, « à certains moments de paroxysme, est arrivée à identifier l'ensemble du nationalisme avec la violence terroriste ».

Même écho dans un éditorial du journal catalan *La Vanguardia*, qui voit « un échec du gouvernement Aznar qui a employé tant d'énergie pour tenter de déloger le PNV du pouvoir ». Et, le quotidien catalan

de préconiser une alliance, puisque « la société basque a dit non à la formule d'Arnaldo Otegi [Euskal Herritarrok] et non à celle d'Aznar ». *El Mundo*, (proche du gouvernement) évoque la « déception de ceux qui avaient misé pour la défense des libertés individuelles et des droits de l'homme », et estime que la campagne présentant « les chefs du PP et des socialistes comme des marionnettes de Madrid a porté dans certains secteurs basques ».

Enfin, le quotidien conservateur *ABC*, sous le titre « La dernière chance du PNV », estime que « le PNV n'a plus d'excuse pour continuer à accuser les autres de son échec comme parti de gouvernement au Pays basque », où ses vingt ans de pouvoir se soldent « par une fracture sociale sans précédent et une discorde citoyenne que les élections n'ont pas résolue ».

M.-C. D.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU BEAU VETEMENT

LEGRAND

Depuis 1894

Tailleur et Chemisier sur mesures

NOUVELLES COLLECTIONS

27, rue du 4-Septembre, Paris 2^e

Tél : 01.47.42.70.61

ZOL

Location Longue Durée

01 55 20 66 64

ESPRIT

Mai 2001

Un ordre mondial incertain

Renseignements : ☎ 01 48 04 08 33 – www.esprit.presse.fr

L'EMPLOI

OFFRES

recherche...

Un(e) Assistant(e) pour son département Production disques.

Profils recherchés : bonnes connaissances musicologiques, capacités rédactionnelles confirmées, anglais exigé (lu, écrit, parlé), allemand souhaité, maîtrise des logiciels Word, PowerPoint, Excel [...] sur PC.

Le poste créé comprend le contrôle éditorial de l'ensemble de la production classique : regroupement des informations, élaboration des fiches de production, suivi éditorial (auteurs, traducteurs, etc.), de la post-production et de la mise en page jusqu'au départ en fabrication des disques.

Vous avez le sens du contact humain, une bonne plume et de la culture ; vous êtes très polyvalent et attaché au strict respect des délais. La musique est votre passion, rigueur et précision vos maîtres mots. Envoyez CV, lettre de motivation manuscrite et photo à l'adresse suivante :

harmonia mundi s.a.
Direction de Production
Mas de Vert F-13200 Arles

Poste basé en Arles

URGENT. Le lycée français international de Hongkong recherche une(e) certifié(e) documentaliste pour la rentrée 2001 (contrat résident AEF). Anglais courant exigé, expérience en lycée souhaitée. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation + CV) par courrier : Lycée français international "Victor-Segalen", 165, Blue Pool Road - Happy Valley, GPObox 9814, Hongkong. Fax : (852) 2577-9658, ou par E-mail : alic@lfis.edu.hk

J.H., 35 ans, dipl. avocat, Sc-po, spécialiste Vietnam, excellent négociateur, étudie toutes offres de poste au Vietnam ou Asie Sud-Est. Tél. : 06-82-42-81-33. Fax : 02-40-79-03-07.

Professeur de lettres (diplômes Sorbonne), expérience en écoles et universités parisiennes, recherche poste en français, français langue étrangère, italien, en collèges, lycées privés, universités, écoles de langues. Tél. : 06-72-44-55-02.

Préparateur phys. à votre service, progr. person. Dipl. 3 brev. Etat. Tél. : 06-83-12-48-26.

Pour vos annonces dans **L'EMPLOI**

Tél. : 01-42-17-39-33
FAX : 01-42-17-39-25

Consultants - Maghreb
Directeur de projet et techniciens spécialisés en gestion de projets et approvisionnement d'équipements de formation professionnelle avec vaste expérience en projets de coopération au Maroc, Algérie, Tunisie, préférentiellement en programmes financés par organismes multilatéraux. Maîtrise parfaite du français. Envoyez vos candidatures à TECHASSIST, consultants@techassist.es. Référence "Magreb/01"

En Russie, les millions de M. Berezovski divisent les organisations de défense des droits de l'homme

Certaines acceptent, d'autres refusent les financements de l'oligarque

Plusieurs centaines de militants des droits de l'homme se sont retrouvés, samedi 12 et dimanche 13 mai à Moscou, pour célébrer la création, en

1976, du groupe Helsinki-Moscou, mouvements phares de la dissidence soviétique. Certains de ses créateurs – Iouri Orlov, condamné à sept ans

de camp, et Nathan Chtcharansky, condamné à treize ans puis échangé contre des espions soviétiques en 1986 – étaient présents.

MOSCOU

de nos correspondants

A l'occasion de la célébration de la création, il y a vingt-cinq ans, du Comité pour la surveillance et l'application des accords d'Helsinki (l'un des mouvements phares de la dissidence soviétique), Iouri Orlov, âgé de soixante-dix-sept ans, rappela avec une distance teintée d'humour la répression impitoyable exercée par le pouvoir soviétique. Elle fit que le groupe dut cesser ses activités en 1982, seuls trois de ses membres demeurant en liberté, pour ne les reprendre qu'en 1989. « Finalement, nous avons eu de la chance. Pour la première fois, l'affirmation du droit, des droits fondamentaux de la personne devait abattre le totalitarisme », dit-il. La longue liste des victimes de la répression fut rappelée. Comme la mort d'Anatoli Martchenko, décédé en prison en 1986, année où Mikhaïl Gorbatchev affirmait qu'il n'y avait « plus de prisonniers politiques en URSS ».

« EXILÉ POLITIQUE VOLONTAIRE »

Mais, en marge de la tribune, où Lioudmila Alexeeva dénonçait les « violations graves et répétées des droits de l'homme dans la Russie de Vladimir Poutine », une tout autre discussion occupait les participants. Que faire de l'oligarque et ancienne éminence grise du Kremlin, Boris Berezovski, se présentant désormais comme un combattant de la liberté ? La veille, l'homme d'affaires, cerné par des affaires judiciaires et qui se définit comme « exilé politique volontaire », donnait une spectaculaire conférence de presse en duplex depuis le sud de la France.

M. Berezovski annonçait que

son Fonds pour les libertés civiles, créé en décembre 2000, allait consacrer des millions de dollars à la promotion des droits de l'homme et d'une société civile en Russie. Celui qui revendique d'avoir « activement aidé Poutine à arriver au pouvoir » confesse aujourd'hui « son erreur ». « Le président ne construit pas un pays libéral et démocratique, son ressort est la force, la force militaire et non la force intellectuelle », accuse-t-il aujourd'hui.

Vladimir Poutine et « le contrôle social »

En 1978, le procès de Iouri Orlov, fondateur du groupe Helsinki-Moscou, a un impact international considérable. Cette année-là, le physicien est proposé pour le prix Nobel de la paix et il n'accepte de participer à son procès que pour démontrer « l'absolue justesse » du travail de son mouvement et « l'absolu idiotisme du KGB ».

Aujourd'hui, M. Orlov estime que le groupe Helsinki doit développer des antennes régionales dans toute la Russie pour ancrer « une culture démocratique encore fragile ». « Vladimir Poutine, ce n'est pas le retour du KGB, ce n'est pas un retour en arrière, mais une "chose" nouvelle et complexe », dit-il. L'ancien dissident estime que M. Poutine « veut construire un capitalisme libéral avec une vitrine politique plus ou moins civilisée ». Mais, ajoute-t-il, « l'essence de ce régime, c'est la surveillance, une stratégie de contrôle social dans une démocratie formelle, et l'objectif est de ne pas laisser faire cela ». – (Corresp.)

L'homme d'affaires – pour qui « la politique est le meilleur des investissements » – veut donc lancer une OPA sur la multitude d'organisations de la société civile pour, à terme, construire « une force politique d'opposition ». Et il y consacre beaucoup d'argent : 25 millions de dollars (28 millions d'euros). Vendredi, il rendait public l'attribution de 10 millions de dollars dans les quatre ans à 163 organisations régionales sélectionnées parmi 300 candidatures. Groupes écologistes, défense des

droits civiques, mères de soldats, réfugiés, journalistes... chacune percevra 15 000 dollars par an.

La Fondation de M. Berezovski, pilotée par un ancien collaborateur de Georges Soros, financera également de grandes associations nationales comme l'Union des mères de soldats, le Fonds Glasnost, le Centre de réforme des prisons. « C'est historique : pour la première fois, de l'argent russe finance le développement de la société civile, et on ne

Bonner, veuve de l'ancien dissident et Prix Nobel de la paix, avait accepté un don de 3 millions de dollars de M. Berezovski. Ne bénéficiant d'aucune aide des autorités russes, ce centre était sur le point de fermer. Le choix d'Elena Bonner est aujourd'hui mis en avant par ceux qui acceptent l'argent de M. Berezovski. Il est également vrai que les 70 000 associations civiles fonctionnant réellement en Russie ne peuvent espérer trouver des financements qu'à l'étranger. « Le personnage Berezovski ne me plaît pas, mais il est le premier des riches Russes à faire ce geste, et j'espère qu'il ne sera pas le seul », dit Lioudmila Alexeeva, fort embarrassée.

Iouri Orlov, lui, élude et se dit « absolument neutre sur cette question, qui est compliquée ». Sergueï Kovalev, ancien dissident et député à la Douma, s'insurge contre ce choix. « Elena Bonner a commis une faute. M. Berezovski revendique d'avoir installé le colonel du KGB Vladimir Poutine au pouvoir, ce qui est une honte nationale. Surtout, Berezovski souffre d'une grave invalidité, l'absence de toute morale », explique-t-il. Le rôle de l'oligarque dans le déclenchement de la deuxième guerre de Tchétchénie est mis en avant par d'autres responsables d'associations. « M. Berezovski a financé le chef de guerre Bassaev, et tout le monde sait qu'il ne donne pas d'argent sans contrepartie. Dans un Etat de droit, il serait en prison. Il est l'ennemi objectif du mouvement des droits de l'homme », dit Andreï Mironov, de Memorial.

François Bonnet et Agathe Duparc

► www.lemonde.fr/russie

Israël défend sa politique de « liquidation » d'activistes

Tsahal, qui a effectué sa sixième incursion en territoire autonome, prend pour cible les symboles de l'Autorité palestinienne

ISRAËL a défendu, dimanche 13 mai, sa double politique de « liquidation » d'activistes palestiniens et de « croissance naturelle » des colonies de peuplement en territoires palestiniens, tandis que son armée effectuait une nouvelle incursion en zone autonome, dans la bande de Gaza, où des hélicoptères ont par ailleurs attaqué à la roquette plusieurs cibles.

Sixième du genre en violation des accords d'autonomie, l'incursion de Tsahal à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, a duré une heure. Deux habitations ont été détruites, selon des sources de la sécurité palestinienne. En soirée, la marine a tiré des roquettes sur des postes de police près du camp de réfugiés de Nousseirat, sur la côte. Deux bâtiments ont été endommagés.

CROISSANCE NATURELLE

Dans la nuit de dimanche à lundi, des hélicoptères ont attaqué à la roquette des postes de police et des bâtiments de plusieurs services de sécurité palestiniens de ce même territoire, ainsi que les localités de Bani Souheila, Khan Younes, El Karara et le camp de réfugiés de Nousseirat. Un porte-parole militaire israélien a justifié ces attaques par « la poursuite des activités terroristes palestiniennes et l'escalade de la violence des derniers jours ».

En Cisjordanie, où deux Israéliens ont été légèrement blessés par des tirs palestiniens, Tsahal a détruit dans la nuit de dimanche à lundi plusieurs bâtiments du village de Shwayka, dont le poste de police, qui, selon un porte-parole de Tsahal, ont servi d'abris à des tireurs palestiniens. Cinq policiers palestiniens ont par ailleurs été

tués par des tirs israéliens près de Ramallah. La veille, un responsable du Fatah avait été tué dans un raid d'hélicoptères à Jénine – c'est la trentième liquidation du genre. Un policier avait également été tué et treize autres Palestiniens avaient été blessés.

Ces « liquidations » ont été défendues par plusieurs responsables israéliens, dont le chef d'état-major, Shaoul Mofaz, qui a affirmé que l'objectif était de « signifier à l'Autorité palestinienne qu'elle doit faire cesser les violences ». D'après le ministre des affaires étrangères, Shimon Pérès, Israël « se défend ». « Si quelqu'un prépare une bombe, (...) nous devons la stopper », a-t-il déclaré. Il a également affirmé que l'Etat juif ne cherche pas à créer de nouvelles colonies, « le seul problème », selon lui, étant « la croissance naturelle dans les colonies déjà existantes ».

Dans un communiqué, le premier ministre, Ariel Sharon a réaffirmé qu'il refusait de geler la colonisation, « le dossier des colonies devant être discuté dans le cadre du statut final » des territoires palestiniens. Cette attitude préfigure la réaction officielle de l'Etat juif – attendue mardi – aux conclusions de la commission d'« établissement des faits » – ou commission Mitchell, du nom de l'ancien sénateur américain qui la préside – préconisant un gel de la colonisation.

Au plan diplomatique, le numéro deux de l'OLP, Mahmoud Abbas, alias Abou Mazen, se trouve depuis dimanche à Washington où il doit notamment s'entretenir avec le secrétaire d'Etat, Colin Powell. – (AFP.)

► www.lemonde.fr/israel-palestiniens

AVIS JUDICIAIRE PAR AUTORITÉ DE JUSTICE

Le Plan de distribution de 1,25 milliard de dollars US en vertu du règlement du procès contre les banques suisses a été approuvé. Cet avis décrit la procédure de réclamation.

Le tribunal de première instance des États-Unis qui avait approuvé le règlement proposé entre les survivants de l'Holocauste et les banques suisses vient maintenant d'approuver le « Plan de distribution » des fonds. Si vous avez déjà soumis un Questionnaire initial, vous recevrez automatiquement par la poste un formulaire de réclamation ou des renseignements sur la procédure de réclamation. La soumission d'une réclamation est absolument gratuite.

Si vous avez été persécuté par le régime nazi parce que vous étiez ou étiez soupçonné d'être juif, gitan, témoin de Jéhovah, homosexuel, infirme, handicapé physique ou mental, il est possible que vous apparteniez à l'une des cinq premières classes décrites ci-dessous. La sixième, Classe II des Travaux obligatoires et/ou forcés, n'est pas limitée à ces « victimes ou cibles de la persécution nazie ».

1. Réclamations concernant les avoirs en dépôt - Si vous aviez des avoirs en dépôt auprès d'une banque, d'un fond de placement ou de tout autre dépositaire suisse avant le 9 mai 1945 et que votre réclamation a été approuvée, vous recevrez un paiement. Vous pouvez consulter la liste des noms des titulaires de comptes pour déterminer si vous y avez droit. Même si votre nom ne figure pas sur cette liste, vous pouvez soumettre une réclamation. Certains héritiers de déposants d'origine ont également droit à un paiement.

2. Réclamations concernant les Travaux obligatoires et/ou forcés (Classe I) - Si vous avez été contraint d'effectuer des travaux obligatoires et/ou forcés n'importe où pour une entité opérant sous autorité nazie, vous êtes en droit de recevoir un paiement. Certains héritiers de telles personnes décédées après le 15 février 1999 ont aussi droit à un paiement.

3. Avoirs spoliés - Étant donné que tous les survivants ont vu leurs biens confisqués par les Nazis, aucune réclamation ne peut être soumise pour ce groupe. Toutefois, les survivants dans le besoin peuvent être en droit de bénéficier de services sous forme d'aide alimentaire, d'assistance médicale ou de dons d'urgence en espèces, distribués par le biais de programmes de secours humanitaire approuvés par les tribunaux.

4. Réclamations concernant les Réfugiés - Si vous démontrez de manière plausible que, alors que vous tentiez de vous soustraire à la persécution nazie, l'entrée en territoire suisse vous a été refusée, ou que une fois entré en Suisse, vous en avez été déporté, ou que vous avez été admis dans le territoire suisse en qualité de réfugié

mais avez été mis en garde à vue, maltraité ou brutalisé, vous recevrez un paiement. Une liste partielle des noms est disponible. Même si le vôtre n'y figure pas, vous pouvez soumettre une réclamation. Certains héritiers de réfugiés décédés après le 15 février 1999 ont droit à un paiement.

5. Réclamations concernant les Assurances suisses - Le tribunal a approuvé une procédure en vue de répondre à toute réclamation, en rapport avec la période nazie, que vous pourriez avoir à l'encontre d'une compagnie de réassurance suisse, d'une compagnie d'assurance-vie et pension de retraite suisse et de certaines filiales. Vous pouvez ne pas être inclus dans les dispositions sur les assurances du Règlement ; dans ce cas, retirez votre nom avant le 5 août 2001. Sinon, vous serez lié par les dispositions sur les assurances du Règlement.

6. Réclamations concernant les Travaux obligatoires et/ou forcés (Classe II) - Si vous démontrez de manière plausible que vous avez été contraint d'effectuer des travaux obligatoires et/ou forcés n'importe où pour une entreprise exploitée par une entité suisse et qui figurait sur une liste fournie par le tribunal, vous recevrez un paiement. Certains héritiers de telles personnes décédées après le 15 février 1999 ont droit à un paiement.

De nombreuses améliorations et amendements ont été apportés au Règlement, notamment : dans certains cas, les œuvres d'art spoliées au cours de la période nazie peuvent être recouvrées ; et une liste de comptes dans des banques suisses pouvant avoir été détenus par les victimes de la persécution nazie a été publiée.

Téléchargez un formulaire de réclamation à www.swissbankclaims.com ou appelez:

Type de réclamation	Appeler	Date limite de dépôt
Avoirs en dépôt (Tous)	0800-91-6295	5 août 2001
Travaux forcés I (Juifs)	(01) 4277 44 24	11 août 2001
Travaux forcés I (Non-juifs)	+41 (22) 717 9204	11 août 2001
Avoirs spoliés	Aucune réclamation ne peut être soumise pour ce groupe.	
Réfugiés (Juifs)	(01) 4277 44 24	30 septembre 2001
Réfugiés (Non-juifs)	+41 (22) 717 9204	30 septembre 2001
Assurances suisses (Tous)	0800-91-6295	30 septembre 2001
Travaux forcés II (Tous)	+41 (22) 717 9204	30 septembre 2001

Pour tout renseignement général, appelez le 0-800-913-993

Sénégal : le parti du président Wade domine le nouveau gouvernement

DAKAR. La composition du nouveau gouvernement sénégalais, formé samedi 12 mai, est la traduction concrète de la victoire du camp du président Wade aux législatives du 29 avril. Fort d'une majorité qualifiée à l'Assemblée, le chef de l'Etat a eu les coudées franches pour le choix de sa nouvelle équipe. Celle-ci est resserrée du fait de la suppression du ministère de la communication et du regroupement d'autres portefeuilles. Elle ne compte plus que vingt-quatre ministres, dont six femmes. La première d'entre elles reste Mame Madior Boye qui avait été nommée, début mars, au poste de premier ministre. Les titulaires des portefeuilles des forces armées, de l'intérieur et des affaires étrangères restent également inchangés. Par ailleurs, si on trouve parmi les nouveaux venus des spécialistes issues de la société civile, comme à la santé Awa Marie Coll Seck qui vient de l'Onusida, le parti présidentiel est très largement représenté. Seulement quatre ministres appartiennent à deux autres familles politiques. - (Corresp.)

Une nouvelle tuerie a fait onze morts en Algérie

ALGER. Onze personnes ont été tuées, dimanche 13 mai, par des islamistes armés à Mérouana, près de Batna, à 430 kilomètres au sud-est d'Alger, ont annoncé les services algériens de sécurité, sans autres précisions. Selon des témoignages, un groupe armé d'une quinzaine d'éléments a dressé un faux barrage dimanche matin sur la route de Mérouana. Après avoir arrêté et racketté plusieurs véhicules, ce groupe a tué les quatre occupants d'une camionnette transportant des moutons. Alertées, les forces de sécurité sont alors intervenues et sept de leurs membres ont été tués dans l'affrontement et par l'explosion de bombes qui minaient la route. Ces assassinats seraient l'œuvre du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). Depuis le 1^{er} janvier 2001, le nombre de morts dans les violences en Algérie s'élève à plus de 1000, dont plus de 400 islamistes armés, selon des bilans publiés par la presse. - (AFP.)

L'avocat tunisien Nejib Hosni libéré par une grâce présidentielle

TUNIS. L'avocat Nejib Hosni, défenseur et militant tunisien des droits de l'homme, incarcéré depuis le 21 décembre 2000, a annoncé avoir été libéré, samedi 12 mai, à la suite d'une grâce accordée par le président Zine El Abidine Ben Ali. Membre fondateur du Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT, non reconnu), il était incarcéré à la suite de diverses accusations dont celle d'avoir défendu des prévenus islamistes. Il avait été condamné initialement à une peine de quinze jours qui avait été prorogée par un reliquat d'une peine de huit ans de prison.

M^r Hosni espère que cette grâce présidentielle « sera suivie par une amnistie générale de tous les défenseurs des droits de l'homme en Tunisie ». Cette libération survient après la publication dans deux quotidiens à Tunis d'un entretien du président Ben Ali évoquant la situation des droits de l'homme dans le pays. - (AFP.)

Jacques Chirac propose d'encourager les dons en faveur des pays pauvres

BRUXELLES. Seul chef d'Etat occidental à participer à la 3^e conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés (PMA) qui s'est ouverte lundi 14 mai à Bruxelles, Jacques Chirac a estimé que le « devoir de solidarité » s'impose comme « l'impératif politique et moral de notre temps ». Dans un discours prononcé lundi matin, le président français a insisté sur l'importance de la mobilisation des initiatives privées et souhaité qu'en France, « les avantages fiscaux réservés aux dons soient accrus » de façon à inciter au financement d'actions humanitaires et de développement.

Rappelant que 2 milliards d'hommes vivent avec « moins de 2 euros par jour », M. Chirac a plaidé pour une augmentation de l'aide publique au développement. « Le scandale d'un monde de plus en plus riche où les pauvres restent pauvres peut et doit cesser » a estimé le chef de l'Etat. Pour cela, la communauté internationale doit « tendre la main » aux pays les plus pauvres qui deviendront « le prochain espace de croissance économique et sociale ».

Inde : le Parti communiste conserve le pouvoir au Bengale-Occidental

NEW DELHI. Après vingt-quatre ans de pouvoir, le Particomuniste marxiste a été réélu pour la huitième fois dans l'Etat du Bengale-Occidental, mettant fin aux espoirs d'une ancienne alliée de la coalition au pouvoir, Mamata Banerjee. Cette dernière avait quitté le gouvernement dirigé par Atal Bihari Vajpayee, du BJP (Parti du peuple indien nationaliste hindous) à la suite d'une enquête filmée montrant la corruption de certains de ses responsables. Mais ce sujet ne semble pas un obstacle électoral, comme l'a démontré l'écrasante victoire de Jayaram Jayalalitha au Tamil Nadu, où son parti a balayé l'un des principaux alliés de la coalition à New Delhi. Disqualifiée par la justice pour des affaires de corruption et donc incapable de se présenter dans ce scrutin, M^{me} Jayalalitha s'appuie désormais sur le succès de son parti pour briguer le poste de ministre en chef du Tamil Nadu. Enfin, le Parti du congrès de Sonia Gandhi va revenir au pouvoir au Kerala où la gauche a été battue, ainsi que dans le territoire de Pondichéry, et semble en bonne position en Assam. - (Corresp.)

Plus de 70 morts aux Philippines lors de la campagne électorale

MANILLE. A l'ouverture du scrutin pour les élections législatives et locales, lundi matin 14 mai, la violence politique s'est poursuivie aux Philippines en portant à 72 morts le bilan des victimes. Cette campagne électorale est la plus meurtrière de l'histoire récente du pays. Le dernier incident a eu lieu dans la ville de Cebu (centre), où un chef de village a été tué par balles. Dimanche soir, des soldats ont eu un accrochage avec des rebelles musulmans dans la ville de Munai (province du Lanao, nord) au cours duquel six rebelles ont été tués. La police avait annoncé que le Front de libération islamique Moro (MILF) pourrait créer des troubles en apportant un soutien armé à ses propres candidats. Plus de 36 millions de Philippins sont appelés à élire 13 nouveaux sénateurs sur 24, ainsi que la totalité des 209 représentants de la Chambre, des responsables provinciaux et des maires de l'archipel. - (AFP.)

L'UCK et les forces macédoniennes restent engagées dans un dangereux face-à-face

Le Parlement de Skopje vote en faveur d'une coalition gouvernementale associant Slaves et Albanais

Depuis huit jours, les habitants du village de Slupcane se terrent dans les caves de leurs fermes, dont les soupiraux obstrués par des sacs de

sable ne laissent passer qu'un filet de lumière. A l'heure où le Parlement macédonien votait en faveur d'une large coalition gouvernementale

associant Slaves et Albanais, la guérilla albanaise et les forces macédoniennes restent engagées dans un dangereux face-à-face.

SLUPCANE

de notre envoyé spécial

Une, puis deux, trois, quatre... dix caves visitées et, partout, le même spectacle : celui d'une popu-

REPORTAGE

A Slupcane, les rebelles paradedans les rues. Les civils, eux, se terrent dans les caves...

lacion civile prise au piège d'un conflit. Des façades éventrées à coups de roquettes d'hélicoptères ou de canon de 105 mm, des vitres éclatées par les éclats de mortier et des rues jonchées de morceaux de tuiles témoignent de la violence des bombardements aveugles des jours précédents.

Les tirs des forces macédoniennes étaient dirigés contre Slupcane, position avancée de l'Armée de libération nationale (UCK) des Albanais de Macédoine. Ils sont surtout tombés sur la tête des civils.

« La guerre a commencé jeudi 3 mai à 15 h 15 », raconte Islami

Nimetula en désignant ce qui fut un magasin. Trois civils sont morts lors de cette première journée. Depuis, seuls les hommes du village s'aventurent à la moindre accalmie dans les rues en terre battue, et des dizaines de rebelles de l'UCK, qui, poussés par on ne sait quelle urgence, traversent et retraversent le village sur les chapeaux de roue ou marchent dans les rues armés de pied en cap.

Mais les femmes et les plus jeunes enfants ne sortent guère de leurs « trous ». Chez Shaip Islami, une jeune mère de famille, à genoux, pétrit de la pâte à pain à la lueur d'une bougie. Ce sera l'essentiel du prochain repas. Cinq nourrissons cherchent le sommeil dans leurs berceaux.

Au total, cinquante-trois personnes s'entassent dans la minuscule pièce au sol recouvert de matelas. Non loin de là, chez Jakup Asipi, il y a près de cent personnes. Et ainsi de suite, de ferme en ferme, de cave en cave. « La situation sanitaire est très inquiétante. Les gens sont terrorisés, l'alimentation sans doute insuffisante », s'alarme la Croix-

Rouge internationale (CICR). Principale cible des bombardements des derniers jours, avec Vakshince toute proche, Slupcane comptait un peu plus de 4 000 habitants avant le déclenchement des violences. A peine moins maintenant. Devant sa mosquée au minaret détruit, l'imam Jakup Asipi soutient que « seulement 100 personnes sont parties depuis le début des combats ». Il n'a pas de mots assez durs contre « l'apartheid dont les Albanais sont victimes en Macédoine ».

PRIS AU PIÈGE

Sous le regard d'un soldat de l'UCK, Shaip Islami démonte quant à lui les accusations des autorités macédoniennes soutenant que les populations civiles serviraient de « boucliers humains aux terroristes ». « Nous n'avons nulle part où aller. Ma maison est ici. Je préfère mourir dans mon village plutôt que de partir. » « Ici c'est chez moi, pas au Kosovo (à 13 kilomètres) et encore moins à Kumanovo (troisième ville du pays, distante d'une dizaine de kilomètres). Là, c'est chez eux, les Macédoniens. Je m'y sentirais encore

moins en sécurité qu'ici. » L'homme en armes n'a pas pipé. Il acquiesce.

La Croix-Rouge internationale a négocié avec Skopje une cessation des hostilités pour envoyer, vendredi 11 mai, quatre équipes sur le terrain. Soixante-dix personnes, dans un état sanitaire des plus délicats, ont été évacuées.

Mais il en reste des milliers prises au piège. « Nous ne pouvons pas faire sortir les gens par la force. Nous avons besoin de la collaboration [de l'UCK]. Or, pour le moment, les groupes armés sont d'accord pour évacuer seulement les cas les plus graves, et les policiers macédoniens font peur au reste de la population », constate un responsable d'une organisation humanitaire.

Dimanche, Slupcane a été la cible de nouveaux tirs. Les forces macédoniennes renforçaient leurs points de contrôle sur les routes d'accès à la zone tenue par l'UCK. Les rebelles paradaient dans les rues de Slupcane et Lipkovo. Les civils se protègent, quant à eux, comme ils le peuvent...

Christophe Châtelot

D'après vous,
quel est le coût en centimes
de la minute Internet
de France Télécom ?



Vous avez répondu 14, comme Louis XIV ? Vous avez gagné !

14 centimes*
LA MINUTE INTERNET
JOUR ET NUIT

Maintenant, la minute Internet avec France Télécom, c'est 14 centimes* tout rond, de jour comme de nuit.

Pour en savoir plus, contactez votre agence au 1014.

france telecom

La thèse officielle sur la disparition de Maurice Audin contestée par les révélations d'un ancien sergent en Algérie

Mis en cause par le général Aussaresses dans son livre, Yves Cuomo évoque un possible « coup fourré »

Rebondissement inattendu dans l'affaire Audin, du nom de ce jeune mathématicien communiste arrêté le 11 juin 1957 en Algérie et jamais

réapparu depuis. La thèse officielle avancée par l'armée - Maurice Audin aurait bondi de la jeep qui le transférait d'un lieu de détention à un autre -

vient d'être sérieusement mise en cause par Yves Cuomo, jeune sergent à l'époque des faits, et mis en cause par le général Aussaresses dans son livre.

L'ONDE de choc provoquée par les aveux du général Aussaresses sur les exactions de l'armée française pendant la guerre d'Algérie est loin de se dissiper. L'affaire Audin, du nom du jeune mathématicien communiste enlevé par les parachutistes à Alger en juin 1957, et jamais réapparu depuis, connaît un rebondissement inattendu. L'un des témoins-clés de cette disparition, Yves Cuomo, jeune sergent à l'époque des faits, vient de se manifester et de donner sa version des événements à *La République des Pyrénées*, journal de la région de Pau où il réside depuis trente ans.

Dans cette interview publiée le 11 mai, M. Cuomo révèle que le prisonnier qui s'est enfui de la jeep qu'il conduisait, le 21 juin 1957 à Alger, n'était peut-être pas Maurice Audin et que la version officielle présentée alors par l'armée pourrait avoir été montée de toutes pièces. L'homme qu'il transférait en voiture d'un centre de détention à un autre avait, dit-il, le visage cagoulé, ce qui rendait impossible son identification. « Avec le recul, quarante ans plus tard, explique-t-il, je me demande s'il n'y a pas eu un coup fourré (...) Paul Aussaresses tient à couvrir quelqu'un (...) C'est vrai que j'ai été mouillé dans cette affaire, mais vraiment sans rien savoir. »

C'est dans la nuit du 11 au 12 juin 1957, à Alger, que commence l'affaire Audin, du nom du livre publié l'année suivante par l'historien Pierre Vidal-Naquet. Vers 23 heures, des hommes du 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes viennent arrêter à son domicile Maurice Audin, vingt-cinq ans, assistant à la faculté des sciences

d'Alger, membre du parti communiste algérien, dissous trois ans plus tôt. Ni sa jeune femme, Josette, enseignante dans un lycée, ni leurs trois enfants en bas âge ne le reverront jamais. Pas plus mort que vivant.

Le 1^{er} juillet, après qu'elle ait remué ciel et terre pour tenter d'obtenir des nouvelles de son mari, Josette Audin s'entend dire par le commandement militaire de la région d'Alger que son mari avait « bondi » hors du véhicule

d'une reconstitution minutieuse des faits, ce scénario restera la version officielle pendant quarante-quatre ans. Plusieurs enquêtes - de gendarmerie, de police - et instructions judiciaires seront ordonnées, mais aucune n'aboutira. Maurice Audin est-il mort sous la torture au cours de l'un des terribles interrogatoires auxquels il a été soumis, comme le journaliste Henri Alleg qui l'a d'ailleurs croisé pendant sa détention à El Biar ? Ou a-t-il été étranglé par un cer-

trouble en métropole. D'où le montage d'une « évasion » à laquelle personne n'a jamais cru, ni Josette Audin ni les membres du Comité Audin qui devait se constituer peu après la disparition du jeune mathématicien, et jouer un rôle d'alerte considérable.

C'est donc cette fable qui est démontée avec la réapparition du sergent Yves Cuomo et ses déclarations. Indigné du rôle que le général Aussaresses lui prête dans son livre *Services spéciaux Algérie 1955-1957* (Perrin), cet ancien militaire passé à la vie civile en 1971 et devenu agent commercial, assure qu'une réouverture de ce dossier et un éventuel procès ne lui feraient pas peur, au contraire, tant il souhaite pouvoir se justifier.

Vendredi 11, la veuve de Maurice Audin avait annoncé son intention de porter plainte « contre X pour séquestration » et pour « crimes contre l'humanité ». De toutes les procédures judiciaires qui pourraient être tentées, à la lumière des récents aveux de Paul Aussaresses, la plainte de Josette Audin est celle qui a le plus de chance d'aboutir. Le corps de son époux n'ayant jamais été retrouvé, la prescription ne peut en effet être invoquée.

Florence Beaugé

■ Selon un sondage CSA paru dans *L'Humanité* du 14 mai, 56 % des Français souhaitent que Jacques Chirac et Lionel Jospin condamnent solennellement la responsabilité de l'Etat dans le recours à la torture pendant la guerre d'Algérie

► www.lemonde.fr/algerie-torture

Manifestation silencieuse à Nice, en mémoire de la jeune enseignante tuée le 18 avril

Deux portraits-robots de suspects ont été établis

ILS ÉTAIENT près d'un millier, dimanche 13 mai à Nice (Alpes-Maritimes), à rendre silencieusement hommage à Ariane Guillot, une professeure des écoles de vingt-quatre ans, tuée d'un coup de couteau en plein cœur, le 18 avril, alors qu'elle se promenait avec son neveu dans un parc sur les hauteurs niçoises. « L'ambiance était respectueuse, comme nous l'avions souhaité », a indiqué au Monde Emmanuel Guillot l'un des frères de la victime. Au côté de la famille qui avait pris la tête du cortège, de nombreux élus locaux ont défilé pour protester contre « ce summum de la violence », dénoncé par Michel Benezech, le compagnon d'Ariane Guillot. Rappelant que la jeune professeure était opposée à la peine de mort, ce dernier - qui n'avait pas trouvé la force de participer à la manifestation - a insisté sur « le rejet de tout ce qui est extrême », et le sens d'un mouvement d'abord organisé pour que « cela n'arrive plus ».

A Paris, dans l'école Jean-Jaurès du 19^e arrondissement de Paris, où l'enseignante avait débuté sa carrière à la rentrée 1999, « on a décidé de ne pas laisser cette tragique disparition dans le silence », souligne le directeur, Jean-Claude Marcq. Après un calicot rebaptisant provisoirement l'établissement du nom d'Ariane Guillot, une plaque devrait être posée dans les locaux. Des écoles du quartier ont organisé une collecte. « Toute la communauté scolaire s'est sentie agressée. Tous les échelons de la hiérarchie de l'éducation nationale nous ont fait part de leur émotion », ajoute M. Marcq. Jack Lang, le ministre de l'éducation nationale, a écrit au compagnon d'Ariane Guillot pour

lui faire part de son « sentiment d'aberration et d'incompréhension ». Forts de ce soutien, les collègues parisiens de la jeune femme veulent plaider auprès des parlementaires pour un durcissement de l'ordonnance de 1945 sur les mineurs délinquants.

A l'exception du neveu de la victime, âgé de trois ans et demi, il n'y a pas eu de témoin oculaire des faits. L'enfant a été entendu à deux reprises : il a évoqué un seul agresseur qu'il a présenté comme « un méchant chasseur ». Un témoin auditif de la scène a indiqué que la victime avait crié : « Je n'en ai pas », laissant supposer que le vol d'argent pouvait être le mobile du crime. Dix minutes plus tôt, un trio de jeunes gens - sur lequel se portent les soupçons des enquêteurs - avait tenté de racketter un couple de touristes américains.

EMPREINTES GÉNÉTIQUES

Grâce à leur témoignage, les policiers ont pu établir deux portraits-robots diffusés dans la presse locale. Leur publication a suscité de nombreux appels téléphoniques, dont certains ont pu être exploités, d'autant que des traces de sang appartenant à l'un des agresseurs avaient été retrouvées à quelques mètres des lieux du crime. Elles ont permis un relevé d'empreintes génétiques. Plusieurs personnes ont été interpellées sur la base des témoignages parvenus aux policiers, et soumises à l'analyse de leurs empreintes génétiques. La comparaison avec les échantillons découverts par les enquêteurs n'a pas été concluante.

Pascal Ceaux et Nathalie Guibert



Votre salaire, votre retraite, vos allocations, votre loyer, etc.

En euros, les chiffres changent, la valeur reste.

_____,...F
divisé par 6,55957

=

_____,...€



L'euro, c'est plus facile ensemble.

1€ = 6,55957 F

Pour toute information

N° Vert 0 800 01 2002

www.euro.gouv.fr

Roger Cukierman a été élu président du CRIF

ROGER CUKIERMAN a été élu président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), dimanche 13 mai, à Paris. Agé de soixante-quatre ans, cet ancien cadre dirigeant du groupe bancaire Edmond de Rothschild a obtenu 84 voix, contre 73 pour l'autre candidat, Roger Benarrosh (*Le Monde* daté 13-14 mai). Le nouveau président du CRIF a indiqué qu'il placerait en tête de sa mission l'expression de la solidarité des juifs de France avec Israël : « Nous avons exprimé avec vigueur ce sentiment de solidarité jusqu'à l'été 2000, quand nous rêvions de la paix au Proche-Orient. Aujourd'hui que la situation s'aggrave, nous nous sentons encore plus solidaires et nous soutenons le gouvernement d'union nationale. » M. Cukierman a souhaité que la prochaine rencontre à Paris entre Jacques Chirac et le premier ministre Ariel Sharon contribue à l'adoption par la France d'une position « plus équilibrée » au Proche-Orient. Il plaide également pour un renforcement des relations entre la communauté juive et le monde musulman en France.

Quatre sans-papiers afghans portent plainte pour vol contre des CRS

QUATRE SANS-PAPIERS afghans ont déposé plainte pour vol, le 5 mai, contre des CRS qui les avaient interpellés la veille. Les quatre hommes avaient été contrôlés sur la route de Sangatte (Pas-de-Calais), alors qu'ils se rendaient à la gare Eurotunnel de Calais-Fréthun pour tenter de passer clandestinement la frontière. Les policiers auraient procédé à une fouille complète des quatre étrangers avant de les laisser repartir. De retour au centre de la Croix-Rouge où ils sont hébergés, les Afghans ont raconté que l'argent qu'ils cachaient sur eux avait été volé par les CRS : au total, 1 060 dollars, ont précisé les quatre hommes longuement entendus au commissariat de Calais. Le procureur de Boulogne-sur-Mer a ouvert une information judiciaire. L'enquête a été confiée à l'inspection générale de la police nationale.

DÉPÊCHES

■ **VIOLENCES** : trois jeunes ont été placés en garde à vue, dimanche 13 mai, après des affrontements entre jeunes et policiers, dans la nuit de samedi à dimanche, aux Mureaux (Yvelines). Près de deux cents jeunes ont pris à partie les forces de l'ordre et commis des dégradations dans le centre commercial du quartier sensible des Musiciens. Des échauffourées se sont également produites dans la nuit de vendredi à samedi, dans le quartier du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie (Yvelines). Trois personnes, dont un mineur, ont été présentées, dimanche, au parquet de Versailles.

■ **FAIT-DIVERS** : deux adolescentes scolarisées au collège du Touvet (Isère) se sont suicidées à moins de quinze jours d'intervalle. Au cours d'une promenade en montagne, il y a deux semaines, une élève de 6^e s'est jetée du haut d'une falaise, dans le massif de la Chartreuse. Vendredi 11 mai, une élève de 4^e s'est tiré une balle dans la tête avec une carabine, à son domicile. Des médecins se sont rendus, samedi, au collège du Touvet pour reconforter les élèves.

■ **ENVIRONNEMENT** : les opérations de pompage du styrène contenu dans l'épave du chimiquier italien *Levoli-Sun*, commencées samedi 12 mai, ont permis de vider deux cuves sur les dix que transportait le navire. Celui-ci repose par 70 mètres de fond au large des côtes normandes après son naufrage, le 31 octobre 2000.

L'enquête sur l'affaire Destrade continue d'embarrasser le Parti socialiste et ses dirigeants

Dans les agendas de l'ancien député figurent huit rendez-vous avec Pierre Moscovici, à l'époque trésorier du PS

Saisis dans le cadre de l'enquête instruite à Pau sur le financement du PS par la grande distribution, les agendas de Jean-Pierre Destrade men-

tionnent huit rendez-vous avec Pierre Moscovici en 1993 et 1994, lorsque celui-ci était trésorier du PS. Ces mêmes agendas signalent deux ren-

contres avec Richard Moatti, alors membre de la commission des finances du PS, dont une, le 28 février 1990, « chez M. Jospin ».

L'ÉLYSÉE suit le dossier avec une attention persistante. Depuis que la cohabitation s'est tendue et que les juges se sont ouvertement lancés sur les traces du président de la République, les conseillers de Jacques Chirac fondent sur l'insurrection de l'« affaire Destrade » l'assurance d'une paix armée avec Matignon. Visiblement renseigné, le chef de l'Etat lui-même en évoque parfois les détails avec gourmandise, assurent deux députés de l'opposition qui disent en avoir été témoins. Mis en examen depuis le mois de janvier 1995, à Pau (Pyrénées-Atlantiques), Jean-Pierre Destrade, ancien député et ancien porte-parole du Parti socialiste, a livré de nombreux éléments accréditant l'existence d'un financement occulte du PS par les groupes de distribution commerciale, en marge des autorisations d'implantation de grandes surfaces.

Parfois imprécises et contradictoires, les explications de M. Destrade ont pu être vérifiées sur plusieurs points d'importance. Certains dirigeants de grandes enseignes commerciales ont ainsi admis, devant le juge d'instruction de Pau, Thierry Pons, le versement de contreparties financières destinées aux partis politiques – et des membres des groupes Auchan, Casino, Rallye, Promodès et Carrefour ont été mis en examen. Trois cadres du PS chargés des questions de financement ont également été poursuivis, ainsi que l'ancien trésorier du parti, Henri Emmanuelli, dont M. Destrade assure avoir été l'émissaire, de 1988 à 1992. Dans l'organigramme du PS comme dans le temps, l'enquête n'est pas allée au-delà.

« Ces questions de financement

n'étaient pas débattues au sein des instances du PS, assurait au juge M. Destrade, en 1999. *Le trésorier était un homme seul...* » Après la publication, dans *Le Figaro*, de propos impliquant « la direction nationale » du PS, M. Destrade a précisé, devant le juge, le 19 février, avoir été « missionné par M. Emmanuelli courant octobre 1988, alors qu'il était devenu le numéro deux du PS, au moment où Pierre Mauroy a succédé à Lionel Jospin », ajoutant qu'il n'avait « jamais discuté avec un quelconque autre membre du PS de ces problèmes de financement ».

Saisis par la police en 1995, alors que l'ancien député était incarcéré, les agendas de M. Destrade laissent pourtant entrevoir d'autres contacts ultérieurs, sur lesquels il n'a pas été interrogé. Ils mentionnent en effet huit rendez-vous, dont plusieurs « au parti », avec Pierre Moscovici en 1993 et 1994 – donc quand celui-ci était trésorier du PS. M. Destrade avait alors quitté toute fonction officielle au sein du PS, mais avait été appelé par M. Emmanuelli à la présidence de l'Assemblée nationale, avec un titre de « conseiller technique » qui lui ouvrait encore la porte de quelques éminences socialistes – dont plusieurs ministres de l'époque.

« Je n'ai jamais parlé avec M. Destrade d'aucune affaire relative au financement des partis », a répondu au Monde M. Moscovici, aujourd'hui ministre délégué chargé des affaires européennes. Estimant

« peu crédible » l'accumulation de ces entrevues, il a indiqué avoir « souvent rencontré M. Destrade, pendant les vacances », alors qu'il séjournait à Biarritz. « M. Destrade était un élu sympathique, qui me rendait visite en voisin, me proposait des places de corrida, rien de plus », précise-t-il, ajoutant qu'il avait « découvert dans la presse », en 1995, le rôle que s'attribue l'ex-député dans le financement du PS.

« INVENTÉES DE TOUTES PIÈCES »

Les mêmes agendas – hormis celui de 1992, resté introuvable – signalent aussi deux rendez-vous avec l'homme d'affaires Richard Moatti, alors membre de la commission de contrôle des finances du PS et ami personnel de Lionel Jospin (*lire ci-dessous*). Présenté par M. Destrade comme ayant joué auprès du groupe Carrefour « le même rôle que [lui-même] remplissait auprès des autres enseignes », M. Moatti a contesté les déclarations de l'ancien député, affirmant que les mentions retrouvées dans ses agendas – dont l'une indique, à la date du 28 février 1990, un déjeuner « chez M. Jospin » – avaient été « inventées de toutes pièces ». Mis en examen, le 16 février 2000, pour « complicité et recel de trafic d'influence », l'homme d'affaires a aussi nié s'être rendu à Montpellier, en mai 1990, pour y traiter un dossier relatif à l'implantation d'un magasin Carrefour. Mais la présence,

dans son propre carnet d'adresses, des numéros de téléphone de M. Destrade – dont certains périmés depuis 1988 – paraît attester des relations anciennes que M. Moatti s'est efforcé de minimiser.

L'examen d'une opération de Carrefour, à Tourville-la-Rivière (Seine-Maritime), en 1989, a corroboré les propos de M. Destrade sur un autre point. Ainsi qu'il l'avait suggéré, un versement – de 1 million de francs – avait été effectué en marge de ce projet au profit d'Urbatech, bureau d'études qui servait alors de plaque tournante au financement du PS. L'ancien PDG d'Urbat, Gérard Monate, a modéré les accusations qu'il avait spontanément portées contre M. Emmanuelli (*Le Monde* du 26 avril), mais l'un de ses anciens adjoints a confirmé le principe d'un prélèvement sur les attributions de grandes surfaces conformes aux descriptions de M. Destrade. Au point que l'avocat de ce dernier, M^e Thierry Sagardoytho, assure que le « système » décrit par l'ex-député « n'est plus sérieusement contestable ». Les dirigeants du PS en pensent peut-être autant : aux dernières élections cantonales, ils ne lui ont pas donné l'investiture, mais n'ont présenté aucun candidat contre lui. Conseiller général sortant, M. Destrade a été réélu, le 19 mars, avec 57,5 % des voix.

Hervé Gattegno

Entre influence politique et sociétés-écrans, l'intrigant parcours de Richard Moatti, intermédiaire et familier de Lionel Jospin

« SILENCE ABSOLU ». Formelle, la consigne a été transmise à ses proches et collaborateurs par Richard Moatti, et appliquée avec zèle. Depuis bientôt six ans, cet homme d'affaires prolifique et familier de Lionel Jospin s'efforce d'éviter la publicité, sans que l'on sache lequel des deux versants de sa vie – professionnel ou personnel – imposerait une telle discrétion. Régulièrement présenté comme un pourvoyeur de fonds occultes pour le Parti socialiste, il ne s'en est jamais défendu publiquement, réservant ses démentis aux juges d'instruction. Mis en examen depuis le 16 février 2000 dans l'instruction de l'« affaire Destrade », il a interdit à son avocat parisien de répondre aux journalistes. Et dans l'entourage du premier ministre, où il ne se montre plus, le simple énoncé de son nom suscite une gêne perceptible.

« J'entretiens des relations personnelles et politiques avec un certain nombre de dirigeants du PS, parmi les plus importants », confiait-il, le 27 avril 1995 à des policiers rennais, dans le cadre d'une enquête du juge Renaud Van Ruymbeke où il était question, déjà, de financement politique... Militant de longue date au sein du courant mitterrandiste du PS, où il rencontra M. Jospin dans les années 1970, M. Moatti devait cette première incursion dans le monde judiciaire aux dépositions de deux hauts dirigeants de GEC-Alstom, qui avaient révélé au magistrat avoir transféré 7,5 millions de francs sur ses comptes bancaires suisses avec « pour seul objet de financer le PS ». L'homme d'affaires avait alors nié avoir été le bénéficiaire des fonds et plus encore « l'envoyé du PS dans cette affaire ».

Le contexte était embarrassant : quelques jours plus tôt, M. Jospin était arrivé en tête au premier tour de l'élection présidentielle. Il devait affronter M. Chirac le 7 mai suivant. Dans l'intervalle, l'ami du candidat avait été éconduit lors de son unique visite au siège de sa campagne. Après l'avoir maintes fois reçu dans sa somptueuse villa d'Eygalières (Bouches-du-Rhône) – voisine de celle du comédien Jean-Marc Thibault, dont M. Jospin a épousé la belle-sœur, Sylviane Agacinski –, M. Moatti devait par la suite être « exfiltré » de l'entourage du futur premier ministre, selon le mot d'un de ses proches. Convoqué par M. Van Ruymbeke le 9 mai,

M. Moatti admit enfin avoir reçu les sommes, justifiant ses premières dénégations par le souci « que [son] nom ne soit pas exploité la semaine dernière en pleine campagne électorale », mais assura encore être étranger au financement du PS. Désosant d'un titre de résident à Genève, il se présentait comme un « dirigeant de sociétés » prêtant son assistance à « des entreprises françaises [désireuses] de travailler à l'étranger » – parmi lesquelles il citait Campenon-Bernard, la Lyonnaise des eaux et Carrefour. Mais il refusait d'en dire davantage en se retranchant derrière une hypothétique « secret professionnel ». Déjà aux limites de sa saisine, le magistrat avait dû s'en tenir là.

« DES OUTILS-INDISPENSABLES »

Cinq ans après, les développements de l'enquête sur les malversations attribuées à l'ancien député (PS) Jean-Pierre Destrade devaient réveiller le soupçon – et avec lui, les inquiétudes du clan Jospin. Placé en garde à vue les 11 et 12 janvier 2000 par la brigade financière de Bordeaux, l'énigmatique M. Moatti démentit à nouveau ce que son double-profil d'intermédiaire professionnel et de dirigeant socialiste suggérait avec insistance. Alors qu'il créait et revendait des entreprises en cascades, l'homme d'affaires siégeait à la commission de contrôle des finances du PS (1979-1994). « Ma tâche, indiquait-il, consistait [...] à trouver des solutions pour remédier au déficit chronique engendré par les frais de presse au sein du parti. » Sans autre précision.

Interrogé le 6 avril 2000 par le juge d'instruction de Pau, M. Moatti a confirmé avoir utilisé, « des années 1985 à 1992 », des « sociétés off-shore » immatriculées à Panama et à Hong-Kong, expliquant qu'elles constituaient « des outils indispensables à [son] activité ». Encore affirmait-il avec vigueur avoir limité ses interventions, pour Carrefour comme pour d'autres, à des projets à l'étranger.

Cette version est contredite par la découverte, lors d'une perquisition au siège de Carrefour, de notes de frais adressées par M. Moatti, sur lesquelles figurent des annotations relatives à divers dossiers soumis à la Commission nationale d'urbanisme commercial (CNUC) – à Lille, Toulouse, Marseille, Bouc-bel-Air. Lui aussi mis en examen, l'ancien directeur de l'expansion de

Carrefour a affirmé que les dossiers proposés par M. Moatti avaient été repoussés, mais a relaté que celui-ci s'était présenté à lui « comme un homme admiratif de [la] société et un membre influent du bureau directeur du PS ».

L'enquête a, au passage, mis en lumière les conditions incertaines dans lesquelles avait abouti, contre l'avis de la CNUC, un projet de centre commercial à Meru (Oise) que M. Moatti avait proposé à Carrefour. Face au juge, ce dernier a dit s'être appuyé sur ses « excellentes relations » avec l'ancien maire (PS) de la ville, Guy Vadepiet, et lui avoir conseillé « de joindre le président François Mitterrand afin que ce dernier intervienne » auprès du ministre du commerce de l'époque, François Duboin. « A la suite de cette intervention, a-t-il conclu, nous avons obtenu l'autorisation. »

Aucun de ces faits n'est de nature à impliquer M. Jospin, même si l'utilisation, par M. Moatti, de l'influence que lui valaient ses hautes introductions au PS laisse un sentiment de malaise. Dès 1986, le même M. Moatti avait contribué à l'installation de son ami en Haute-Garonne, lors de sa première campagne législative en cette nouvelle terre d'élection. Il salariait alors – pour quelque 8 000 francs mensuels – l'un des animateurs de la campagne, Kader Harif. Actuel premier secrétaire du PS départemental, M. Harif a indiqué au Monde avoir été rémunéré durant dix-huit mois « pour une mission sur les implantations industrielles en Midi-Pyrénées » dont il dit n'avoir pas « gardé de souvenir précis ».

« J'étais allé voir M. Jospin pour qu'on m'aide à trouver un travail, a indiqué au Monde M. Harif, jusqu'alors employé d'un établissement public. C'est comme ça que j'ai rencontré M. Moatti. Je lui ai envoyé l'étude par la poste. Je ne sais pas ce qu'il en a fait. » Battu en 1993, M. Jospin s'était replié à Paris avec deux assistantes, dans un appartement loué par M. Moatti. La publication de cette information dans *Le Monde*, le 4 juin 1999, avait conduit Matignon à faire état de « conventions de remboursement » entre les deux hommes. Répétant que « tout est clair dans cette affaire », le cabinet du premier ministre n'a pas souhaité, deux ans après, donner plus de précisions.

H. G.

FACILE !

Avec Médiapost, vous combinez adroitement puissance de couverture et finesse du ciblage.

Sur les 25 millions de foyers français référencés dans leur base de données, les experts géomarketing de Médiapost dénichent chaque jour pour vous les cibles les plus réactives à vos offres. Profitant d'un savoir-faire qui allie puissance et finesse, vous menez ainsi des campagnes de publicité en boîte à lettres efficaces, auprès des profils de populations très pointus.



La puissance, tout en finesse.



Pour en savoir plus : 01 68 07 10 38 ou www.mediapost.fr

Les technopoles provençales vont s'instruire en Finlande

Mi-mai, au cours d'une réunion à Helsinki, les représentants de ces sites ont échangé leur expérience avec leurs homologues nordiques, très en pointe dans la création de parcs regroupant des entreprises high-tech, et le transfert de technologie entre la recherche et l'industrie

HELSINKI

de notre envoyé spécial

Ils sont huit représentants des cinq technopoles de Provence-Alpes-Côte d'Azur, convaincus par Méditerranée Technologies (voir encadré) que l'échange des bonnes pratiques en matière de transfert de technologie passe par la Finlande. Ce petit pays nordique abrite le premier constructeur mondial de téléphones portables, Nokia ; mais il est surtout lancé dans des programmes dynamiques de liaison recherche-industrie.

Helsinki : jeudi 10 mai. Sagement assis autour d'une table noire, les Provençaux écoutent d'abord leurs homologues nordiques dans la salle très high-tech du Helsinki Science Park (HSP), voué aux biotechnologies, puis racontent leurs premières expériences en matière d'incubateur d'entreprises ou de liens université-industrie. Daniel Pardo, qui dirige Méditerranée Technologies et est membre de l'Association franco-finlandaise pour la recherche scientifique et la technologie (AFFRST), avait indiqué en introduisant cette session de trois jours les forces et faiblesses de la région PACA : « Points positifs : technologie et

recherche sont développées, les outils de transfert de technologie commencent à exister et nous avons un parc scientifique de première classe Sophia-Antipolis. Points de faiblesse : le secteur est fragmenté en six universités et cinq technopoles, la culture de ce transfert est faible. »

BÂTIMENTS DE VERRE ET D'ACIER

En dix exposés pour la seule première journée, les Finlandais tracent le tableau d'un changement profond de l'économie de leur pays par des branchements directs entre recherche et entreprises. Conçus et payés par l'Etat après la crise des années 1990, qui a profondément traumatisé ce petit voisin de l'ex-Union soviétique, ils semblent avoir lancé ce pays de forêts dans les aventures industrielles les plus contemporaines : le nombre impressionnant de bâtiments de verre et d'acier en construction autour de la capitale témoigne du renouveau que vantent les orateurs.

Un Finlandais de l'AFFRST décrit par exemple les dix-huit parcs technologiques de ce pays de cinq millions d'habitants et souligne que « 6 % des entreprises biotechnologiques européennes » sont finan-

daises, un pourcentage quatre fois plus important que celui de ses habitants. Il ajoute que le seul parc d'Helsinki abrite 43 compagnies, tandis que 29 attendent un agrément. Il explique que ce développe-

scientifiques de haut niveau en médiocres businessmen ».

Une représentante du Spinno Program, qui aide, avec des fonds publics, les chercheurs à la création d'activités commerciales, détaille

Une association qui fédère cinq sites dans le Midi

Méditerranée Technologies, qui a organisé le déplacement des représentants des technopoles du Sud-Est en Finlande, est une association créée par le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Présidée par François Kourilsky, qui fut directeur général du CNRS, avec un budget de 9 millions de francs (région, Etat, UE) et 13 salariés, elle a pour but de favoriser les transferts de technologie entre la recherche et les petites et moyennes entreprises, de promouvoir l'offre technologique régionale au niveau national et européen, d'en créer la base de données et d'animer le réseau des technopoles régionales. Celui-ci se compose de l'Agroparc d'Avignon, de l'Europole méditerranéenne de l'Arbois (entre Marseille et Aix), du parc scientifique et technologique de Luminy (Marseille), de la technopole de Château-Gombert (Marseille), de Sophia-Antipolis. Toulon Var technologie en est membre associé.

ment est possible parce que les chercheurs sont « propriétaires exclusifs de leurs innovations » – une différence majeure avec la France où le laboratoire garde ses droits. Il raconte ensuite les efforts faits pour « éviter de transformer des

comment, avec ses 1 500 employés, elle évalue les idées susceptibles d'intéresser le marché, et aide à en imaginer le développement et la croissance internationale. Elle conclut par ce qu'elle explique aux inventeurs novices : « Il y a beau-

coup d'argent en Finlande, si vous avez une bonne idée vous en trouverez. » La visite du vendredi 11 mai au centre ultra moderne d'Innopoli, qui abrite sa société entre ville, lac et forêt, montrera d'ailleurs que tous ceux qui travaillent avec elle partagent cette conviction.

Un professeur à l'Institut de biotechnologie décrit les changements formidables enregistrés sur les campus : « Il y a quelques années, il apparaissait criminel de mélanger recherche et entreprises : tout a changé. » Il termine pourtant en appelant à une réflexion sur ces mutations : l'évaluation accélérée des résultats comporte des risques pour la recherche fondamentale. Et il espère un changement des lois finlandaises car, « en ce moment il manque des règles claires ».

En face de ce bilan flatteur, les Provençaux se font modestes mais, après tout, la réglementation française qui favorise les transferts entre recherche publique et économie ne date que de juillet 1999. Jean-François Le Maître, professeur et chargé de mission à l'innovation des universités d'Aix-Marseille, explique par exemple que son incubateur Impulse doit fédérer sept

sites et être capable d'expertise dans des domaines très différents. Il annonce que sur « les vingt projets soumis depuis octobre 2000, cinq ont été adoptés », qui ont bénéficié de 400 000 francs d'aide pour se lancer dans l'aventure privée. Paul Chovelon, de l'Europole méditerranéenne de l'Arbois, qui fédère cinq laboratoires et 32 compagnies spécialisées dans l'environnement, peut annoncer que 800 personnes travailleront en 2002 sur le site installé au milieu des pins entre Aix et Marseille contre 400 aujourd'hui.

A l'issue de ces rencontres, les Provençaux le reconnaissent volontiers : en matière de transferts de technologie, les Finlandais ont plus à apprendre aux Français que l'inverse. Mais Daniel Pardo, qui a travaillé longtemps avec eux, sait ce que les Finlandais attendent de telles rencontres : une reconnaissance européenne qui les sorte de leur isolement ou des tête-à-tête frontaux avec les Etats-Unis ou leurs pesants voisins. Un donnant, donnant qui se traduira, en février 2002, par une nouvelle rencontre, cette fois en PACA.

Michel Samson

Inaugurée il y a un an, la liaison Lyon-New York devrait être fermée

LYON

de notre correspondante

Le coup est rude pour tous ceux qui ambitionnent de hisser Lyon dans le concert des métropoles européennes : un an après son ouverture en partenariat avec Air France, la compagnie américaine Delta Airlines, confrontée à des difficultés conjoncturelles, devrait interrompre, à partir du 1^{er} septembre, sa ligne quotidienne Lyon-New York, la seule liaison transatlantique exploitée à partir de la capitale rhônalpine. L'annonce a surpris tout le monde à Lyon : élus, chambre de commerce et décideurs. Le 25 avril, de passage à l'aéroport Lyon-Saint-Exupéry, Jean-Cyril Spinetta, le PDG d'Air France, avait bien indiqué que des interrogations pesaient sur l'avenir de cette ligne, dont les résultats étaient jugés décevants, mais le nouveau maire (PS) de Lyon, Gérard Collomb, qui l'avait rencontré, était persuadé qu'aucune décision n'interviendrait avant l'été.

Les chiffres de fréquentation (87 926 passagers) s'inscrivent pourtant dans les objectifs fixés pour la première année d'exploitation : entre 80 000 et 90 000 passagers. La déception ne vient sans doute pas du taux de remplissage, qui est passé en un semestre de 50 % à 80 %, mais plutôt de la « qualité » des usagers : beaucoup de classe économique et peu de business class, ces places de stan-

ding sur lesquelles repose la rentabilité de ce type de ligne. Ce déficit s'explique en partie par les tarifs pratiqués par la compagnie : 23 000 francs pour une place business elite. Beaucoup de chefs d'entreprise de la région ont préféré passer par d'autres compagnies moins chères, quitte à rallonger leur temps de voyage.

Ce revers intervient alors que l'aéroport Lyon-Saint-Exupéry est en pleine croissance et alors que doit être inaugurée, le 7 juin, la ligne TGV Méditerranée qui pourrait apporter de nouveaux clients potentiels. Très déçu, le maire de Lyon a annoncé qu'il rencontrerait dès lundi 14 mai, le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, ainsi que M. Spinetta et les présidents des conseils régional et général pour tenter d'inverser la décision de Delta Airlines, qui souhaite récupérer son Boeing pour l'affecter à l'ouverture d'un troisième vol quotidien Paris-Boston.

Si elle est confirmée, la fermeture de cette ligne transatlantique marquera le troisième échec pour Lyon, après les tentatives lancées, en 1989 et 1990, par American Airlines et Air France, qui s'étaient livrés à une véritable guérilla commerciale en ouvrant deux lignes concurrentes. En France, seul Nice a réussi à conforter progressivement son vol quotidien avec New York.

Sophie Landrin

Progression du transport fluvial de marchandises en 2000

POURSUIVANT leur progression pour la troisième année consécutive, les trafics fluviaux de marchandises, exprimés en tonnes kilométriques, ont connu une hausse de 6,3 % en 2000. La voie d'eau affiche ainsi, depuis 1997, une progression de plus de 28 %. Selon le Comité des armateurs fluviaux (CAF), ces progressions concernent toutes les catégories de marchandises (à l'exception des produits énergétiques), et notamment les produits chimiques et matières dangereuses (+ 23,3 %), et le transport combiné fluvial (+ 56 %). S'ils se réjouissent de l'embellie, les armateurs se déclarent déçus du retard pris dans le projet de liaison Seine-Nord. Malgré ses promesses, le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, a demandé « quelques petits mois supplémentaires » pour décider du tracé de la partie centrale du futur canal.

DÉPÊCHES

■ **ENVIRONNEMENT** : la France est très en dessous des objectifs européens de consommation d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables, selon une étude de l'Institut français de l'environnement (IFEN), publiée lundi 14 mai. Une directive européenne fixe pour 2010 un objectif communautaire de 22,1 % d'énergie « verte » dans la consommation d'électricité européenne, et 21 % pour la France qui ne réussira seulement qu'à maintenir sa part actuelle d'environ 15 %, souligne l'IFEN.

■ **AÉRODROME** : le ministère de la défense a vendu, samedi 12 mai, à la communauté des communes du canton de Saint-Simon (Aisne), l'ancien aérodrome de Clastres pour 3,755 millions de francs. Situé à une cinquantaine de kilomètres de Saint-Quentin, sur une superficie de 200 hectares, il devrait désormais être voué à des activités économiques, notamment une piste d'essais automobiles. – (Corresp.)

BMW 320d Pack
www.bmw.fr

février mars avril mai
janvier juin
décembre juillet
novembre septembre octobre août

Cette BMW entretien compris pour moins de 2000 frs/mois*.

BMW 320d Pack avec peinture métallisée. Climatisation automatique, phares antibrouillard, antipatinage ASC+T, 6 coussins de sécurité gonflables (frontaux, latéraux et latéraux de protection de la tête ITS), ordinateur de bord, autoradio BMW Business, banquette arrière rabattable, accoudoir central rabattable avec sac à ski. Pour 1567,47 F/mois*.

(*): 1967,47 F/mois après le 1^{er} versement. Extension de garantie et entretien inclus.

Prix de la BMW 320d Pack + Peinture Métallisée : 19000 F. Premier versement de 79130 F (débüt de garantie de 28950 F + premier loyer majoré de 50180 F (**)) suivi de 35 loyers mensuels de 1785,25 F (**). Après le paiement du dernier loyer, vous pouvez restituer votre véhicule à votre concessionnaire (sous réserve du respect de l'usage et du kilométrage prévus au contrat) ou l'acquiescer en levant l'option d'achat avec restitution de votre dépôt de garantie dans les deux cas. Option d'achat en fin de contrat de 96500 F. Coût total avec achat en fin de contrat de 289163,75 F. Contrat national d'entretien SERENIUM facultatif au prix de 182,22 F/mois comprenant l'extension de garantie et l'entretien du véhicule pour 36 mois et/ou 60000 km (au 1^{er} des deux termes atteint). Coût total du SERENIUM : 6059,92 F. Offre valable jusqu'au 15/07/01 chez votre concessionnaire participant à l'opération. Sous réserve d'acceptation par BMW Lease - SMC au capital de 3 000 000 €. RCS VERSAILLES B 343 696 643. (***) Hors assurances facultatives et frais contrat Serenium facultatif.

Evadés de l'enfer nord-coréen

ASSISE entre les jambes de sa mère, la petite fille, ses deux couettes dressées sur sa tête penchée en avant, tourne les pages d'un magazine avec les gestes patauds d'une enfant de quatre ans. Elle les compte à haute voix, puis, arrivée à la fin, elle prend le magazine et le serre contre elle, redressant la tête, souriante. Et apparaissent des yeux vides : elle est aveugle.

De cet adolescent, on ne voit d'abord que le sommet du crâne, puis le champ s'élargit : il est assis sur une natte, épaules soumise, genoux sous le menton. Puis la caméra montre ses pieds qui sortent de son jeans : des pieds moignons, sans doigts. Il a eu les orteils gelés au cours d'un séjour en prison. Il a quinze ans.

Les images de ces deux enfants de Corée du Nord font partie de quelque cinq heures d'enregistrement vidéo de témoignages de migrants de la faim, recueillis au cours des deux derniers mois du côté chinois de la frontière avec la République populaire démocratique de Corée (RPDC) par un membre d'une organisation humanitaire – dont nous taillons le nom pour ne pas risquer de compromettre son action. La trentaine d'interviews, dont plus de la moitié émanent de réfugiés qui ont passé le fleuve Tumen (marquant la frontière sino-nord-coréenne) depuis le début de cette année, révèlent des pans de la vie sous la férule du dernier régime stalinien de la planète.

Ces témoignages sont certes parcellaires, dramatisés peut-être par des gens qui vivent depuis près de dix ans dans le cauchemar d'un système en ruine où la préoccupation quotidienne est la survie, où il est inutile d'aller à l'hôpital parce qu'il n'y a plus de médicaments et que le personnel est occupé à glaner quelque nourriture et où la seule instance étatique qui fonctionne encore est la répression. Mais il y a dans les yeux de ces réfugiés nord-coréens, dans ces visages marqués, dans des récits parfois confus de gens simples, dont nous avons personnellement rencontré plusieurs dizaines au cours des deux dernières années, le long du « fleuve de la faim » qu'est la Tumen, une vérité de souffrance que l'on ne peut ignorer.

Ces migrants viennent d'un pays en ruine, d'une société sinistrée : ils nous parlent d'hôpitaux sans chauffage, de villes fantômes sans électricité où « l'on ne voit même pas si quelqu'un meurt à côté de vous » et dont l'eau est contaminée, de filles qui se vendent à des marchands de femmes chinois et finissent dans des maisons de passe.

La petite fille aveugle est arrivée en Chine à la fin de l'année dernière avec sa mère et son frère aux pieds gelés pour retrouver le père dont ils étaient séparés depuis 1998. La famille vient du canton de Saepil (nord du Hamgyong). Le père travaillait dans la mine de charbon d'Aoji. Il est passé pour la première fois en Chine pour chercher de l'aide auprès des organisations humanitaires (essentiellement sud-coréennes) qui travaillent dans la région frontalière chinoise de Yanbian. Revenu bredouille, il repartit avec son fils. Restée seule, la mère dut vendre ce qu'elle possédait et partit en quête de nourriture avec la petite fille. « Nous mangions comme des mendiants : des herbes et des semences mais après on avait des nausées, des diarrhées », raconte-t-elle. Sous-alimentée, elle n'a jamais eu de lait et la petite fille, nourrie de bouillie de maïs, fut victime d'avitaminose (insuffisance de vitamines qui peut aggraver une maladie latente) et devint aveugle à huit mois. Les plus démunis mangent un brouet d'écorce, de feuilles et de brindilles, une mixture impossible à digérer qui provoque des occlusions intestinales et des hémorragies internes.

Ils viennent d'un Etat en ruine, la Corée du Nord, d'une société sinistrée où règne la terreur, de villes fantômes où, faute d'électricité, « on ne voit même pas si quelqu'un est en train de mourir à côté de vous ». Les réfugiés de la faim, filmés après leur passage en Chine, témoignent

L'image ci-dessus fait partie de cinq heures d'enregistrement de témoignages vidéo de migrants de la faim, recueillis par un membre d'une organisation humanitaire.

En Chine, à la fin novembre 1999, le père et le fils sont pris et renvoyés ligotés en RPDC. L'adolescent est détenu dans un camp à Onsong, ville minière proche de la frontière où il restera une quinzaine de jours. C'est l'hiver (il fait de -10 à -15°C, le centre de détention n'est pas chauffé), et il n'a pas de chaussures ; en quelques jours ses orteils sont gelés. Avec des phrases hachées et des gestes mimant des coups, l'enfant raconte que les jeunes détenus sont battus. Ils étaient une quinzaine, garçons et filles. « Les plus

« Nous mangions comme des mendiants : des herbes et des semences, mais après on avait des nausées, des diarrhées »

forts volent les autres », dit-il. Relâché, il mendia de la nourriture dans les marchés en se traînant sur ses genoux. Sa mère finira par le retrouver « gisant dans la rue ». Elle le ramènera sur son dos. Les orteils de l'enfant tombèrent d'eux-mêmes et elle réussit à enrayer la gangrène, qui s'emparait de l'une de ses jambes. Sans ressources, elle décide de passer en Chine mais le fils a peur de la prison et il disparaît. Et en novembre dernier, elle part seule avec sa petite fille aveugle, traversant la Tumen gelée après avoir payé les gardes-frontières. Le mois suivant, le garçon, retrouvé par un



oncle, est envoyé en Chine. Aujourd'hui, cette famille se trouve en Asie du Sud-Est, attendant un visa pour la Corée du Sud.

Son odyssee est révélatrice. Le père (37 ans) est parti en Chine lorsque la mine a cessé de fonctionner : « On manquait de nourriture même avant la mort de Kim Il-sung en 1994. Après, on nous donnait 5 kilos de riz par mois. On ne peut pas travailler avec si peu. Et on a commencé à voler du charbon que l'on revendait au marché noir. Puis, il n'y a plus eu d'électricité et la mine a été inondée. » Son oncle, sa tante et le mari de sa cousine ont été exécutés l'année dernière : « Ils avaient si faim qu'ils ont mangé le buffle. Ils étaient paysans, mais le buffle appartient au gouvernement. » La mère raconte son lot de deuils : sa sœur de 43 ans et ses deux cousins de 4 et 12 ans morts de faim en mai 1999. Tous dans la province de Hamgyong.

ON avait pu penser que l'ouverture diplomatique entamée par la visite à Pyongyang, en juin 2000, du président sud-coréen Kim Dae-jung avait contribué à atténuer la misère. Ces témoignages démontrent qu'il n'en est rien. Ils confirment

au contraire, le tableau dramatique brossé par le médecin allemand Norbert Vollertsen, membre de l'organisation Cap Anamur, qui a été expulsé de RPDC en décembre 2000 pour avoir dénoncé une violation quotidienne des droits de l'homme. Ils confirment également la suspicion qu'une partie de l'aide alimentaire étrangère ne parvient pas aux populations les plus menacées en dépit des déclarations rassurantes des responsables des organismes internationaux présents. La plupart des réfugiés interviewés dans ces films proviennent de zones théoriquement

couvertes par les organisations internationales, à l'exception de certaines régions pour des raisons militaires.

Au cours de ces deux dernières années, des organisations humanitaires (Médecins sans frontières et Action contre la faim, entre autres) ont quitté la RPDC parce qu'elles estimaient ne pas contrôler l'assistance qu'elles apportaient. D'autres sont restées, ainsi que les organismes des Nations unies. Celles-ci ont déversé une aide considérable sur la Corée du Nord, 635 millions de dollars depuis 1995 pour le seul Programme d'aide alimentaire mondial (PAM), et elles nourriraient 8 de ses 22 millions d'habitants.

En dépit de l'aide massive apportée depuis près de sept ans, la situation alimentaire en RPDC demeure « catastrophique », déclarait en décembre 2000 le coordinateur du PAM à Pyongyang, David Morton. Et pour 2001, les Nations unies ont demandé une aide alimentaire de 800 000 tonnes ainsi que 68 millions de dollars afin de pallier, entre autres, les carences d'un système sanitaire en déliquescence.

« Qu'est-ce que vous mangez ? » La question suscite l'agacement de cet homme que l'on voit de dos. Il est arrivé le 31 janvier – la veille de l'interview –, de la ville minière Ondok, dans la région de Rajin-Sonbond, port où le régime voudrait créer une zone de libre-échange qui n'attire guère d'investisseur. « Vous ne savez pas ? Du maïs. Rien que du maïs. Ceux qui ont du pouvoir le mangent en grains comme du riz. Les autres en soupe. » C'est la première fois qu'il passe en Chine. Il veut repartir le plus tôt possible avec un peu d'argent : il a laissé sa famille en RPDC et il a promis au garde-frontière de le payer. Il était transporteur de bois. Depuis trois ou quatre ans, raconte-t-il, les autorités ne peuvent plus empêcher les mouvements de population, auparavant interdits, et les gens prennent les trains d'assaut sans autorisation ni ticket.

Autrefois, il fallait trois heures pour parcourir les cent cinquante kilomètres entre Musan, ville minière proche de la frontière avec la Chine, et le port de Chongjin sur la Mer du Japon, raconte un jeune de 18 ans qui a fait une vingtaine d'allers et retours à travers la frontière : maintenant ça

prend vingt-quatre heures. Il a été détenu à plusieurs reprises dans les prisons des ports de Nampo et de Chongjin. Ils étaient quarante par cellule et ils n'avaient droit qu'à 150 grammes de soupe de maïs deux fois par jours, raconte-t-il. « En 1999 encore, j'ai vu mourir douze de mes compagnons. Les récalcitrants sont enchaînés, privés de nourriture et battus à mort. C'est le cas des chrétiens. »

Depuis la visite du président

« Se révolter ? C'est impensable ! Si vous relevez la tête, vous êtes fauché. Vous et votre famille »

Kim Dae-jung à Pyongyang, les prisonniers seraient traités moins brutalement : « En général, si on est pris en allant ou en revenant de Chine, on est interrogé, battu avec des matraques et dépouillé de tout ce qu'on a. Mais il semble que le leader Kim Jong-il ait dit que les réfugiés ne faisaient rien de mal et que désormais on ne bat plus », dit le transporteur de bois. A part cela, il ne constate guère de changement : « Quand Kim Dae-jung est venu, on a eu de grands espoirs. On a pensé que tout allait s'arranger. Et puis rien n'a changé. Aujourd'hui, on n'attend plus rien. On se demande même s'il est vraiment venu. » La population accepte-t-elle cette situation ? « Se révolter ? C'est impensable ! Si vous relevez la tête, vous êtes fauché. Vous et votre famille », dit-il.

TOUS les réfugiés savent que leur pays reçoit une aide étrangère. Mais rares sont ceux qui disent en avoir bénéficié. Le transporteur de bois a entendu à la radio du Sud (dont l'écoute est interdite) que des tonnes de riz étaient arrivées des Etats-Unis et de Corée du Sud. « Je n'en ai jamais vu et je me demande si le Sud ne ment pas », dit-il. A Chongjin, un jeune a entendu que lorsqu'un bateau transportant de l'aide est déchargé sous la surveillance des inspecteurs des Nations unies, les militaires s'ha-

billent en civils et s'arrangent pour tout rafler. Un autre réfugié de la ville de Onsong raconte avoir transporté à plusieurs reprises en 1997 et 1998 des sacs d'aide depuis un hangar où ils étaient stockés (« en cas de guerre ») jusqu'à une maternelle, en prévision d'une inspection des Nations unies.

L'aide n'est pas distribuée de manière régulière mais à certaines occasions, telles que l'anniversaire de Kim Il-sung et de Kim Jong-il. Pour les médicaments, ceux qui ont de l'argent peuvent s'en procurer sur le marché noir, alimenté par les infirmières et les médecins qui les vendent pour subvenir aux besoins de leur propre famille. Les autres s'en remettent aux herbes médicinales.

Conjugué à la pénurie alimentaire, l'effondrement du système sanitaire décime lentement la population. « Il est inutile d'aller à l'hôpital : on ne vous soignera pas. Et on risque en revanche d'attraper une pneumonie car il n'y a pas de chauffage », dit la mère de l'enfant aux pieds gelés. Les hôpitaux sont devenus des « coques vides ». Ils manquent du plus élémentaire : désinfectants, seringues, gants de chirurgie. En hiver, on y gèle et, en été, ils sont infestés de mouches et de moustiques. Selon le docteur Norbert Vollertsen, les scènes qu'il a vues dans les hôpitaux (dont des opérations sans anesthésie) l'ont convaincu que « l'aide étrangère ne sert pas à sauver des vies qu'elle devrait sauver » (Interview à la Far Eastern Economic Review).

La malnutrition, la raréfaction de l'eau potable et la maladie se combinent et, le plus souvent, celui qui tombe malade ne s'en relève pas. La politique d'ouverture diplomatique dans laquelle se sont engouffrés la plupart des pays européens pour ne pas être de reste avec les Etats-Unis (qui, entre-temps, ont changé de président et de politique) sert des intérêts géostratégiques dont l'unique objectif est la stabilité de la péninsule. Contribue-t-elle à enrayer ce que Tony Hall, membre du Congrès américain, qui s'est rendu en RPDC en novembre, a qualifié de « l'un des plus grands désastres des cinquante dernières années » ? Jusqu'à un certain point – seulement.

Philippe Pons

CONJONCTURE Dans les principaux pays asiatiques, les responsables de l'industrie électronique scrutent avec inquiétude la conjoncture américaine et spéculent sur ses consé-

quences locales. ● À TAIWAN, le premier trimestre a été très mauvais pour plusieurs leaders du secteur. Pour réduire les coûts, les directions transfèrent massivement leur produc-

tion en Chine. Pékin semble ainsi être le grand gagnant de la morosité actuelle. ● EN CORÉE, première « Net-économie asiatique », les filiales des chaebols connaissent des

situations variées. Si Samsung Electronics tire bien son épingle du jeu, Hynix Semiconductor (anciennement Hyundai Electronics) connaît de graves difficultés. ● AU JAPON, les

entreprises se restructurent, délocalisent en Asie du Sud-Est et ne sont pas mécontentes que l'éclatement de la bulle financière rende moins redoutables les entreprises américaines.

L'électronique asiatique tente de faire face au ralentissement américain

Après un très mauvais premier trimestre, les entreprises taïwanaises espèrent pouvoir rebondir et éviter une crise majeure. Malgré les tensions politiques avec Pékin, les transferts de production vers la Chine continentale sont de plus en plus massifs

PÉKIN

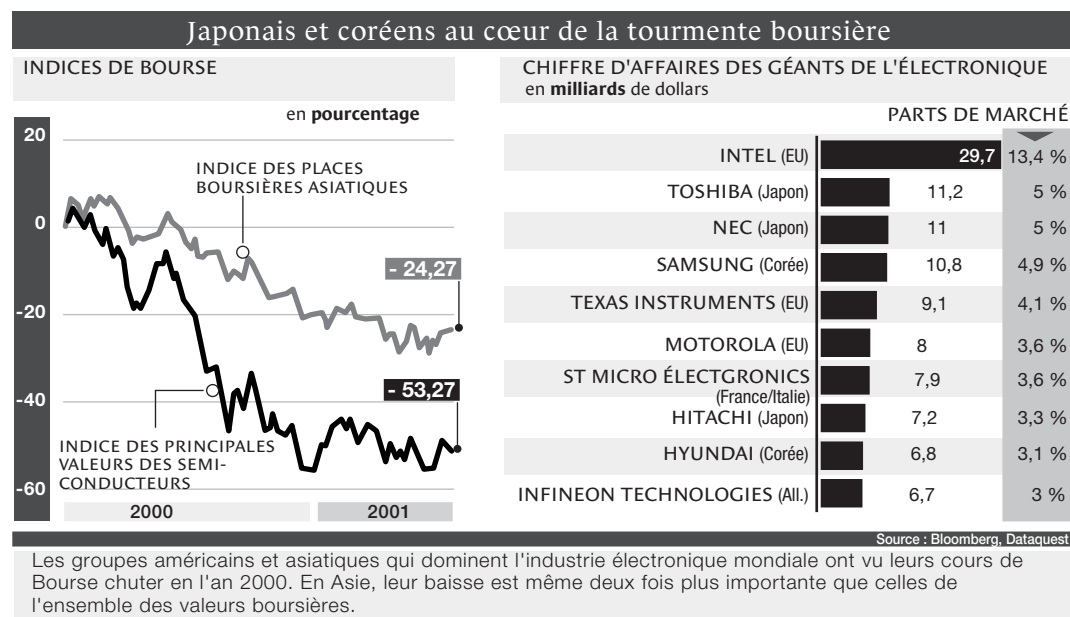
de notre correspondant

Le débat alimente les gazettes dans toute l'Asie, de Singapour à Taïwan. Fléchissement passager ou retournement de cycle ? Les humeurs des commandes américaines sont décodées comme une nuée d'avant orage pour tenter d'en évaluer l'impact sur une région qui figure parmi les leaders mondiaux de la production informatique. Il y a les optimistes qui anticipent un rebond imminent de la demande outre-Pacifique et assurent que le plus dur est déjà passé. Et les Cassandre qui avertissent que l'inversion de tendance pourrait être plus radicale que le précédent de 1996 qui avait été le prélude à la crise financière asiatique de 1997.

Ainsi, à Taïwan, l'industrie des technologies de l'information vient de vivre un premier trimestre déprimant. Un des secteurs les plus touchés est celui de la fonderie des semi-conducteurs, un segment de marché qui ne développe aucun produit propre mais fabrique de façon exclusive des puces répondant aux besoins des donneurs d'ordre. Le leader mondial de la fonderie, Taiwan Semiconductor Manufacturing Corporation (TSMC), vient ainsi d'afficher des résultats très médiocres.

Ses ventes ont chuté de 26,7 % au premier trimestre et le taux d'utilisation de ses équipements stagne à 50 % après avoir été en état de surchauffe à la fin 2000. Du coup, les dirigeants de TSMC anticipent une chute des profits de 60 % en 2001 et révisent à la baisse les plans d'investissement, à l'exception notable de la recherche et du développement. La situation de son concurrent United Microelectronics Corporation (UMC) est équivalente : une chute des ventes de 25,9 % au premier trimestre, un taux d'utilisation de 50 % et une perspective de chute des profits de 74 % pour l'année.

C'est l'ensemble du secteur hautes technologies à Taïwan qui est affecté par ce retournement de la



Les groupes américains et asiatiques qui dominent l'industrie électronique mondiale ont vu leurs cours de Bourse chuter en l'an 2000. En Asie, leur baisse est même deux fois plus importante que celles de l'ensemble des valeurs boursières.

conjoncture. Le grand constructeur informatique Acer, dont les revenus ont chuté de 37 % au premier trimestre, vient d'annoncer un plan de licenciements de 500 ouvriers. Il est vrai que celui-ci est autant lié à la conjoncture qu'à une refonte stratégique de ses structures décidée de longue date. En fait, le recours aux suppressions d'emplois reste pour l'heure assez exceptionnel car les entreprises veulent croire à un rebond en fin d'année.

La réduction des coûts touche en premier lieu la masse salariale. Le deuxième groupe mondial de semi-conducteurs, Advanced Silicon Engineering (ASE), a ainsi amputé les salaires des dirigeants (-30 %), des cadres supérieurs (-20 %) et employés (-10 %, -15 %). Au-delà, les entreprises taïwanaises allègent la pression en accentuant la tendance - déjà bien engagée - au repli sur le cœur du métier et à sous-traiter le reste, en se regroupant comme UMC avec deux de ses rivaux, voire en contractant de nouvelles alliances internationales, à l'image de celle nouée entre le japonais Sharp et le taïwanais

Mosel Vitelic dans les puces pour écrans plats.

Il reste néanmoins que la mauvaise passe actuelle pèse lourdement sur le moral, dans une île déjà affectée par une crise de confiance, due notamment à l'impasse de la relation politique avec la Chine populaire. À l'origine de plus de 54 % des exportations totales, l'industrie électronique est un moteur clé de la croissance et des réserves de change. Alors que la demande interne reste atone, le fléchissement des exportations augure

donc mal d'un taux de croissance du PIB qui pourrait passer cette année sous la barre des 4,5 % après avoir atteint 6 % en 2000. Faut-il pour autant brandir le spectre d'une crise type 1997 - le retournement du cycle électronique annonçant la crise financière - à laquelle Taïwan avait à l'époque échappé ?

À l'image du reste de l'Asie du Nord-Est, Taïwan est cette fois-ci confronté à un double choc - cycle électronique et conjoncture américaine - alors qu'en 1997 la croissance globale outre-Pacifique restait

Flexibilité salariale à Singapour

La confédération syndicale de Singapour a fait monter la pression sur les employeurs pour qu'ils acceptent ses propositions de protection de l'emploi en échange de réductions temporaires de rémunération. La centrale syndicale NTUC a exigé des entreprises qu'elles acceptent d'inclure dans la définition des salaires une « part variable », en menaçant, en cas de refus, de ne plus coopérer à d'autres politiques de réductions des coûts des entreprises.

Depuis la crise de 1997/1998, le mouvement syndical fait pression pour protéger l'emploi en échange de souplesse des rémunérations lors des périodes difficiles. La croissance du pays est passée à +4,6 % au premier trimestre 2001, contre 11 % le trimestre précédent. Le gouvernement ne table plus que sur une croissance de 3,5 % à 5,5 % cette année, contre 9,9 % en 2000. - (AFP.)

Situation contrastée pour les filiales des chaebols coréens

TOKYO

correspondance

Le ralentissement de la demande mondiale en produits high-tech pourrait avoir des répercussions sensibles en Corée, première « Net économie » asiatique. Du moins sur les fabricants coréens qui auront trop tardé à réagir. Mis à mal par la crise de 1997, les conglomérats avaient trouvé un répit, ces deux dernières années, en profitant du boom de l'Internet et de la forte reprise de la croissance économique en Corée (plus de 8 % en 2000). Aujourd'hui, l'économie coréenne pose de nouvelles inquiétudes et les restructurations des chaebols apparaissent soudain inachevées.

Hynix Semiconductor, anciennement Hyundai Electronics, pourrait être la première victime du ralentissement annoncé de la nouvelle économie. La branche électronique du premier conglomérat coréen a été rebaptisée en avril après s'être émancipée de sa maison mère. Mais la société, qui est au coude à coude avec Samsung Electronics pour le titre de premier fournisseur mondial de mémoires DRAM, doit encore faire des efforts. Après un premier trimestre décevant, les voyants se sont mis au rouge : fin mars, son ratio endettement sur fonds propres s'élevait à 193 %. Sous la pression de ses créanciers, Hynix tente de se restructurer. Fin avril, le groupe annonçait la cession de son service Internet à haut débit. Il vient de confier la fabrication d'écrans à cristaux liquides, une activité très touchée par le ralentissement de la

Les groupes nippons veulent tirer parti des difficultés de leurs concurrents

TOKYO

correspondance

Le coup de froid mondial ne sera pas sans conséquence sur les groupes électroniques nippons. Après des profits records en 2000, tous prévoient un recul. Tous, sauf Sony : le numéro un du jeu vidéo espère récolter les fruits du succès de sa PlayStation II, qui était défective en phase de lancement.

Anticipant des temps plus rudes, l'électronique grand public s'y prépare. Une nouvelle vague de délocalisation vers l'Asie du Sud-Est est à l'œuvre. Alors qu'il a fallu plus d'une décennie pour transférer certaines productions, comme les magnétoscopes et les téléviseurs, les cycles se sont considérablement accélérés. Désormais ce sont les produits de l'ère numérique (caméra, vidéo, portables, etc.) qui partent pour être fabriqués en masse dans des zones où les coûts de fabrication sont bas. Plusieurs groupes sont en train d'augmenter significativement leurs productions en Asie du Sud-Est : Canon en Malaisie pour les appareils photos numériques,

Sanyo en Indonésie pour les caméras numériques et Olympus en Thaïlande.

Mais c'est la Chine, très proche et de mieux en mieux équipée, qui est la destination la plus prisée, notamment pour les contrats d'OEM (original equipment manufacturing, fabricant de composants) en micro-informatique. Sony vient ainsi de confier à un sous-traitant chinois la production d'un million d'unités mensuelles de sa console PlayStation, et pourrait rapidement faire de même avec PlayStation II.

LOIN D'ÊTRE PESSIMISTE

Dans le secteur des composants électroniques, l'heure est aussi à la réorganisation. Les groupes japonais veulent se repositionner sur des produits moins cycliques, et abandonner à leurs concurrents ou sous-traitants asiatiques la production de puces et composants les moins rentables. NEC vient d'annoncer une rationalisation de sa production de mémoires DRAM (Dynamic Random Access Memory). Il a décidé d'arrêter toute sa production à l'étranger pour créer une nouvelle usine au Japon. Avec ce rapatriement, la firme compte réaliser d'importantes économies d'échelle en s'alliant avec Hitachi. Dans le même temps, le groupe japonais devrait aussi cesser la production au Japon d'écrans à cristaux liquides pour ordinateurs et s'approvisionner à Taïwan : les deux usines japonaises concernées feront des mini-écrans pour téléphone portable et des écrans larges à plasma.

Fujitsu se félicite aujourd'hui d'avoir engagé la réorganisation de ses produits l'an dernier. Le groupe a décidé d'abandonner la produc-

soutenue. L'impact devrait en être d'autant plus déstabilisateur. Mais dans le même temps, un fait nouveau est intervenu qui incite à un certain optimisme : la région a amélioré la structure de sa balance des capitaux, un atout qui permettra de mieux amortir l'érosion de son compte courant. « Aujourd'hui, partout en Asie, les réserves couvrent la dette à court terme, signe d'une vulnérabilité externe bien moindre qu'à l'orée de la crise asiatique de 1997 », note Bruno Valersteinas dans la Revue Asie publiée par le Poste d'expansion économique (PEE) français de Hongkong.

Dans ce climat d'inquiétude lancinante, la Chine fait figure - une nouvelle fois - de zone de relative stabilité. Elle est pour l'heure épargnée par la sinistrose du secteur de l'électronique. Inexorablement, elle se bâtit une capacité d'assemblage mais aussi - et c'est nouveau - de fabrication de composants (moniteurs, cartes mères et scanners) qui la place aujourd'hui au troisième rang mondial de la production informatique, après les Etats-Unis et le Japon. Elle a relégué en 2000 Taïwan au quatrième rang. Et pour cause : les Taïwanais investissent massivement sur le continent, un arrière-pays doublement attractif, en tant que plateforme de réexportation et de marché en plein décollage.

Environ 30 % des entreprises taïwanaises d'électronique ont déjà investi en Chine entre 20 et 25 milliards de dollars. Ces implantations taïwanaises sur le continent - autour de 13 000 unités de production - sont à l'origine de près de 70 % de la production électronique et informatique chinoise. En d'autres termes, c'est Taïwan qui arme l'appareil informatique de la Chine populaire, une réalité pour le moins incongrue quand on connaît le contentieux politique qui oppose les deux rives du détroit de Formose. Ces investissements, il est vrai, restent ciblés sur les composants les moins sophistiqués. Si la Chine produit 86 % des claviers, 95 % des souris et 85 %

des scanners des entreprises taïwanaises, ces dernières ne lui confient la fabrication que de 7 % de ses ordinateurs portables, prudence stratégique oblige.

Le phénomène de délocalisation n'en est pas moins spectaculaire depuis deux ou trois ans. À ce stade, les analystes sont partagés sur

A l'origine de plus de 54 % des exportations totales, l'industrie électronique taïwanaise est un moteur clé de la croissance et des réserves de change

l'impact que peut avoir le refroidissement en cours sur ces flux de capitaux fixes. Certains font valoir que de nombreux investissements taïwanais en Chine vont être « différés » ou « étalés » dans le temps car leur financement, assurés d'ordinaire par un marché de capitaux aujourd'hui morose à Taïpeh, manquent à l'appel. D'autres estiment au contraire que la mauvaise passe conjoncturelle, qui pousse à la réduction des charges, va avoir un « effet amplificateur » sur la fuite en avant vers un continent-atelier aux coûts de production laissant encore rêveur. La tendance n'est pas encore très nette. Mais dans les deux cas de figure, rien de très alarmant pour la Chine. Le mythe du marché du XXI^e siècle continue de lui offrir une confortable rente de situation, au risque de susciter quelque amertume en Asie du Sud-Est qui est loin de bénéficier du même préjugé favorable.

Frédéric Bobin

Vous avez un Bac +2 et 3 années d'expérience professionnelle...

... vous voulez valoriser vos acquis par une formation compatible avec une activité salariée (horaires adaptés).

ESC Lille vous permet d'accéder à son diplôme dans le cadre de la formation continue, ESC Potentiels : diplôme de second cycle visé par l'Etat niveau Bac +5, le même diplôme qu'en formation initiale... en 2 ans à Lille ou à Paris.

Contacts : Annick Dubray et Patrick Audebert - e-mail : desc@esc-lille.fr www.esc-lille.fr

179, rue de Charonne 75011 PARIS
Tél. : 01 44 64 03 64 Fax : 01 44 64 03 65
Avenue Willy Brandt 59777 EURLILLE
Tél. : 03 20 21 59 93 Fax : 03 20 21 59 91

ESC LILLE
Ecole Supérieure de Commerce de Lille

Brice Pedroletti

Les coopératives picardes de planteurs de betteraves investissent la canne à sucre au Brésil

L'Union SDA, associée au numéro un brésilien Cosan, a procédé à de nouvelles acquisitions

Six mois après leur association avec le numéro un brésilien de la canne à sucre Cosan, les 2 700 planteurs de la coopérative Union SDA ont procé-

dé à de nouvelles acquisitions au Brésil, vendredi 11 mai. Les agriculteurs français ne veulent pas rester à l'écart de 70 % du marché mondial

de la production sucrière. Pour la betterave, ils misent sur de nouveaux débouchés : biocarburant et alimentation animale.

INVESTIR dans le sucre de canne au Brésil, le premier pays producteur de ce sucre au monde, n'est-ce pas aller à l'encontre des intérêts des betteraviers français ?

C'est pourtant le choix étonnant réalisé par l'Union SDA, un groupe coopératif de l'Aisne dont les actionnaires ne sont autres que des céréaliers planteurs de betteraves. En novembre 2000, ce troisième groupe sucrier français - avec 12 % de part de marché - décidait de s'implanter au Brésil en partenariat avec le numéro un brésilien du sucre, Cosan. Avec 1,2 million de tonnes de sucre, Cosan produit autant que Béghin-Say en France mais ne représente que 3 % de la production du pays.

Ensemble, grâce à leur filiale commune FBA (Franco-brésilienne des sucres et alcools), l'Union SDA et Cosan ont entamé leur conquête du Brésil. C'est ainsi que, dès cet automne, 2 700 planteurs picards et beaucerons sont devenus actionnaires d'une sucrerie de grande capacité, à Ipaussu, dans l'Etat de Sao Paulo, au sud du pays. Vendredi 11 mai, la FBA ajoutait à son tableau de chasse deux nouvelles acquisitions : les sucreries-distilleries d'Univalem et de Gasa dans l'Etat de Sao-Paulo, soit, au total, l'équivalent de la production de 400 000 tonnes de sucre. Grâce à cette nouvelle opération, la SDA a doublé le volume de ses activités brésiliennes pour un investissement de 270 millions de francs.

S'il y a un demi-siècle, la moitié de la production mondiale de sucre venait de la betterave, la canne pèse désormais plus de 70 % de l'offre mondiale de saccharose. Quant à la consommation mondiale de sucre, elle augmente de plus de 2 millions de tonnes par an, soit l'équivalent du marché français chaque année, du fait de l'augmentation de la population mondiale et de l'accès de certains habitants des pays en développement à un meilleur niveau de vie. « D'ici 2015, cette progression devrait encore s'accroître. Mais ce mouvement bénéficie au sucre de canne, plus

compétitif et non à la betterave dont le développement est limité en Europe par des quotas. Nous ne pouvons rester les bras croisés », explique, pragmatique, Philippe Duval, le président de l'Union SDA.

Ces nouvelles implantations brésiliennes permettent à la SDA d'avoir accès aux trois « sucres » utilisés sur la planète : la betterave, la canne et les céréales (sirops de glucose alimentaires), pour lequel il a érigé une usine en Alsace. Plus encore, au Brésil, SDA produit le moins cher de tous ses sucres : le coût d'investissement à la tonne équivalent sucre produite au Brésil s'élève à moitié moins de ce qu'il représente en République Tchèque, où l'Union SDA est le premier industriel sucrier (depuis la chute du Mur), et à moins du cinquième du coût d'une opération française.

MIEUX MAÎTRISER LES CYCLES

En prenant pied dans le pays qui domine le marché mondial du sucre, le groupe coopératif espère tirer son épingle du jeu, quel que soit le cycle économique des matières premières. En 1999, le Brésil, grâce à une récolte abondante, augmente considérablement ses exportations et provoque un effondrement des marchés mondiaux. « Nos recettes à l'exportation se sont effondrées. Ou bien il fallait quitter le marché mondial ou bien investir sur place, ce que nous avons fait. Mais nous avons également doublé nos capacités en glucoses destinés à l'agroalimentaire, sur notre site alsacien de Marckolsheim ». Mi-2000, le Brésil connaît une année de sécheresse : les cours mondiaux doublent en quelques mois, passant de 1 000 à 2 000 francs la tonne « ce qui explique que nos adhérents, eux-mêmes mieux rémunérés, aient compris l'intérêt de notre développement à l'international », souligne M. Duval.

L'expérience du Brésil n'aura pas seulement permis à SDA d'être le premier sucrier français à prendre pied dans l'empire de la canne. « Nous avons découvert que

le bioéthanol pouvait être une production de masse et que les constructeurs français Renault et Peugeot, très présents au Brésil, savaient produire des moteurs qui fonctionnent parfaitement avec le mélange direct : 25 % éthanol et 75 % d'essence ».

De ce constat - des matières premières agricoles transformées directement en énergie verte -, la coopérative a déjà fait son prochain combat. En Europe, la Commission, dans son Livre Vert paru en novembre 2000, a fixé un objectif de 5 millions de tonnes de biocarburants liquides en 2003, et de 18 millions de tonnes en 2010, soit une part de 7 % pour les biocarburants dans dix ans. La SDA a donc décidé de proposer la construction d'une unité d'éthanol dans le Nord de la France, de 2,6 millions d'hectolitres, pour un investissement de 800 millions de francs.

Les céréales collectées en Nord-Pas-de-Calais, Picardie et Champagne, qui partent pour 70 % d'entre elles à l'exportation, trouveront dans le bioéthanol un débouché local « qui respecte l'environne-

ment » et répondront aussi aux besoins actuels de substituts aux farines animales pour l'élevage, estime la SDA. En effet, du processus industriel on retire un sous-produit, la drêche de blé, qui comprend 32 % de protéines, à peine moins que les tourteaux de soja actuellement importés des Etats-Unis. Le groupe agro-industriel a déjà commencé à « sensibiliser » les pouvoirs publics.

Tout en partant à la conquête des marchés mondiaux du sucre, l'Union SDA tente ainsi de trouver de nouveaux débouchés pour une France sucrière moins compétitive. Son caractère coopérateur le distingue des autres industriels sucriers. « Le problème de nos concurrents, comme Béghin-Say, est d'être des sociétés cotées. La Bourse raisonne les résultats à court terme. Si les cours des matières premières chutent pendant deux ans, la société est à jeter aux orties », explique M. Duval. « Le monde agricole a, par tradition, plus de patience », ajoute-t-il.

Véronique Lorelle

Martin Ebner accroît sa part dans la holding des Wallenberg

SELON LE FINANCIAL TIMES du 14 mai, le financier suisse Martin Ebner a accru sa participation dans Investor, la holding suédoise qui regroupe les intérêts de la famille Wallenberg. Il détient désormais, par le biais de sa société BZ Group, 7,7 % des actions et plus de 10 % des droits de vote. Le montant de l'investissement de BZ Group dans Investor s'élèverait à environ 780 millions de dollars (896 millions d'euros). Investor regroupe des participations dans quelques entreprises phares de l'économie suédoise, comme le fabricant d'équipement téléphonique Ericsson, le groupe pharmaceutique AstraZeneca ou la société ABB.

M. Ebner semble avoir choisi d'engager un bras de fer immédiatement avec les Wallenberg, en prônant une scission d'Investor pour accroître sa valorisation. Cette suggestion est une attaque directe à l'encontre de Percy Barnevik, l'actuel PDG de cette holding. La stratégie de M. Ebner est de prendre une position importante dans le capital de grand groupe pour remettre en cause leur stratégie. Avec 10 % d'Investor, il détient désormais une position de blocage, lui permettant de jouer les arbitres dans le cadre d'une éventuelle OPA. Il y a quelques jours, Martin Ebner s'était illustré en vendant sa participation de près de 20 % dans le groupe pharmaceutique Roche à son concurrent Novartis.

BT et AT&T discutent de l'avenir de leur filiale commune Concert

L'OPÉRATEUR britannique British Telecom (BT) et son homologue américain AT&T réfléchissent à l'avenir de leur filiale commune Concert. Cette société qui propose des services de communication aux multinationales et affiche des pertes est au cœur des discussions entre les deux entreprises qui sont en pleine restructurations. Selon le Wall Street Journal du 14 mai, BT pourrait proposer à ses actionnaires de regrouper autour de Concert toutes les activités liées aux services aux entreprises des deux opérateurs et de coter séparément cette entreprise. BT pourrait également céder sa part dans Concert à AT&T.

BT qui a annoncé la semaine dernière sa scission en deux entités, BT Wireless d'une part, qui fédère les activités de téléphonie mobile, et Future BT de l'autre, tente de réduire sa dette qui s'élève à 46 milliards d'euros.

Le club des plus riches du monde s'enrichit malgré la tourmente boursière

POUR LA CINQUIÈME année consécutive, la banque d'investissement américaine Merrill Lynch et le cabinet de conseil en stratégie Gemini Consulting ont publié, lundi 14 mai, leur étude annuelle sur les fortunes financières dans le monde. Malgré la crise des marchés boursiers, le club fermé des plus riches du monde a accueilli 180 000 personnes de plus en 2000, soit 7,2 millions de personnes en tout. L'envolée des Bourses mondiales en 1999 avait fait entrer un million de personnes de plus dans ce club fermé. Leur fortune atteint, en 2000, 27 000 milliards de dollars (30 900 milliards d'euros), soit 6 % de plus qu'un an auparavant.

Pour faire partie de cette catégorie, il faut détenir plus de 1 milliard de dollars d'actifs financiers, ce qui ne comprend pas les actifs immobiliers. Le club encore plus fermé des « ultra-fortunés », qui détiennent des actifs financiers de plus de 30 millions de dollars, a lui aussi augmenté, de 3 %, pour atteindre 57 000 personnes dans le monde. Leur fortune a cru de 6 % à 8 370 milliards de dollars. Et ce mouvement d'enrichissement va continuer. L'étude de Merrill Lynch table sur une hausse de 8 % par an jusqu'en 2005, pour atteindre 39 700 milliards de dollars !

On trouve le plus grand nombre de riches, plus d'un tiers, en Amérique du Nord, avec 2,54 millions de personnes, contre 2,5 millions un an avant. Leur fortune s'est accrue de 9 % en 2000 à 8 800 milliards de dollars. Ce montant devrait croître de 48 % à 13 000 milliards de dollars d'ici à fin 2005. Le recul des Bourses américaines a peu contrarié cette croissance de l'enrichissement : après une décennie de frénésie boursière quasi ininterrompue,

les indices traditionnels, le Dow Jones et le Standard & Poor's 500, ont respectivement fléchi de 6,18 % et 10,20 % en 2000, et le Nasdaq, l'indice des valeurs technologiques, a chuté de plus de 25 %. Un exemple, Bill Gates, patron de Microsoft, reste toujours la personne la plus riche du monde, selon le classement du magazine Forbes, mais sa fortune a baissé d'un tiers en un an, de 90 à 60 milliards de dollars. La volatilité des marchés a donc « amené de nombreuses personnes fortunées à être beaucoup plus prudentes, en utilisant des outils pour protéger leur capital », précise le rapport de Merrill Lynch.

MOINS D'ASIATIQUES

L'Europe a réduit son écart avec l'Amérique du Nord : le nombre de « riches », est passé de 2,2 à 2,3 millions de personnes en un an, soit 32 % du total, pour un montant de 7 200 milliards de dollars (26,8 % du total), en augmentation de 7,5 % sur l'année précédente. Le recul des marchés d'actions en Europe a toutefois là aussi pesé sur cette croissance.

Si l'Asie avait connu un bond des fortunes en 1999, en accueillant 400 000 personnes de plus, soit 1,7 million de personnes, cette région est la seule qui a connu un repli. Le montant des fortunes, qui avait progressé de 22 % en 1999, a fléchi de 9 % à 4 900 milliards de dollars l'an dernier. Le cercle des plus fortunés a toutefois accueilli 74 000 personnes de plus en 2000. Le fléchissement de l'économie japonaise et la chute du Nikkei de 27 % en 2000 ont pesé sur le nombre de « riches », qui a décliné de 5,7 % à 1,08 million de Japonais.

Pascale Santi

C'est en choisissant mieux vos équipements que vous améliorez les performances de votre entreprise.

Pour accroître la productivité de votre entreprise, EDF vous conseille sur le choix de vos équipements. Responsables d'entreprise, vous recherchez les meilleures solutions techniques pour optimiser votre productivité. EDF vous conseille dans le choix de procédés de fabrication électriques, souples, fiables et respectueux de l'environnement, pour vous permettre de produire avec une qualité plus grande et au moindre coût. EDF intervient aussi avec ses partenaires, de la conception à la réalisation et dans le suivi des installations. Nos conseillers sont à vos côtés pour vous accompagner dans votre projet et vous orienter vers des professionnels qualifiés.

www.edf.fr

donner au monde l'énergie d'être meilleur

EDF
Electricité de France

Pour Jérôme Clément, « Loft Story » annonce l'avènement d'un « fascisme rampant »

Le PDG d'Arte France suggère, dans un entretien au « Monde », de faire payer à TF1 et à M6 l'utilisation des fréquences hertziennes. Le succès de la « télévision-réalité » prouve, selon lui, la nécessité de maintenir France 2 au sein d'un service public fort

DANS un entretien au Monde, Jérôme Clément, PDG d'Arte France, dénonce la mollesse des politiques dans ce qui est devenu « l'affaire "Loft Story" ». Agé de cinquante-cinq ans, cet énarque a été conseiller de Pierre Mauroy à Matignon (1981-1984) et a présidé le Centre national de la cinématographie (1984-1989).

« Que pensez-vous de l'émission de M6 "Loft Story" ? »

« Cette émission, c'est du racolage dans tout ce que cela a de plus pervers. C'est un mensonge absolu. On prétend nous montrer la vraie vie. En fait, il n'y a ni vieux ni handicapés, mais uniquement des jeunes gens qui cherchent la notoriété et l'argent. C'est un univers où il n'y a pas de journaux, pas de livres, même pas de stylos. Dans cette société artificielle, on prend des gens en otage – même s'ils ont librement consenti à venir pour des motifs spéculatifs – pour livrer en pâture leur intimité à des millions de téléspectateurs. Les parents sont complices. On utilise un psychodrame pour en faire un objet télévisuel. En Suède, ce jeu s'est terminé par le suicide de l'un des candidats. On peut aller très loin avec ce type de concept : en Allemagne, on va demander à des hommes et à des femmes trop gros de maigrir le plus possible en cent jours. On peut tout inventer, même un meurtre en direct... »

« Pour un patron de chaîne, "Loft Story" est un moyen de faire grimper l'Audimat. C'est aussi l'aboutissement de l'extrême perversité du système pour obtenir des parts de marché. Pour faire toujours plus de profit, les chaînes privées sont conduites à aller de plus en plus loin pour créer des chocs dans l'opinion. »



JÉRÔME CLÉMENT

tion réelle sur le rôle de la télévision et ce qu'on en fait. Cela pose des problèmes de légitimité et de déontologie. Avec 31 % de parts de marché, il faut s'interroger sur les raisons de ce succès.

« Que vous inspire la mollesse des réactions des politiques ? »

« C'est la première fois que la télévision revient au centre du débat public depuis très longtemps. Tout le monde, la presse en

tête, parle de "Loft Story". Cela prouve que la télévision reste un enjeu de société. Les hommes politiques sont coincés entre le désir de laisser les chaînes faire leurs programmes, ne pas s'ériger en censeurs et la crainte de se mettre à dos une majorité des jeunes qui regardent l'émission. C'est la responsabilité des politiques de s'intéresser à la télévision, en tant que lieu d'exposition des contradictions des sociétés et enjeu de pouvoir. C'est bien grâce à la puissance de la télévision que le parti de Silvio Berlusconi est devenu le plus important en Italie. Avec un abêtissement sans vergogne, des programmes sans ambition comme ceux diffusés sur Tele 5, l'asservissement de la pensée, on assiste à une confiscation du pouvoir politique par le biais médiatique. C'est dangereux pour la démocratie. Ce type de télévision contribue à installer un fascisme rampant. Et qu'entend-

on ? A l'exception de Catherine Tasci, le silence est assourdissant.

« Quelle est la marge de manœuvre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ? »

« On attend d'un organe de régulation qu'il s'intéresse à l'essentiel, et pas au détail. Le CSA s'est jusqu'à présent préoccupé des problèmes de tabac et d'alcool dans "Loft Story". Il essaie d'obtenir les contrats de l'émission, qui, en termes de droit du travail, posent question. Pendant ce temps-là, on est en train d'inoculer des métastases dans le paysage audiovisuel.

« Les jeunes enfermés dans le studio de la Plaine-Saint-Denis vont-ils faire exploser les alliances conclues dans le paysage audiovisuel français ? »

« D'une certaine façon, oui. La réaction de Patrick Le Lay [PDG de TF1], les résultats d'audience et les recettes publicitaires de M6 ont des répercussions sur le bouquet satelli-

taire TPS et sur Bertelsmann [actionnaire de référence de RTL Group, présent dans le tour de table de M6]. La bataille est engagée. Les enjeux économiques et financiers sont énormes, notamment sur le numérique hertzien. "Loft Story" prouve qu'il y a besoin d'un service public fort, qui respecte certains principes.

« La réponse à "Loft Story" n'est pas dans la répression mais dans un cadre déontologique plus strict, imposé par le CSA. On est aujourd'hui dans un système hybride, avec des privilèges exorbitants accordés aux opérateurs. En cas de manquements à leurs obligations, les sanctions ne sont pas suffisamment appliquées. Le CSA a mis en place une signalétique anti-violence, mais laisse s'installer, de façon douceâtre, des choses beaucoup plus perverses.

« Il en va du débat démocratique sur la télévision et du rôle de l'Etat. Si la seule ambition des chaînes privées est de faire du profit, alors il faut leur faire payer l'utilisation des fréquences hertziennes. Quand TF1 a été privatisée et quand M6 est née, que n'a-t-on entendu comme promesses sur le "mieux-disant culturel"... Il est grand temps que l'Etat arrête d'être en position de faiblesse vis-à-vis des grands groupes industriels présents dans la télévision, comme Bouygues, Suez, Vivendi, RTL Group, et négocie enfin des obligations plus strictes dans le cadre des autorisations de diffusion.

« "Loft Story" pourra-t-il avoir une incidence indirecte sur la volonté de certains, dans les rangs du PS, de privatiser France 2 ? »

« C'est un avertissement clair et net. On voit bien que si France 2 était privatisée, la surenchère

serait encore pire. Il faut maintenir France 2 dans le service public, lui laisser une ligne ferme et claire, en lui allouant des moyens financiers suffisants. En Allemagne, où RTL2 a diffusé "Big Brother" dont est issu "Loft Story", les chaînes publiques ARD et ZDF ont conservé leur positionnement. L'audience du jeu a fini par baisser.

« Le CSA a mis en place une signalétique antiviolence, mais laisse s'installer (...) des choses beaucoup plus perverses »

« Les notions de voyeurisme et d'exhibitionnisme développées dans "Loft Story" et dans l'ouvrage de Catherine Millet procèdent-elles d'un même phénomène de société ? »

« Il n'y a rien de commun dans ces deux démarches. Dans La Vie sexuelle de Catherine M., Catherine Millet adopte la démarche artistique de quelqu'un qui se met en scène – comme un peintre choisit de faire son autoportrait –, tandis qu'il ne s'agit en rien d'une démarche personnelle pour les jeunes gens de "Loft Story". Eux n'ont pas choisi ces conditions fictives de vie, leur part de liberté n'existe pas. Liberté aux créateurs, mais pas aux marchands d'esclaves. »

Propos recueillis par Nicole Vulser

CanalSatellite ne veut pas être exclu

CANNES

de notre envoyé spécial

CanalSatellite veut obtenir le droit de diffuser la chaîne Loft Story actuellement transmise, 24 heures sur 24, en exclusivité par le bouquet numérique TPS. Des négociations ont lieu entre CanalSatellite, TPS et ASP Productions, le producteur du jeu, affirme un proche du dossier. Pour parvenir à ses fins, la filiale de Canal+ menacerait de porter plainte à propos des conditions d'attribution de ce programme, au motif qu'il n'a pas été soumis à un appel d'offre.

Avant le lancement du jeu sur M6, TPS avait obtenu l'exclusivité de cette chaîne, bien que CanalSatellite ait aussi manifesté son intérêt. En raison du succès de « Loft Story », M6 ne serait plus opposée à la reprise de la chaîne par CanalSatellite. « La décision appartient au management de TPS s'il y a de

meilleures propositions de CanalSatellite », précise la direction de M6.

Dimanche 13 mai, la direction de TPS annonçait avoir atteint les 110 000 abonnés, dont 3 000 nouveaux, à cette chaîne en option commercialisée 70 francs.

Par avance, Pierre Lescure, PDG du Groupe Canal+, s'est déclaré favorable à la reprise de ce programme par CanalSatellite. « Loft Story n'est pas une émission qui correspond à un club, comme peut l'être Canal+, a-t-il estimé. En revanche, si on nous avait proposé cette chaîne sur CanalSatellite, nous l'aurions acceptée car nous sommes un distributeur, comme un kiosque à journaux, qui vendrait aussi bien Le Monde que le magazine pornographique Hot Video. »

Guy Dutheil

Les actions contre le jeu se sont étendues à la province

LA JOURNÉE « anti-Loft Story » du samedi 12 mai ne s'est pas limitée aux assauts du siège de M6 et des studios de la Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Le mouvement s'est étendu à la province comme à Nantes, où les bureaux locaux de la chaîne ont été l'objet d'une attaque aux sacs poubelles menée par une trentaine de militants d'un collectif baptisé « Z comme zapper ». Une action identique a été menée à Rennes à l'initiative du mouvement « Motivé (e) s » tandis qu'à Toulouse ce sont des militants d'Act Up, de la Ligue communiste révolutionnaire et du collectif des « Apprentis agitateurs pour un réseau de résistance globale » qui

ont déversé quelques lots d'ordures devant le siège local de M6.

Le retour du beau temps, qui a peut-être aidé ces manifestations, n'a en tout cas pas découragé les amateurs de « Loft Story ». L'émission du 12 mai à 18 h40 a enregistré une audience supérieure à celle du samedi précédent, avec une part d'audience de 33,12 % sur le public âgé de quatre ans et plus, contre 28,4 %, une semaine auparavant.

« LES PREMIERS À NOUS MÉPRISER »

De retour à l'air libre, Aziz, le premier candidat éliminé du jeu télévisé s'est quant à lui exprimé sur la polémique qui entoure le loft dans les colonnes du Journal du Diman-

che du 13 mai. Refusant d'être assimilé à un « cobaye » ou à « un rat de laboratoire », le jeune homme affirme que « ceux qui croient nous défendre en disant cela sont les premiers à nous mépriser ». Aziz, qui déclare avoir « signé un contrat en toute conscience » et en avoir « accepté les contraintes », ajoute : « je n'aurais jamais participé à "Loft Story" si les règles du jeu m'avaient semblé aller à l'encontre de mes principes, en choquant ma famille ou en heurtant mon intégrité ».

Alors que les Verts estiment ironiquement que l'élimination d'Aziz est « une offense à l'écologie populaire », celui-ci souligne « le bien fou » qu'il tire du fait d'être connu. Une

déclaration à mettre en regard de l'opinion de Marc Tessier, PDG de France Télévision, qui dans un entretien, dimanche 13 mai, à Nice Matin, estime que « Loft Story » « fait prendre des risques aux participants ».

Hervé Bourges, ancien président du CSA, estime, dans le Journal du Dimanche que « la France se regarde s'ennuyer ». A ses yeux, « ce qui est intéressant, c'est que le [divertissement] devienne un sujet de débat public ». Il regrette toutefois que les Robinson d'aujourd'hui soient « sans lecture, donc sans passé ».

Frédéric Roy

« Le Figaro » rénove son supplément Entreprises

LA NOUVELLE formule du Figaro Entreprises, supplément hebdomadaire du quotidien, est parue lundi 14 mai. Avec une maquette rénovée, imprimé sur papier blanc pour se distinguer du cahier saumon « Figaro Economie », ce supplément en deux parties (Enquêtes et Solutions) totalise 250 pages, essentiellement d'annonces d'offres d'emplois. Réalisée par une équipe d'une vingtaine de journalistes dirigée par Bertrand Lobry, par ailleurs directeur marketing du Figaro et ancien fondateur du mensuel Rebondir, la partie rédactionnelle (50 pages) a été recentrée sur le fonctionnement des entreprises, leurs méthodes de gestion, une ouverture aux régions et à l'international... L'objectif de cette transformation est de rajeunir la clientèle de ce supplément, dont ses dirigeants espèrent augmenter la diffusion de 12 %, pour atteindre 450 000 exemplaires.

DÉPÊCHES

■ AUDIOVISUEL : la Commission européenne a donné son accord, vendredi 11 mai, à la nouvelle structure de RTL Group contrôlée à 67 % par le groupe Bertelsmann après la cession de 30 % du capital détenus par le Groupe Bruxelles Lambert (GBL) d'Albert Frère. Dans cette recombinaison annoncée le 5 février, ce dernier a obtenu en échange 25 % de Bertelsmann.

■ Maurizio Beretta, directeur de RAI Uno, la première chaîne de la télévision publique italienne, a présenté sa démission. Il devrait prendre la responsabilité du service de presse du groupe Fiat.

■ PRESSE : Fabrice NORA, ancien directeur général du Parisien, puis directeur général adjoint du groupe Amaury, quitte ses fonctions pour devenir PDG des Editions du Juris-Classeur, filiale du groupe d'édition Reed Elsevier.

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT
DE SCHLUMBERGER INVESTMENTS SUR SEMA PLC

Schlumberger

RADIATION DES ACTIONS SEMA DE LA COTE :

Les actions Sema ont été radiées du Premier Marché le 11 mai soit en pratique le 10 mai à l'issue de la séance de bourse. (voir l'avis Euronext n°[2001-1574]).

Il est précisé que cette radiation est intervenue de manière simultanée au retrait des actions Sema de l'Official List et à leur radiation du marché des valeurs cotées au London Stock Exchange.

DERNIERE CENTRALISATION EN FRANCE :

Nonobstant la radiation des actions Sema de la cote, il est toujours possible, pour les actionnaires détenant des actions inscrites auprès d'Euroclear France, d'apporter leurs titres jusqu'au 25 mai 2001, 16 heures (heure de Paris).

En effet, une dernière centralisation des ordres d'acceptation débutera le 25 mai, 16 heures (heure de Paris) pour tous les ordres d'acceptation qui auront été passés entre le 10 mai et le 25 mai 2001, 16 heures (heure de Paris).

Il est par ailleurs rappelé que les actions Sema qui n'auront pas été apportées à l'Offre avant la date indiquée ci-dessus, feront l'objet de la procédure de rachat obligatoire définie dans l'avis financier publié le 25 avril 2001.

DEFINITIONS :

A l'exception des termes définis dans le présent avis, les termes figurant avec une majuscule ont le même sens que ceux figurant avec une minuscule dans l'avis financier publié le 22 février 2001.

INFORMATION DES ACTIONNAIRES FRANÇAIS :

Il est rappelé que l'avis financier publié le 22 février 2001 et ceux publiés les 15, 22 mars, 10 et 25 avril 2001, ainsi que l'Offer Document en anglais sont disponibles sans frais auprès de BNP Paribas GIS-Emetteurs, les Collines de l'Arche, 92057 Paris La Défense, agissant comme établissement centralisateur dans le cadre de la procédure de centralisation des ordres d'acceptation mise en place en France. Pour toute information complémentaire, veuillez prendre contact avec :

• Lehman Brothers (conseil financier de Schlumberger et banquier présentateur de l'offre)
René Millot ou David Belaunde - tél. : (33) 1 53 89 30 70
• BNP Paribas (établissement centralisateur dans le cadre de la procédure de centralisation des ordres d'acceptation mise en place en France)
M. Dominique Sanchez ; e-mail : dominique.j.sanchez@bnpparibas.com ; tél. : 01.55.77.95.51 ou Mme Régine Schuver ; e-mail : regine.schuver@bnpparibas.com ; tél. : 01.55.77.95.37

PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DE L'INFORMATION :

Les administrateurs de Schlumberger mentionnés dans la partie IV de l'avis financier du 22 février 2001 assument la responsabilité liée à l'information figurant dans le présent avis financier. A la meilleure connaissance de ces administrateurs (qui ont pris toutes mesures raisonnables à cet effet), l'information figurant dans le présent avis financier est conforme aux faits et ne contient pas d'omission de nature à affecter cette information. Ces déclarations sont incluses uniquement en vue de se conformer à la règle 19.2 du City Code on Takeovers & Mergers et sont réputées ne pas entraîner de responsabilité au regard de toute autre loi ou réglementation.

PORTEE ET DIFFUSION DE L'AVIS FINANCIER :

Le présent avis financier ne constitue pas un document d'offre au sens de la réglementation anglaise. Il est uniquement destiné à l'usage du public français et en particulier des actionnaires de Sema dont les titres sont inscrits auprès d'Euroclear France. L'Offre n'est pas faite, directement ou indirectement, en Australie, au Canada ou au Japon et ne doit pas être acceptée dans ces pays ou à partir de ces pays. En conséquence, cet avis financier n'est pas, et ne doit pas, être diffusé, distribué ou envoyé en Australie, au Canada ou au Japon. Les personnes de nationalité américaine ne peuvent participer à la procédure de centralisation en France que sous certaines conditions.



GAP

Le site-guide des acheteurs
de BMW à Paris.

Le stock neuf et occasion en ligne
Cotations express location longue durée
Les contrats d'entretien jusqu'à 5 ans
Les tarifs et les stocks GAP

www.gap.fr

Villiers

Etoile

Concorde

VALEURS EUROPÉENNES

Le titre du groupe d'Internet Lycos Europe gagnait 27,22 % à 2,15 euros à l'ouverture du marché de Francfort, lundi 14 mai. Le groupe a réduit sa perte d'exploitation à 45,4 millions d'euros au cours du troisième trimestre de son exercice à fin mars, contre 87,5 millions au trimestre précédent.

L'action BT s'inscrit en baisse de 2,09 % à 515 pence, à l'ouverture du marché londonien. Le groupe de télécommunications devrait reporter, selon le Daily Telegraph, la commercialisation de son réseau mondial de téléphone mobile de troisième génération, à la suite d'un différend avec son fournisseur.

Aventis perdait 1,28 % à 84,65 euros lors des premiers échanges, lundi. Sa filiale agrochimique Aventis CropScience a annoncé la cession de son insecticide Formetanate à la société américaine Gowan. Les marchés tablent sur une vente rapide de toutes les activités agrochimiques du groupe.

L'action Roche restait stable à 141,5 francs suisses, en début de matinée, lundi, à la Bourse de Zurich. Un conseil d'administration exceptionnel doit se réunir rapidement pour examiner les suites du rachat de 20% du capital de Roche, la semaine dernière, par son concurrent Novartis.

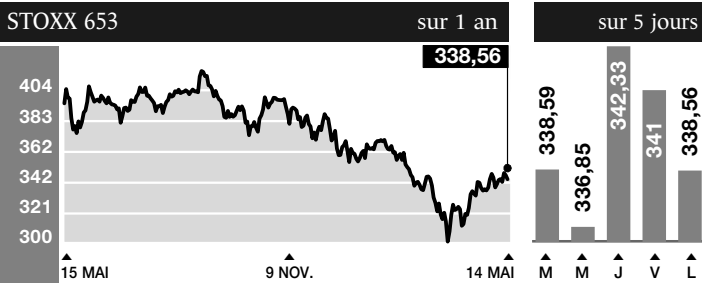


Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

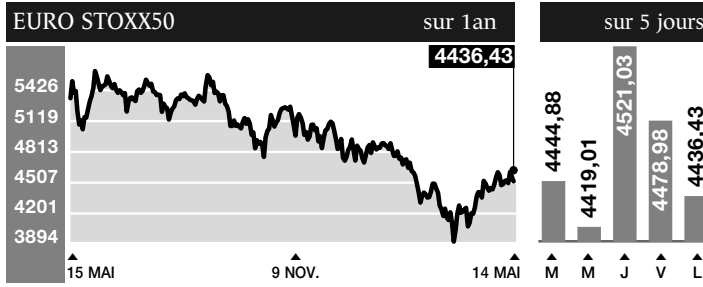


Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

14/05 10h14

Tableau des valeurs automobiles avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

BANQUES

Tableau des valeurs bancaires avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

CONGLOMÉRATS

Tableau des valeurs de conglomérats avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Tableau des valeurs de télécommunications avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

CONSTRUCTION

Tableau des valeurs de construction avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

PRODUITS DE BASE

Tableau des valeurs de produits de base avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

CHIMIE

Tableau des valeurs chimiques avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

ALIMENTATION ET BOISSON

Tableau des valeurs alimentaires et boissons avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

PHARMACIE

Tableau des valeurs pharmaceutiques avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Tableau des valeurs de biens d'équipement avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

ASSURANCES

Tableau des valeurs d'assurances avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

HAUTE TECHNOLOGIE

Tableau des valeurs de haute technologie avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

MÉDIAS

Tableau des valeurs médiatiques avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

SERVICES COLLECTIFS

Tableau des valeurs de services collectifs avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

BIENS DE CONSOMMATION

Tableau des valeurs de biens de consommation avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

COMMERCE DISTRIBUTION

Tableau des valeurs de commerce de distribution avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

ÉNERGIE

Tableau des valeurs énergétiques avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

SERVICES FINANCIERS

Tableau des valeurs de services financiers avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

CONSUMMATION CYCLIQUE

Tableau des valeurs de consommation cyclique avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

Chaque jeudi avec Le Monde DATÉ VENDREDI

retrouvez LE MONDE DES LIVRES

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour le pays, le code, le cours en euros et la variation en pourcentage.

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique - GR : Grèce.
CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - SE : Suède
GB : Grande-Bretagne - DK : Danemark.

VALEURS FRANCE

L'action NRJ était réservée à la baisse, lundi 14 mai, en début de séance, après avoir enregistré au cours des premiers échanges un recul de 14,79 %, à 23,05 euros.

Le groupe de radio avait annoncé, à l'ouverture de la Bourse, que les estimations du marché ne pourraient pas être respectées. NRJ, qui a affiché une hausse de son chiffre d'affaires semestriel de 8 %, affirme qu'il lui sera « difficile » d'obtenir une croissance annuelle à deux chiffres de son chiffre d'affaires et qu'il s'attend à une baisse « relative » de son résultat d'exploitation.

L'action Eramet gagnait 1,42 %, à 40,75 euros, à l'ouverture de la séance lundi, après l'annonce de ses résultats trimestriels. Le groupe métallurgique et minier français a enregistré un chiffre d'affaires consolidé en hausse de 4 %, à 579 millions d'euros au premier trimestre 2001.

Le titre Marrionaud Parfumeries restait stable à 129,9 euros, en début de séance lundi. Le Conseil des marchés financiers a admis les actions du groupe de parfumerie au premier marché. Elles étaient cotées jusqu'alors au second marché.

Le titre Legris gagnait, à l'ouverture de la séance, lundi, 3,92 % à 57 euros. La semaine dernière, le groupe de mécanique a confirmé la cession définitive de sa filiale Potain pour 344 millions d'euros.

Table of stock prices for various French companies including ALCATEL, ALSTOM, ALTRON, etc.

Table of stock prices for various European companies including EURO DISNEY, EURO TUNNEL, FAURECIA, etc.

Table of stock prices for various international companies including Remy Coindre, Renault, Rexel, Rhodia, etc.

Table of stock prices for various international companies including ADECCO, American Exp., Amvexcap Exp., etc.

PREMIER MARCHÉ

Table of stock prices for various French companies under the 'Premier Marché' section.

NOUVEAU MARCHÉ

Table of stock prices for various French companies under the 'Nouveau Marché' section.

Table of stock prices for various European companies under the 'Nouveau Marché' section.

Table of stock prices for various international companies under the 'Nouveau Marché' section.

Table of stock prices for various international companies under the 'Nouveau Marché' section.

Table of stock prices for various international companies under the 'Nouveau Marché' section.

SICAV et FCP

Table of SICAV and FCP products and prices, including AGIPI, BNP Paribas, and Banque Populaire.

Table of SICAV and FCP products and prices, including Eurock Solidaire, Lion Action Euro, and LCF E. de Rothschild.

Table of SICAV and FCP products and prices, including Eurock Solidaire, Lion Action Euro, and LCF E. de Rothschild.

Table of SICAV and FCP products and prices, including Eurock Solidaire, Lion Action Euro, and LCF E. de Rothschild.

Table of SICAV and FCP products and prices, including Eurock Solidaire, Lion Action Euro, and LCF E. de Rothschild.

LEGENDE: * Hors frais. ** A titre indicatif. * Part div. par 10 au 5/99.

SPORTS Le FC Nantes-Atlantique (FCNA) a conquis, samedi 12 mai, son huitième titre de champion de France de football en dominant (1-0) l'AS Saint-Etienne lors de l'avant-

nière journée du championnat de première division. ● VOILÀ UN AN, les Nantais se sauvaient en extremis de la relégation en D2. La méthode nantaise, « c'est qu'on nous laisse le

temps », explique au Monde Raynald Denoueix, qui avait été malgré cela confirmé à son poste d'entraîneur. ● DIX-NEUF JOUEURS formés au club figurent dans l'équipe cham-

pienne de France, sur les vingt-cinq alignés cette saison. Cette politique de formation contribue à perpétuer de génération en génération le système de jeu « à la nantaise ». ● LE

CLUB s'apprête désormais à vivre une période délicate : celle des transferts. Dans le passé, chaque titre nantais s'est accompagné d'un cortège de départs pas toujours souhaités.

Fidèle à ses idées, le FC Nantes fait un beau champion de France

Victorieux de Saint-Etienne, samedi 12 mai, lors de l'avant-dernière journée du championnat, les Canaris ne peuvent plus être rejoints au classement. Ce huitième titre de champion consacre un club qui a su ne pas s'éloigner de sa ligne de conduite, celle de la formation et du beau jeu

NANTES

de notre envoyé spécial

Le hasard – mais en était-ce un ? – fit qu'il se trouva au bon endroit et au bon moment pour offrir le but libérateur à son équipe. Marama Vahirua est décidément un garçon précieux. Il y a un an, déjà, lors de la dernière journée du championnat, c'est lui qui avait inscrit au Havre le seul but d'une rencontre capitale pour le FC Nantes-Atlantique (FCNA), puisqu'elle permit aux Canaris de sauver leur place en première division. A cette époque, Marama Vahirua célébrait ses buts comme

tout un chacun, en levant les bras au ciel. Cette saison, le petit Tahitien s'est inventé un gimmick : chaque but qu'il marque est suivi de coups de pagaie évoquant les pirogues de son lointain archipel.

Après avoir inscrit ce qui sera le seul but du match (10^e minute) contre l'AS Saint-Etienne, samedi 12 mai, jour de son vingt et unième anniversaire, l'attaquant n'a pas résisté à l'envie de répéter sa pantomime. Une heure et demie plus tard, à genoux sur une estrade au milieu de ses coéquipiers, Marama Vahirua faisait canoter tout le stade de la Beaujoire.

EN D 1 DEPUIS TRENTE-HUIT ANS

Immobile au milieu de ce déferlement, un homme savourait l'instinct et ce huitième titre de champion de France des Canaris. En ce soir de victoire, Raynald Denoueix est un entraîneur heureux et discret. Le technicien en sait long sur la fragilité des choses. Il n'a pas oublié la pénible saison 1999-2000. Il sait que, si le FC Nantes avait été un club comme les autres, on l'aurait poussé vers la sortie, voilà douze mois. Mais le FC Nantes n'est pas un club comme les autres. Avec un effectif à peine renouvelé (quatre recrues) et un total de dix-neuf joueurs issus du centre de formation (sur vingt-cinq utilisés au cours de la saison), l'équipe est parvenue à damer le pion aux cinq clubs dotés d'un budget supérieur au sien (Bordeaux, Lyon, Marseille, Monaco et PSG).

Cette stabilité érigée en principe aura été la clef du succès nantais. « L'ossature n'a pratiquement pas changé depuis trois ans. Si nous avons passé un cap cette année,



DANIEL JOUBERT/REUTERS

Les supporters nantais ont envahi la pelouse du stade de la Beaujoire après la victoire contre Saint-Etienne, qui assurait à leur équipe un huitième titre de champion de France.

c'est en partie en raison des difficultés rencontrées la saison passée. Depuis que le club a accédé à la D1, voilà trente-huit ans, il y est toujours resté. Aucun d'entre nous ne voulait faire partie de l'équipe qui aurait été la première à redescendre. Eviter la relégation nous a renforcés. Cela a même été plus fort émotionnellement que de gagner deux fois de suite la Coupe de France », explique le gardien de but et capitaine, Mickaël Landreau.

La génération actuelle peut paraître, sans doute, moins talentueuse que celle du précédent titre de champion de France, remporté en 1995. C'est donc bien la persistance d'un système de jeu, enseigné dans toutes les sections du FCNA sous le label de « jeu à la nantaise », qui a permis de faire la différence cette saison. De retour à Nantes, après six saisons passées à Bastia, Rennes, Bordeaux, Lens, La Corogne et Bordeaux, Stéphane

ne Ziani a été étonné de retrouver les automatismes appris du temps de sa formation : « Je me suis fondu tout de suite dans le collectif. J'avais l'impression que rien n'avait changé. » Le FC Nantes doit également son titre à l'avènement de joueurs que l'on attendait peu, voire pas du tout. La réussite de Marama Vahirua, passé du statut de joker à celui de buteur providentiel (7 buts en 15 matches), l'ascension de Sylvain Armand, un défenseur

inconnu venu de CFA (Clermont Foot), et la montée en puissance du milieu de terrain récupérateur Mathieu Berson (*Le Monde* daté 13-14 mai) ont surpris jusqu'aux techniciens du centre d'entraînement de la Jonelière.

D'INÉVITABLES DÉPARTS

Plus attendue, l'émancipation du n° 10, Eric Carrière, a conduit celui-ci au titre de « meilleur joueur du championnat » décerné par ses pairs. Quant au gardien de but, Mickaël Landreau, qui a disputé sa cinquième saison de D1, à même pas vingt-deux ans, ses progrès réalisés notamment dans le jeu aérien lui ont donné une nouvelle dimension, même si le préjugé le concernant reste tenace. « Je ne sais pas pourquoi, dit-il, mais les gens continuent de croire que je suis un gardien trop petit. Je mesure tout de même 1,84 m », soit un centimètre de plus que Fabien Barthez.

Depuis plusieurs semaines, Mickaël Landreau, comme plusieurs de ses coéquipiers, fait l'objet de sollicitations nombreuses venant de l'extérieur. Le refrain est connu à Nantes : chaque titre s'accompagne d'un cortège de départs pas toujours souhaités. Alors qu'il a pris les devants en recrutant deux joueurs confirmés de D1 (le Sedanais Olivier Quint et le Bastiais Pierre-Yves André), le club s'attend à vivre la période la plus délicate de la saison. Sa capacité à valoriser certains salaires devrait, très rapidement, en dire long sur la nouvelle surface financière du FCNA depuis son rachat, au printemps 2000, par la Socpresse.

F. P.

Raynald Denoueix, entraîneur du FC Nantes-Atlantique

« Un joueur, cela vaut cher. Un autre joueur également. Mais ce qu'il y a entre deux joueurs n'a pas de prix »

« Ce huitième titre de champion de France doit-il beaucoup aux échecs des clubs dont les budgets sont les plus importants ?

– Il y a quinze ans, la hiérarchie était davantage respectée. Aujourd'hui, je ne suis pas surpris. D'un point de vue purement sportif, l'écart entre les clubs ayant de gros moyens et les autres s'est réduit. Il y a une progression qui vient du bas. Partout, les joueurs sont mieux formés et partout on travaille énormément. A l'époque où j'étais joueur, il y a vingt ans, une équipe de D1 arrivait toujours à prendre le dessus sur une équipe de D3, car, au bout d'une heure, il y avait cinq ou six joueurs de l'équipe adverse qui flanchaient physiquement. Ce n'est plus le cas. Il est de plus en plus difficile d'être une « grosse » équipe.

– Quatre joueurs seulement ont rejoint le FC Nantes entre la saison dernière et celle qui s'achève. Le succès est-il le fruit de cette stabilité ?

– Pour des raisons économiques, nous n'avons pas les moyens de chambouler l'effectif d'une saison sur l'autre. Un joueur, cela vaut cher. Un autre joueur, cela vaut cher également. Mais ce qu'il y a entre deux joueurs n'a pas de prix. C'est cela que nous essayons de faire fructifier. Voilà pourquoi nous n'avons de cesse de multi-

plier les combinaisons de joueurs. Il nous arrive d'expérimenter cinquante associations différentes au cours d'un cycle de formation pour, à l'arrivée, extraire une quintessence de sept ou huit combinaisons. Le problème, c'est que rien n'est scientifique dans tout cela. Associer deux atomes ne forme pas toujours une molécule. Parfois, il y a des rejets.

– En quoi vos conditions de travail sont-elles différentes de celles d'un autre club ?

– Notre luxe, c'est qu'on nous laisse le temps. Nous ne demandons jamais à nos équipes de jeunes d'être efficaces tout de suite. Le but est d'arriver progressivement au sommet. Prenez un garçon comme Eric Carrière. Pourquoi n'a-t-il pas fait de centre de formation ? Parce qu'à quatorze ans il y avait des joueurs plus costauds physiquement dans sa ligue régionale. Il n'a explosé que plus tard. Nous l'avons récupéré à ce moment-là.

– Il existe des détracteurs du « jeu à la nantaise ». Ceux-ci estiment que ce jeu est parfois trop léché. Qu'en pensez-vous ?

– Cela me fait mal d'entendre ces critiques, cela me gâche le plaisir. C'est comme lorsqu'on dit que Nantes n'a pas suffisamment de mental pour remporter des coupes. Nous avons tout de même gagné les deux précédentes Coupes de France. A la Beaujoire, le public est impatient. Il préférerait sans doute qu'on « balance » lors-

que nous sommes en difficulté. Il n'en est pas question, car nous ne savons pas jouer de la sorte. Notre jeu suit une certaine cohérence. On ne fait pas des passes pour le plaisir de faire des passes, mais parce que c'est le meilleur moyen d'être efficace, même dans la difficulté.

– De la même façon, certains font le constat que les footballeurs nantais sont trop « gentils », ou pas assez agressifs ?

– La saison passée, lorsque nous

avons flirté avec la relégation en D2, je n'ai recommandé à personne de jouer dur. Jamais je ne le ferai. Jouer au foot, c'est respecter des règles, ce n'est pas donner des coups. Le plaisir de ce jeu est de se montrer plus intelligent que l'autre. Voilà maintenant quatre saisons que nous terminons en tête du classement du fair-play. J'attache une grande importance à ce prix.

– Plusieurs joueurs pourraient quitter le club à la fin de la saison. Le FC Nantes voit également partir vers l'étranger des joueurs qui sont en formation chez lui. Cela vous choque-t-il ?

– Non. Nous aussi nous prenons des jeunes à des clubs plus petits que nous. Comment en vouloir à un garçon qui, à l'âge de 15-16 ans, rêve de l'Inter Milan ? Ce qui me navre, en revanche, c'est l'entourage qui gravite autour de nos joueurs. Bientôt, dans le football, il y aura plus de managers que de joueurs. Ceux-ci font croire n'importe quoi à ces jeunes. Lorsque Didier Deschamps avait quinze ans et qu'il suivait sa formation à Nantes, personne n'était capable de prévoir qu'il ferait la carrière qu'il a faite. Cela ne se voyait pas. Cela ne se voit pas aujourd'hui chez un jeune joueur. »

Propos recueillis par Frédéric Potet

Du stade de la Beaujoire à la place Royale, une nuit de liesse et de fierté

NANTES

correspondance

« On devient aussi titrés que l'OM en championnat ! » Attrapée à la volée dans la chaude nuit nantaise, samedi 12 mai, l'apostrophe de ce supporter en disait long sur la fierté nantaise. Ce huitième titre de champion de France a été fêté comme il se doit. Au coup de sifflet final a débuté une nuit de délire bon enfant, sans incident. Une nuit comme Nantes s'en offre une par an depuis 1999, après ses deux Coupes de France successives.

Dès le début de la soirée, le spectacle avait démarré en ville. Au Café du Cinéma, près du château de la duchesse Anne, des dizaines de clients s'agglutinaient en terrasse pour tenter d'entrevoir l'écran d'un minuscule poste de télévision. Pendant ce temps, au palais des sports de Beaulieu, un écran géant installé par la mairie refusait de fonctionner pendant le

premier quart d'heure du match, privant les spectateurs de l'unique but de la rencontre, inscrit par Marama Vahirua.

La victoire acquise, Mickaël Landreau donnait le signal : « Il ne nous reste plus qu'une chose à faire : la fête », lançait au micro le capitaine nantais, alors que l'entraîneur adjoint, Georges Eo, se lançait dans une version *a capella* du tube de Johnny Hallyday, *Allumer le feu*. Après avoir revu tous les buts nantais de la saison sur de grands écrans gonflables et assisté à un feu d'artifice, les 38 000 supporters présents au stade de la Beaujoire se joignaient à ceux de la rue pour envahir le centre-ville. « Marama, il est trop beau, il est trop pur, dommage qu'il soit déjà marié », lançait une ado à ses copines. Quatre Anglais étudiant à Nantes entonnaient l'air connu de *We are the champions*, préférant le titre nantais à la finale de la Cup, glanée ce même samedi par Liverpool.

Au son des klaxons, dans le rougeolement des feux de Bengale, il était l'heure de la rituelle escalade de la fontaine monumentale de la place Royale. Allégorie de « La Loire et ses affluents », elle est le théâtre de toutes les joies nantaises, même si personne ne sait plus trop pourquoi. « Peut-être parce qu'ici il y a assez de place pour mettre tout le monde », rigolait un jeune supporter très fier de la pyramide humaine élaborée par ses coreligionnaires. Eclats de rire, rumeurs d'arrivée des héros du soir... Finalement, les joueurs ne viendront pas, préférant un étage réservé du Quai West, la boîte de nuit à la mode. Dimanche, à l'heure ou pointait l'inévitable gueule de bois, une angoissante question restait à régler : à quand la réception à la mairie et le défilé des héros en ville ?

Bernard Maïneau

Et dire que certains font le tour du monde sans escale.

RÉSERVEZ VOTRE CHAMBRE EN TEMPS RÉEL.

ACCORhotels.com

Réserver un hôtel n'aura jamais été aussi facile.

Sofitel - Novotel - Mercure - Suitehotel - Ibis - Etap Hotel - Formule 1 - Motel 6 - Red Roof

ACCOR

David Coulthard (McLaren) rafle le Grand Prix d'Autriche à la barbe des Ferrari

Rubens Barrichello a cédé de mauvaise grâce la deuxième place à son « leader », Michael Schumacher

Le fait marquant du Grand Prix d'Autriche resta le geste de mauvaise humeur de Rubens Barrichello, qui a attendu les derniers mètres de la

course pour céder la deuxième place à son coéquipier, Michael Schumacher, comme le lui ordonnaient les responsables de Ferrari. Grâce à sa

11^e victoire en grands prix, le Britannique David Coulthard (McLaren) revient à quatre points de Michael Schumacher au championnat du monde.

IL N'Y A PAS EU de champagne sur le podium du circuit de l'A1-Ring, dimanche 13 mai, au terme du Grand Prix d'Autriche. L'Écossais David Coulthard (McLaren) voulait sobriement dédier sa victoire à Paul Morgan, l'un des fondateurs et directeur général d'Ilmor, le département moteur de Mercedes F1, qui fournit son écurie. Paul Morgan est décédé la veille dans un accident d'avion, en Grande-Bretagne. Il y a un an à peine, David Coulthard échappait de peu à la mort dans des circonstances analogues.

Les deux Ferrari de l'Allemand Michael Schumacher et du Brésilien Rubens Barrichello se sont classés respectivement deuxième et troisième de la course. Du côté des Rouge, le climat n'était pas non plus à l'exubérance, mais pour des raisons différentes : alors que Jean Todt, le directeur de la gestion sportive de la Scuderia, le lui demandait

par radio depuis plusieurs tours et de plus en plus fermement, Rubens Barrichello n'a cédé sa place de deuxième du grand prix à Michael Schumacher qu'à l'entrée de la dernière ligne droite. Un geste symbolique qui exprime clairement l'humeur du Brésilien, convaincu depuis longtemps qu'il ne bénéficiait pas d'un traitement équitable face à son équipier au sein de l'écurie italienne, et qu'il pouvait lui aussi le battre à la régulière.

Grâce à cette manœuvre, Michael Schumacher devance David Coulthard de quatre points, et non de deux, au classement provisoire du championnat. Pourquoi le petit Brésilien a-t-il accepté d'abandonner sa place, lui a-t-on demandé juste après la course ? « J'ai laissé passer Michael parce que l'équipe me l'a demandé, a simplement déclaré Rubens Barrichello. Je ne peux pas répondre, c'est quelque chose d'intérieur. C'est comme en Malaisie. Désolé, mais je ne peux pas ouvrir mon cœur maintenant. » En Malaisie, alors qu'un violent orage s'était abattu sur le circuit de Sepang, Barrichello avait demandé à son stand que les positions de course soient alors figées, tant la piste était glissante et dangereuse. En vain. Michael Schumacher n'en avait pas tenu compte, et, profitant de la confusion, il avait dépassé sans états d'âme son équipier.

SE CONCENTRER SUR L'OBJECTIF

« Je suis heureux que Rubens ait agi ainsi, a déclaré le triple champion du monde au terme du Grand Prix d'Autriche. Mika (Hakkinen) ne terminant pas, il est clair maintenant, à mon avis, qu'il n'a que très peu de chances de gagner le championnat. Et que McLaren fera tout pour Coulthard. Je suis dans cette position chez Ferrari. Aussi, nous devons nous concentrer sur cet objectif. » Michael Schumacher veut ainsi rappeler à son coéquipier qu'il ne peut faire autrement que de se plier à la discipline collective de la Scuderia. « Rubens est un employé comme un autre, disait de son côté Jean Todt. Et, quand l'intérêt de l'équipe est en jeu, l'employé doit se sacrifier. C'était une décision difficile à prendre, mais j'en ai pris de plus difficiles. »

Cet épisode rappelle combien le poids des impératifs de victoire et les enjeux qui y sont associés imposent parfois des attitudes de compromis qui vont à l'encontre de l'esprit sportif. Il ne suffira pas, toutefois, à faire oublier les autres péripéties d'un Grand Prix d'Autriche riche en rebondissements. Le

départ, tout d'abord, a offert un singulier spectacle : quatre pilotes (Mika Hakkinen sur McLaren, Heinz-Harald Frentzen et Jarno Trulli sur Jordan, et Nick Heidfeld sur Sauber) sont restés immobilisés dans leurs monoplaces sur la grille de départ, victimes des caprices de l'électronique. Michael Schumacher, qui occupait la pole position, eut lui-même maille à partir avec son système de départ automatique, ce qui fit les affaires du bouillant Colombien Juan-Pablo Montoya, sur BMW-Williams, lequel prit la tête de la course dès le premier virage.

RAVITAILEMENT DÉCISIF

Un premier groupe de six voitures (les BMW-Williams de Juan-Pablo Montoya et Ralf Schumacher, les deux Ferrari, la McLaren de David Coulthard et l'Arrows de Jos Verstappen) se détachait lors des premiers tours et menait prestement le bal. Victime d'une rupture des freins au 10^e tour, Ralf Schumacher abandonnait sa place de deuxième au profit de son frère Michael. L'Allemand se retrouvait

alors juste derrière Juan-Pablo Montoya, ce dernier pénalisé par des pneus Michelin moins performants que ceux de son concurrent – des Bridgestone –, et donc plus vulnérable face à une tentative de dépassement. Le dernier essai de Michael Schumacher, au 15^e tour, envoyait sa Ferrari et la Williams du Colombien dans le bac à graviers. Rubens Barrichello prenait alors la tête de la course, suivi de Verstappen et Coulthard.

A la faveur d'une spectaculaire remontée, alignant les records du tour, Michael Schumacher parvenait à se hisser à la troisième place. Au 45^e tour, Rubens Barrichello menait devant Coulthard et Schumacher, tous trois dans un mouchoir. C'est grâce à un ravitaillement effectué au 50^e tour, soit quelques tours après ceux des pilotes Ferrari, que David Coulthard parvenait à prendre la tête de la course. Il la conservait jusqu'au drapeau à damier, signant sur l'A1-Ring la onzième victoire en grands prix de sa carrière.

Jean-Jacques Larrochelle

Un Grand Prix de Russie à Moscou en 2003 ?

L'île de Nagatino, à quelques kilomètres au sud de Moscou, pourrait être le site d'un circuit de formule 1 qui accueillerait dès 2003 le premier Grand Prix de Russie. « Actuellement, huit villes sont candidates pour accueillir la formule 1, mais je pense que c'est ici que le prochain événement pourrait avoir lieu », a déclaré Bernie Ecclestone, qui, à travers plusieurs sociétés, possède la quasi-totalité des droits relatifs au développement commerciaux de la formule 1.

Un accord concernant la construction du circuit a été signé entre un représentant de la ville de Moscou et le Britannique Tom Walkinshaw, par ailleurs patron du groupe TWR et propriétaire de l'écurie de formule 1 Arrows. Le projet, dont le coût est estimé à environ 100 millions de dollars, comprendrait également des hôtels, des casinos, des restaurants et un yacht-club. Seule inconnue : un des circuits où a lieu actuellement une des manches du championnat du monde devra céder sa place à l'épreuve moscovite, le nombre total de grands prix devant être maintenu à dix-sept, selon Bernie Ecclestone.

Grand Prix d'Autriche

6^e MANCHE DU CHAMPIONNAT DU MONDE DE FORMULE 1

Dimanche 13 mai • Circuit de l'A1-Ring, à Spielberg • 71 tours de 4,326 km (307,146 km)
• Beau temps • Température piste : 31 °C • 22 qualifiés, 11 classés

VAINQUEUR

David COULTHARD
(McLaren/Mercedes)
Les 71 tours en 1 h 27 min 45 s 927 à 209,977 km/h de moy. Age : 30 ans Nationalité : écossaise Début en F1 : 1994 113 courses, 11 victoires. Palmarès : 3^e du championnat du monde en 1995, 1997, 1998 et 2000.

POLE POSITION

M. Schumacher (Ferrari) en 1 min 9 s 562 (moy. 223,880 km/h)

MEILLEUR TOUR en course

D. Coulthard (McLaren/Mercedes) en 1 min 10 s 843 (219,832 km/h), 42^e tour.

CLASSEMENT DE LA COURSE

1	D. Coulthard (GB, McLaren)	1 h 27'45"927
2	M. Schumacher (All., Ferrari)	à 2 s 191
3	R. Barrichello (Bré., Ferrari)	à 2 s 528
4	K. Raikkonen (Fin., Sauber)	à 41 s 594
5	O. Paris (Fr., BAR)	à 53 s 776
6	J. Verstappen (PB, Arrows)	à 1 tour

7 E. Irvine (GB, Jaguar) à 1 tour • 8 J. Villeneuve (Can, BAR) à 1 tour • 9 N. Heidfeld (All., Sauber) à 2 tours • 10 J. Alesi (Fr, Prost) à 2 tours • 11 L. Burti (Bré., Prost) à 2 tours.

PRINCIPAUX ABANDONS

M. Hakkinen (moteur, 2^e tour) • G. Fisichella (moteur, 4^e tour) • R. Schumacher (freins, 11^e tour) • E. Bernoldi (défaillance hydraulique, 18^e tour) • J. Trulli (exclu, 15^e tour) • T. Marquès (boîte de vitesses, 26^e tour) • J.-P. Montoya (défaillance hydraulique, 42^e tour).

Les faits marquants

2 M. Schumacher, 2^e, lance une nouvelle attaque sur J.-P. Montoya. Les monoplaces se froient et sortent de la piste, avant de repartir en 6^e et 7^e position.

R. Barrichello en profite pour prendre la tête (16^e tour).

1 Au moment de s'élancer, les monoplaces de H.-H. Frentzen, J. Trulli, M. Hakkinen et N. Heidfeld restent immobilisés sur la grille de départ. En se faufilant, les autres parviennent à les éviter.

CLASSEMENT DES CHAMPIONNATS

PILOTES : 1. M. Schumacher (+ 6), 42 pts ; 2. D. Coulthard (+ 10), 38 pts ; 3. R. Barrichello (+ 4), 18 ; 4. R. Schumacher, 12 ; 5. N. Heidfeld, 8 ; 6. J. Trulli, 7, etc.

CONSTRUCTEURS : 1. Ferrari, 60 pts (+10) ; 2. McLaren, 42 (+10) ; 3. Williams, 18, etc.

Infographie : Le Monde avec Pierre Lepidi



Complètement givré!

Le portable TOSHIBA Satellite 1700-200 ne coûte que

6990 FHT**

TOSHIBA Satellite 1700-200

- Processeur Intel® Celeron™ 650 MHz
- 64 Mo SDRAM ext. à 192 Mo
- Disque dur 6 Go
- Ecran 12"1 DSTN SVGA – Vidéo ATI
- CD-ROM 24X et lecteur de disquettes en simultanée
- Modem 56K
- Microsoft Windows® Millenium & Works 6.0
- Corel WordPerfect Office 2000
- Garantie internationale 1 an



Pour plus d'informations contactez Toshiba Infos au : **0892 69 29 49** (2,23 €/min) ou sur www.pc.toshiba.fr



** Soit 8360 FTTC, prix conseillés chez les revendeurs agréés Toshiba participant à cette opération en France Métropolitaine. Offre valable, du 2 mai au 30 juin 2001, dans la limite des stocks disponibles et non cumulables avec d'autres promotions Toshiba ou conditions particulières.

Choose freedom*

TOSHIBA

* En toute liberté



CINÉMA Hôte régulier du Festival depuis *Francisca*, en 1981, le grand maître portugais Manoel de Oliveira, qui fêtera cette année ses quatre-vingt-treize ans, est de

retour dans la compétition cannoise avec *Je rentre à la maison*. ● MICHEL PICCOLI incarne un vieil acteur sur le déclin, frappé par un drame familial, et qui passe progressivement de

l'autre côté du miroir. Le cinéaste trouve dans la simplicité des moyens et du propos un pouvoir d'émotion exceptionnel. ● RÉCOMPENSÉS de la Palme d'or pour *Barton Fink*, en

1991, les frères Coen, autres habitués de la compétition, présentent *The Man Who Wasn't There*, un nouvel hommage au film noir qui se mue en parabole philosophique.

L'art magistral de narguer la mort selon Manoel de Oliveira

Je rentre à la maison. A travers la lente et douloureuse décrépitude d'un comédien de théâtre interprété par Michel Piccoli, le vétérinaire portugais distrait, à force de liberté, d'invention et de fantaisie, son plus fatal adversaire : le temps.

SÉLECTION OFFICIELLE (en compétition). Film portugais de Manoel de Oliveira. Avec Michel Piccoli, Antoine Chappey, John Malkovich, Leonor Baldaque, Catherine Deneuve, Sylvie Testud. (1 h 30.)

Après *La Lettre* en 1999, Manoel de Oliveira – qui est un hôte régulier du festival depuis *Francisca* (1981) sans jamais y avoir obtenu beaucoup de gratitude de la part des jurys – est de retour dans la compétition cannoise. On le précise pour les besoins de la chronique, tant l'affaire est indifférente à un cinéaste de cette nature et de cette volée. Une œuvre comme la sienne ne se soucie guère d'un peu plus ou d'un peu moins d'honneur, et un film comme celui qu'il vient de signer n'en sera pas meilleur pour autant.

La seule compétition qui vaille pour Manoel de Oliveira, qui fêtera en décembre son quatre-vingt-troisième anniversaire, est celle qu'il livre désormais contre le temps. Depuis quelques années, tous ses films en témoignent, depuis *Voyage au début du monde* (1997), jusqu'à *Parole et utopie* (2000), en passant par *Inquiétude* (1998) et *La Lettre* (1999). Le joyeux paradoxe, et la ruse suprême de tout ceci, est qu'à force de mettre en scène son testament, Oliveira ne cesse de différer le moment où l'on devra l'exécuter et prendre le risque d'enterrer tous les gens assez sérieux pour se faire à cette idée.

SCÈNES QUASI Muettes

La scène d'ouverture de *Je rentre à la maison* ne dit rien d'autre. On y assiste à la représentation d'une pièce de théâtre au cours de laquelle une sorte de vieux bouffon paré du titre de roi ne se résout pas, en dépit de la réalité, à quitter son trône. C'est baroque et grotesque en diable, mis en scène à la va-comme-je-te-pousse, peuplé d'une femme-libellule, d'un médecin mollesque et d'autres extravagances de la même nature. On y reconnaît quelques visages célèbres – Michel Piccoli et Catherine Deneuve notamment – et éventuellement aussi la pièce dont il est question : *Le roi se meurt*, d'Eugène Ionesco. Il n'est pas mauvais d'en rappeler brièvement la trame : dans un royaume médiéval non identifié, on annonce au roi qu'il lui reste une heure à vivre, soit le temps de la représentation. Ionesco définissait sa pièce comme « les étapes d'une agonie ou, si l'on préfère, celles de la renonciation : peur, désir de survivre, tristesse, nostalgie, souvenirs et puis résignation. Enfin, dépouillé de tout, et seulement à ce moment-là, il s'en va ».

Mais Manoel de Oliveira prend bien garde de nous rappeler qu'on est sur les planches et que tant que dure la représentation, y marcherait-on à la mort, la vie est sauve. Car c'est dans les coulisses – où



Gilbert Valence (Michel Piccoli), vieil acteur sur le déclin, avec son petit-fils.

trois inconnus semblent attendre avec angoisse la fin de la représentation – que le véritable coup de théâtre aura lieu et que le couperet tombera, dans cette vie vraie qui fait rarement, quant à elle, dans

l'art. Retour de scène, Gilbert Valence (Michel Piccoli) y est donc averti qu'un accident mortel vient de frapper sa femme, sa fille et son gendre. Fin du théâtre, début du cinéma, comme au temps du muet. Avec un

carton d'abord, qui nous indique vaguement le passage du temps : « Quelque temps plus tard »... Puis avec une longue série de scènes quasi muettes, au cours desquelles Gilbert Valence, sa maison, ses jeux

avec son petit-fils, et ses déambulations solitaires dans le Paris d'aujourd'hui occupent le devant de la scène.

Annoncée dès le générique – un orgue de barbarie joue une vieille

rengaine populaire et typiquement parisienne (*Sous le ciel de Paris...*) –, cette mise en espace du vieil acteur déclinant et de la ville-lumière, a, dans la simplicité et la sécheresse de ses moyens et de son propos, un pouvoir d'émotion d'autant plus intense qu'on sait de quel poids de solitude elle procède. Le Trocadéro, la Seine, les Tuileries, l'achat de chaussures, les magasins de luxe, la lecture du journal à la même table de café, tout cela renvoie en même temps à un paysage et à des habitudes que le héros pourrait connaître depuis l'enfance et dans lesquels, pourtant, il est en train de disparaître sous nos yeux. Souvent, la caméra le saisit à travers l'obstacle d'une vitre : de fait, il passe de l'autre côté du miroir.

Sans doute y aura-t-il quelques nouvelles tentations charnelles et pécuniaires, quelques amis fidèles et quelques autres rôles, mais ces derniers (Prospero, dans *La Tempête* de Shakespeare), ne font justement qu'annoncer l'ultime enjeu de l'acteur : renoncer à ce monde dans la plus grande fidélité à ce qu'il est et dans le plus grand apaisement possible. Un metteur en scène américain (John Malkovich), à la recherche d'un remplaçant de dernière minute dans une adaptation cinématographique d'*Ulysse* de James Joyce, le lui permettra dans un finale d'une beauté et d'une cruauté implacables, où la méconnaissance de la langue et la mise hors champ de l'acteur éloquent cette heure ultime où chacun d'entre nous devra sortir de la vie comme on quitte un plateau.

Jacques Mandelbaum

Le douloureux apprentissage du langage d'un coiffeur mutique

The Man Who Wasn't There. Nouvel hommage des frères Coen au film noir, doublé d'une fable philosophique

SÉLECTION OFFICIELLE (en compétition). Film américain de Joel Coen. Avec Billy Bob Thornton, Frances McDormand, James Gandolfini, Tony Shalhoub. (1 h 56.)

Ed Crane (Billy Bob Thornton) n'est pas grand-chose dans la vie. Coiffeur de son état, il écoute son beau-frère et patron parler toute la journée et sculpte silencieusement les mêmes coupes de cheveux. Le mardi soir, il se rend à l'église pour jouer au loto avec Doris, sa femme (Frances McDormand), et fume, calmement mais à la chaîne. Ed Crane le reconnaît lui-même, il a tout ce qu'il faut dans la vie : une femme, même si celle-ci le trompe avec Big Dave, le directeur du grand magasin où elle est comptable, un travail, une maison et même un frigo électrique.

Ed Crane est un homme crédule. Il croit à la multiplication des dollars. La survenue dans le salon de coiffure de Craighton Tolliver, homme d'affaires qui prétend avoir inventé le concept du nettoyage à sec et promet à ses investisseurs de faire fructifier leur argent, donne à Ed l'idée d'exercer un chantage sur Big Dave et de lui demander 10 000 dollars, espérant ainsi regagner sa femme et le magot nécessaire à son affranchis-

sement. Depuis *Blood Simple*, leur premier film, les frères Coen se sont approprié un terrain – le film noir – laissé en jachère par Hollywood. *The Man Who Wasn't There* marche sur les traces de James Cain. Le contexte du film – une petite ville de Californie du Nord en 1949 – ressemble à celui du *Facteur* *comme toujours deux fois* alors que son point de départ – un homme dépassé par la machination qu'il a orchestrée – rappelle *Assurance sur la mort*.

LE CANCER DE LA BÊTISE

Mais, à la différence de James Cain qui voyait en la femme l'élément corrompateur et moteur de ses récits, les Coen considèrent d'abord la bêtise comme le cancer dévastateur d'une petite société qui cède à la duplicité. *The Man Who Wasn't There* multiplie les scènes absurdes – des enfants mangent une tarte aux myrtilles les bras dans le dos ; une veuve prétend que son mari a disparu car il est monté autrefois dans un vaisseau extraterrestre – qui dynamitent l'univers de Cain et ramènent progressivement sur le territoire des Coen.

Les images les plus fortes du film sont celles des crânes contemplés par le bien nommé Ed Crane à longueur de journée et dont on serait bien en peine d'affirmer s'ils recèlent un cerveau. Cette trans-

formation du film noir en parabole philosophique donne à *The Man Who Wasn't There* une densité hors du commun. « Plus rien ne fait sens », déclare l'avocat tenu d'assurer la défense d'Ed Crane rattrapé par la justice. *The Man Who Wasn't There* ne raconte pas tant un drame de la jalousie qu'un tragédie du langage. Celle-ci court dans les échanges entre Ed, Doris, Tolliver et Big Dave qui tous racontent des mensonges qui leur seront fatals.

Les frères Coen établissent une ligne de démarcation entre une humanité atteinte de logorrhée verbale et Ed Crane qui se distingue par son mutisme. Le prochain film des frères Coen, *To The White Sea*, sera d'ailleurs tourné sans pratiquement aucun dialogue. L'utilisation de la voix off, artifice du film noir, devient ici bien autre chose qu'une béquille narrative. Elle raconte une autre histoire qui dépasse l'intrigue policière et qui serait celle d'un homme qui apprend, sans doute trop tard, à utiliser les ressources du langage. « Je pourrais enfin dire à Doris toutes les choses pour lesquelles on n'a pas de mots ici », écrit Ed Crane. *The Man Who Wasn't There* nous apprendra qu'il existe un paradis pour les muets.

Samuel Blumenfeld

L'une savait jouer, l'autre pas

La Répétition. Emmanuelle Béart et Pascale Bussièrès en duo sur le thème des amours déçues

SÉLECTION OFFICIELLE (en compétition). Film français de Catherine Corsini. Avec Emmanuelle Béart, Pascale Bussièrès. (1 h 35.)

Cette année, le romanesque n'est guère porté sur la Croisette. Et dans ce tourbillon de récits déconstruits, de réalités en morceaux, d'expérimentations sur le corps agonisant du cinéma, c'est le plus classique des films présentés jusqu'à maintenant en compétition qui fait figure d'extraterrestre. Car *La Répétition*, le quatrième film de Catherine Corsini, affiche tout de suite sa double intention de faire semblant et de raconter une histoire. Nathalie et Louise sortent de l'adolescence et voudraient devenir comédiennes.

Mais Nathalie a le beau et familier visage d'Emmanuelle Béart. Louise, son âme sœur est incarnée par Pascale Bussièrès, une actrice québécoise encore peu connue en France. Nathalie sait jouer la comédie, Louise est mauvaise. Le soir de cette révélation, les deux amies se séparent dans la violence et l'amertume. Une dizaine d'années plus tard, Nathalie est en passe de devenir une vedette au théâtre, Louise travaille avec son mari dans un laboratoire de prothèses dentaires.

Dans la distance qui s'est creusée entre les deux femmes, Catherine Corsini installe un suspense psychologique. Entre les tenues fantasques et la beauté ostentatoire de Nathalie et la mise terne qui enlaidit Louise naît une intrigue faite d'amour

donné sans retour, de mortelle jalousie, de machinations terribles. Louise s'introduit par effraction dans la vie de Nathalie et, puisqu'elle ne peut jouer à ses côtés, entreprend de mettre en scène l'existence de la comédienne, d'abord par amour, ensuite par vengeance. Emmanuelle Béart et Pascale Bussièrès habitent avec superbe cet édifice un peu rétro.

RÔLE INGRAT

Futée, Catherine Corsini a donné à sa star le rôle le plus ingrat. Nathalie arbore sans discrétion tous les défauts que l'imaginaire collectif prête aux vedettes : superficelle, égotiste, pleurnicheuse et obtuse. Des travers finalement pas très intéressants. Alors que Louise, elle, est

opaque et inquiétante, pleine de duplicité et de désirs troubles. Emmanuelle Béart se retrouve alors à se débattre pour faire plaindre son personnage, pendant que Pascale Bussièrès donne ici la mesure d'un grand talent, jusqu'ici trop brièvement entrevu au gré des rares sorties de films canadiens à Paris.

Ce duo fonctionne à merveille et jamais aussi bien que lors d'un long passage qui situe les vraies retrouvailles des deux femmes à Copenhague. Outre l'allusion shakespearienne (il y a vraiment quelque chose de pourri entre Louise et Nathalie), ce dépassement donne à la mise en scène de Catherine Corsini un surplus d'énergie qui manquera un peu plus loin dans le film. Entourés de gens qui parlent très fort une lan-

gue étrangère, vagabondant dans une ville où l'on est sûr de ne pas rencontrer de connaissances, les deux personnages trouvent vie et liberté.

Non que les deux héroïnes perdent cette existence par la suite, mais une fois rapatrié à Paris, le duo ne peut plus compter que sur l'élégance d'un récit qui joue avec sincérité sur le registre du genre choisi et sur les forces des actrices et des seconds rôles. Parmi eux, Jean-Pierre Kalfon en grand prêteur du théâtre public français est régulier, un registre dans lequel il est décidément à l'aise depuis qu'il a été Louis XIV dans le *Saint-Cyr* de Patricia Mazuy.

Thomas Sotinel

ECHOS CROISSETTE

■ Manoel de Oliveira a commencé à réaliser fin avril son nouveau film, *Porto de mon enfance*. Conçu comme un documentaire sur sa ville natale, le film pourrait devenir une fiction, a annoncé à Cannes la société de production Gemini Films, dirigée par Paulo Branco. Le premier film du maître portugais, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-deux ans, *Douro, travail fluvial*, film muet réalisé en 1931, était déjà consacré à Porto.

■ Plusieurs centaines de spectateurs, sagement assis à même le sol des quais du Vieux-Port, ont assisté dimanche à la nuit tombée à la projection gratuite sur écran géant d'*Apocalypse Now Redux*, de Francis Coppola. Cette projection était organisée conjointement par la mairie de Cannes et le Festival. ■ Le cinéaste Jean-Pierre Jeunet a gravi dans l'anonymat les marches du palais, le visage barré par des lunettes noires qui ont empêché le speaker officiel et donc le public de reconnaître l'auteur comblé du *Fabuleux Destin d'Amélie Poulain*.

Théâtre
de la
CROISSETTE
VILLE
PARIS

22, 24, 25 ET 26 MAI 21H
HERVE ROBBE

Polaroid solo
PACO DÉCINA
Lettre au Silence solo
Neti-Neti duo

DU 23 AU 26 MAI 19H
XAVIER LE ROY
Self-Unfinished solo

DU 28 AU 30 MAI 21H PLATEAU
VERA MANTERO
Poesia e selvajaria
6 danseurs

2 PLACE DU CHÂTELET, 4^e
LOC. 01 42 74 22 77

la photographie de FRANÇOIS-MARIE BANIER

Isabelle Huppert, comédienne, tient le rôle d'un professeur de piano au Conservatoire de Vienne dans « La Pianiste » de Michael Haneke, en compétition.

« Elle est comme ces fenêtres de Mondrian par lesquelles on peut tout voir. » F.-M. B.

David Kessler se pose en médiateur

Le nouveau directeur général du Centre national du cinéma veut renouer les liens entre l'Etat et les professionnels

DEPUIS « un mois et une semaine » nouveau directeur général du Centre national du cinéma (CNC), David Kessler profite de la conjoncture favorable – hausse de la fréquentation depuis le début de 2001, hausse de la part de marché française –, pour tenter de restaurer les relations entre les professionnels et les pouvoirs publics.

Ceux-ci avaient été mis à mal parce qu'il nomme la « brutalité des comportements » lors de la mise en place des cartes Illimité, et par les grandes concentrations, qui ont entraîné une « relativisation du rôle de l'Etat ». Disant avoir rencontré une « très large demande d'intervention du CNC », il résume la fonction que doit aujourd'hui tenir celui-ci à « deux aspects principaux : faire exister des œuvres qui, sans nous, ne pourraient pas vivre – les films de Cannes, pas seulement français, sont nombreux à avoir bénéficié des systèmes d'aide gérés par le CNC, et il faut encore accroître ces dispositifs, comme le Fonds Sud ; d'autre part, il faut que le CNC reste, ou redevienne, un lieu d'écoute et de médiation » pour l'ensemble de la profession.

« ÉVOLUER EN DOUCEUR »

Sur le problème des cartes, qui a empoisonné l'atmosphère du secteur cinématographique durant l'année 2000, le nouveau directeur général condamne la méthode utilisée : « Il n'est pas acceptable que, dans un secteur réglementé, où la concurrence nécessaire entre les opérateurs se double d'une non moins nécessaire solidarité, de telles décisions soient prises sans concertation avec les pouvoirs publics. » Sur le fond, David Kessler espère un apaisement de la nouvelle loi, lorsque celle-ci, si elle est votée, entrera en activité, « au mieux en juillet ». Désormais soumises à l'agrément du CNC, et accessibles aux indépendants, les cartes seront accompagnées alors d'un mécanisme qui, en cas de surutilisation, pénalisera les groupes et pas les petits et moyens exploitants.

Le nouveau patron de la rue de Lübeck affirme ne pas avoir en vue de grands bouleversements : « La réglementation du cinéma en France

fait penser à ces tableaux de bord couverts de boutons qu'on voit dans les auditoriums. Il faut sans cesse modifier l'un ou l'autre, faire évoluer en douceur, mais il serait très dangereux d'arracher les fils. » A condition de pouvoir maintenir ce système complexe, globalement « toujours adapté », selon celui qui en a la responsabilité, ce qui n'est pas du goût de tout le monde. A Bruxelles, les pressions en faveur d'un démantèlement des systèmes d'aide nationaux se sont multipliées, mais M. Kessler compte sur le conseil des ministres de la culture pour convaincre les instances de l'Union, et notamment la direction générale de la concurrence, ennemie déclarée des aides publiques à la culture, de renoncer à leurs velléités destructrices.

« L'atmosphère à Bruxelles n'est pas complètement à la remise en cause des systèmes d'aides », affirme David Kessler avec un incontestable sens de la formule diplomatique. Le même talent est mis en œuvre pour évoquer le versant patrimonial de l'action du CNC, avec l'ouverture réannoncée de ce qui fut jadis la Maison du cinéma, et n'existe plus que par son adresse, 51, rue de Bercy, et son statut administratif, un GIP (Groupement d'intérêt public) réunissant trois entités – la Cinémathèque française, la Bifi (Bibliothèque du film-filmothèque) et le Service des archives du film – « dont chacune voit son identité totalement respectée ». M. Kessler espère ouvrir le bâtiment en 2003.

S'il a hérité de ce dossier au lourd passé, il prend en revanche l'initiative en annonçant l'action territoriale comme un des axes novateurs de sa politique. Le développement de partenariats en région est présenté comme un « ressort essentiel » de la participation du CNC au vaste plan d'enseignement du cinéma annoncé conjointement en décembre 2000 par Jack Lang et Catherine Tasca. David Kessler envisage la nomination d'un conseiller cinéma et audiovisuel au sein de chaque Drac (direction régionale de l'action culturelle) avant la fin 2002.

Jean-Michel Frodon



QUE FAITES-VOUS A CANNES ?

« S'en remettre au Parlement et aux décrets qui figent des situations tellement vivantes est une mauvaise chose »

A Cannes, Pierre Lescure a énormément de choses à faire, parmi lesquelles il a accepté de venir participer au chat organisé sur son site par Le Monde interactif. Voici ses principales réponses données en direct aux questions posées par les internautes.

« Après « Les Enfants du rock » et les années rebelles, qu'est-ce que cela vous fait de vous retrouver au côté d'un Jean-Marie Messier ?

– Je ne sais pas si « Les Enfants du rock », c'était rebelle, j'espère que c'était novateur. Ce que je retiens du JMM en question, c'est que, comme patron français, comme entrepreneur, il est novateur. Ce qui compte par-dessus tout pour moi : il a le goût de l'aventure et le goût du risque. C'est peut-être la seule chose, mais elle est importante, qu'il en ait en commun avec Pierre Desgraupes, mon patron du temps des « Enfants du rock ».

– Le marché du cinéma américain va-t-il pouvoir s'ouvrir un aux autres productions internationales ? Que ferez-vous pour promouvoir le cinéma européen, français, voire asiatique ?

– La distribution, c'est sans doute le terrain où la coopération Europe-

Amérique, Vivendi et Canal-Universal, doit pouvoir porter ses fruits les plus gros, le plus vite. Un des objectifs, à court terme, est de donner plus de moyens à Universal Focus, filiale destinée à distribuer des films différents des productions hollywoodiennes, comme ceux que le Studio Canal a commencé à initier.

« Cela étant, je ne rêve pas. L'Américain façon George Bush a peu de goût pour les sous-titres et l'industrie américaine va continuer de se planquer derrière l'affirmation que les spectateurs des Etats-Unis ne supportent pas le doublage. Je compte d'ailleurs essayer bientôt avec Universal, sur un film français auquel on croit, une expérience sérieuse de doublage. « Sérieuse » signifie pas avec des Canadiens anglais, dont l'accent fait sourire les Texans ou les New-Yorkais. Mais ce ne sera pas avec Le Pacte des loups, qui arrive un peu tôt.

– Universal donnera-t-il plus de liberté à certains réalisateurs « bridés » par les studios (Martin Scorsese, Paul Verhoeven, David Lynch ou d'autres) ?

– C'est un des rôles que je compte assigner à Universal Focus. Uni-

versal Pictures a, de son côté, une des plus brillantes équipes actuelles, une des plus complètes, pour produire les belles et grosses machines américaines. On le voit avec le démarrage de *Retour de la Mummy* aux Etats-Unis. Mais il serait illusoire de penser que David Lynch serait demain plus à l'aise au milieu de cette équipe, aussi talentueuse soit-elle dans son domaine, qu'il ne l'était hier.

– Allez-vous faire des *Survivor* ou des *Big Brother* ?

– Il m'est facile de répondre non, parce que c'est un format de télévision qui est presque antinomique avec le péage, en tout cas pour une chaîne d'exclusivité, une chaîne « premium ». Mais, en tant que distributeur, si CanalSatellite se voyait proposer de diffuser le Canal 27 de TPS, je donnerais immédiatement le feu vert. Une plate-forme satellite ou câblée, c'est comme un kiosque à journaux : je vends *Le Monde* et *Hot Video*.

– Quelles sont les véritables perspectives d'évolution de votre filiale africaine Canal Horizon ?

– Canal Horizon fonctionne bien et n'est pas loin de l'équilibre en Côte d'Ivoire et au Sénégal, des

pays dont l'économie n'est pas brillante. Mais au Maghreb, le piratage est tel et les moyens de le combattre à ce point absents qu'on ne peut pas espérer un commerce viable. On vient de mettre en place une nouvelle équipe de direction après le formidable travail de développement de Serge Adda depuis dix ans.

« L'équipe qui a développé Canal+ en Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion va avoir pour mission de pérenniser ce développement international particulier.

– Les quotas de production ne vous obligent-ils pas, en France, à produire des mauvais films ?

– On a dépassé les années 1985-1990 où certains producteurs, profitant effectivement des différentes formes d'aides et d'obligations, initiaient des projets en négligeant les recettes en salles pour se contenter du salaire producteur. Aujourd'hui, j'ai le sentiment que n'ont pignon sur rue que les producteurs qui ont de l'ambition pour les réalisateurs avec lesquels ils travaillent. S'agissant des quotas, et singulièrement des quotas de diffusion, je suis résolument pour. Sans eux, on aurait connu des situations à l'ita-

lienne ou à l'anglaise. Mais je trouve dommage qu'un « CSA-Cinéma » n'ait pas les moyens de moduler ces quotas en fonction de différents paramètres sociaux-économiques, tous les deux ou trois ans, comme la FCC américaine a les moyens de le faire. S'en remettre toujours au Parlement et aux décrets qui figent des situations tellement vivantes est une mauvaise chose.

– Le groupe Canal+ va-t-il changer sa stratégie en Italie, où sa filiale Tele Più ne marche pas fort ?

– Votre information est inexacte. Tele Più, en terme d'abonnement, marche très très fort et malgré les offres « surdumpées » de son concurrent Stream, Tele Più a plus des deux tiers du marché. Néanmoins, la guerre des prix des deux sociétés a reculé la perspective des profits pour nous, et a ruiné tout espoir de profit pour l'autre, d'où les discussions avec Rupert Murdoch. Bien sûr, la Commission de Bruxelles pourrait tiquer, mais je pense qu'on pourrait les convaincre par la cruelle réalité des chiffres, et en rappelant que l'intérêt du consommateur est toujours mieux pré-

servé quand les sociétés sont en bonne santé. Si nous bouclons l'accord avec Stream, c'est Tele Più qui conservera le management économique et le management éditorial.

– Vous qui êtes un habitué de Cannes, quel effet cela vous fait de ne plus voir le plateau de NPA sur la Croisette ?

– Je ne ressens aucun manque. Alain de Greef et moi avions pris cette décision avant Cannes 2000. Je répète que, contrairement à ce que disent les Guignols, ça n'a aucun rapport avec notre souci, réel, de trouver quelques terrains d'économies. Pendant cinq ou six ans, le Barnum de Canal en face de l'Hôtel Martinez avait son charme et était un vrai spectacle. Les dernières années étaient de moins en moins cinéma ; les 2 000 ou 3 000 spectateurs, souvent très très jeunes, qui assistaient à « Nulle part ailleurs » venaient applaudir des vedettes de télé, de chansons, de football, mais s'emmerdaient ferme à la moindre apparition d'un cinéaste, Stallone excepté. Et je ne me sentais guère à l'aise lorsqu'une comédienne était accueillie aux cris de « à poil ! ». »

Bricolage pluriel

par Pierre Georges

Quel bonheur d'avoir un pays bricoleur ! Depuis que la France laborieuse, une partie du moins, vit sous l'aimable sigle de la RTT, c'est incroyable comme les vocations à fréquenter l'enfer du clou, et autres établissements de torture, du sol jusqu'au plafond, se sont multipliées.

Bricolage et peinturlage sont devenus les deux mamelles de la France post-pointeuse. Comme jadis, aux temps communautaires et présumés cool de l'apprentissage vertueux du macramé, de la peinture sur soie, de la poterie façon retour à l'argile et de l'élevage des chèvres en basse Ardèche, des cohortes de RTTistes prennent le chemin de la plomberie sans douleur, de l'électricité sans souci et de la peinture sans gouttes.

Dans les grandes surfaces de matériaux et matériels, chaque jour est jour de fête. Dimanches compris. On s'y bouscule, s'y fréquente, y tient des conversations d'une très haute tenue, genre Collège de France, sur les mérites comparatifs des parquets collés ou des parquets flottants. Ou des vasques en céramique dans leur lutte au finish contre les vasques synthétiques. On y disserte, à l'infini, sur les capacités isolantes de tel Placoplâtre contre telle laine de verre. Et, surtout, on s'y instruit.

Les plus pédagogiques écoles de France se situent désormais en ces palais et universités improbables. Les vendeurs, probablement titulaires d'un Capes de lambris, de carrelage, de peinture, enseignent désormais autant qu'ils renseignent. Ils vendent du savoir-faire autant que de la lambourde au mètre ou du verre à la découpe. Ils sont devenus, peu à peu, nos aimables

maîtres en pédagogie permanente et formation sur le tard.

En ces lieux étranges, des cours sont organisés, du genre la scie sauteuse sans peine, la visseuse-dévisseuse au meilleur de ses effets, la construction d'une cloison en deux jours de RTT ou la prise des combles par une offensive-éclair. En ces lieux aussi, des télévisions en circuit fermé diffusent à longueur d'antenne des petits documentaires d'une redoutable efficacité commerciale sur les vertus de telle solution technique à portée de n'importe quel huron.

Bref, c'est devenu un spectacle permanent, beaucoup plus drôle qu'une errance loft-storienne. Et un fameux lieu de connivence et de convivialité bricoleuses. Voir tous ces braves, ces inconscients parfois, s'improviser tous corps de métier, charger, comme baudet, leur chariot de tous leurs funestes projets et matériaux afférents, est un spectacle absolument divertissant.

Ils RTTisent, à plein temps. Ils filent vers ce monde idéalisé du « faites-le vous-même ». Ils osent affronter le mot même, bricolage, qui longtemps servit à désigner, dans l'échelle des mépris artisanaux, le travail approximatif et ses conséquences inéluctables. Ils RTTisent et prennent de la peine, le bricoleur et ses enfants.

Ce n'est pas pour politiser le débat. Mais il faudra bien rendre à la gauche l'hommage qu'elle mérite : elle aura beaucoup fait pour le bricolage pluriel ! Et puis, tiens, tant qu'on y est, en ces temps commémoratifs : hommage aussi à celui qui fut, en 1981, le premier et dernier ministre du temps libre, André Henry. Un visionnaire, cet homme-là !

La commission de révision examine la requête d'Omar Raddad

Une décision dans l'affaire Turquin doit aussi être rendue

LA JOURNÉE de lundi 14 mai s'annonçait décisive pour Omar Raddad : à 14 heures, la commission de révision des condamnations pénales de la Cour de cassation devait examiner la requête déposée le 27 janvier 1999 par le jardinier marocain.

Omar Raddad a été condamné en 1994 à dix-huit ans de réclusion criminelle par la cour d'assises des Alpes-Maritimes pour le meurtre, qu'il a toujours nié, de son employeur Ghislaine Marchal, dans sa villa sur les hauteurs de Mougins (Alpes-Maritimes), en juin 1991. Le président de la République l'avait partiellement gracié en 1996 et il a été libéré le 4 septembre 1998.

Deux éléments au moins sont susceptibles « de faire naître un doute sur la culpabilité du condamné », sans lever pour autant le mystère du meurtre : selon deux experts graphologues, désignés par la commission de révision, il n'est pas certain que l'inscription « Omar m'a tué » soit bien de la main de M^{me} Marchal, même si elle a bien été ins-

crite avec son sang ; c'était lors du procès l'un des points-clés de l'accusation. Par ailleurs, l'ADN masculin mêlé au sang de la victime, retrouvé sur la porte de la chaufferie, n'est pas celui du jardinier, sans que l'on sache à qui appartient l'empreinte génétique.

Les cinq magistrats de la Cour de cassation se sont en outre penchés sur le jour et l'heure de la mort de la victime, qui n'avaient pu être établis formellement lors du procès. Ils devaient entendre, lundi, M^{me} Jacques Vergès, l'avocat d'Omar Raddad, qui estime inéluctable la tenue d'un nouveau procès, et le nouvel avocat de la famille Marchal, M^{me} Georges Kiejman, qui juge que ces nouveaux éléments ne remettent pas en cause la culpabilité du jardinier.

La commission statue par une décision motivée qui n'est susceptible d'aucun recours. Elle peut rejeter la requête ou la transmettre à la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui siège alors comme Cour de révision. Si cette cour juge fondée la demande, elle

annule la condamnation et renvoie les condamnés devant une nouvelle cour d'assises. Depuis 1989, la Cour de révision n'a été saisie que de trois dossiers.

La commission de révision des condamnations pénales doit encore rendre, lundi, sa décision sur la requête du vétérinaire niçois Jean-Louis Turquin, condamné à vingt ans de réclusion criminelle le 21 mars 1997, à Nice, pour l'assassinat de son fils. Le corps de Charles-Edouard, huit ans, n'a jamais été retrouvé, et Jean-Louis Turquin maintient que son fils aurait été adopté en Israël par une famille aisée. Le condamné avait avoué le meurtre devant sa femme, qui l'avait enregistré avec un petit magnétophone, mais avait assuré que l'aveu n'était qu'un « jeu de rôles ». L'instruction n'avait cependant pas permis de rassembler des preuves solides, et l'avocat général, lors du procès, avait requis la perpétuité en invoquant son « intime conviction ».

F. J.

La SNCF baisse ses tarifs à la suite des grèves

LA CARTE ORANGE du mois de mai coûte selon les zones de 15 % à 30 % moins cher, afin de compenser les désagréments subis par les usagers de la SNCF à la suite des grèves de fin mars et début avril, a confirmé, dimanche 13 mai sur Europe 1, son président, Louis Gallois. « Vis-à-vis des clients d'Ile-de-France, nous venons de décider une baisse sur la Carte orange de 30 % et de 15 %, selon les zones, dès lors qu'on est à la zone 3, 4, 5, 6, 7 ou 8 », a déclaré M. Gallois, ajoutant qu'il y a également des indemnités sur les TER (trains express régionaux) dans un certain nombre de régions. Dès le jeudi 26 avril, la SNCF avait annoncé des mesures commerciales sous la forme de réductions pour le mois de mai ou de remboursements partiels de certains titres de transport de mars et d'avril.

Louis Gallois a par ailleurs précisé que « la grève [avait] coûté environ 1 milliard de francs à la SNCF, mais elle a coûté beaucoup plus que cela, parce que c'est un peu de la confiance que nous donnons nos clients qui a été entamée ».

Selon une étude américaine, certaines chimiothérapies sont données inutilement

ADMINISTRER une chimiothérapie à une personne atteinte d'un cancer en fin de vie est une pratique courante aux Etats-Unis, mais cette prescription ne semble pas être effectuée avec discernement.

Un tiers des patients concernés ont reçu des médicaments anticancéreux au cours des six derniers mois de leur existence, selon une étude présentée samedi 12 mai à San Francisco lors du 37^e congrès de l'Asco (Société américaine d'oncologie clinique). Mais l'enseignement le plus important est que ce traitement lourd a été administré aussi souvent pour des cancers que l'on sait sensibles à la chimiothérapie et pour des cancers que l'on ne peut traiter ainsi, selon ce travail, mené par les oncologues des Instituts nationaux de la santé (NIH) et des facultés de médecine de Boston et de Stanford sur les dossiers de près de 8 000 personnes décédées à la suite d'un cancer.

Au cours des six derniers mois de leur vie, 33 % des personnes atteintes d'un cancer du pancréas, 32 % de celles présentant un cancer du côlon et 30 % de celles souffrant d'un cancer du sein ou d'un mélanome ont reçu une chimiothérapie. Si le cancer du sein ou du côlon, de même que le cancer de l'ovaire répondent favorablement aux médicaments, ce n'est pas le cas du mélanome ou du cancer du pancréas (ainsi que d'autres can-

cers comme celui de la vessie ou les carcinomes hépato-cellulaires).

« Utiliser une chimiothérapie dans des cancers qui y répondent est compréhensible et peut permettre de réduire la taille de la tumeur et servir de palliatif. En revanche, il est difficile de trouver justifié le fait de donner une chimiothérapie à des patients dont les cancers n'y répondent pas, a affirmé le principal auteur de l'étude, le docteur Ezekiel Emanuel, cancérologue et spécialiste de bioéthique aux NIH. L'administration d'une chimiothérapie avec la même fréquence aux tumeurs répondeuses et aux non-répondeuses suggère fortement une surutilisation de la chimiothérapie en fin de vie. »

Compte tenu des éléments dont ils disposaient, les auteurs de l'étude n'ont pu déterminer si cette prescription excessive était due à une demande des patients ou de leurs familles, ou bien à une difficulté des médecins à admettre l'inéluctable. Il apparaît en tout cas dans cette étude que les patients âgés de 64 à 74 ans reçoivent plus souvent une chimiothérapie que ceux âgés de 75 à 84 ans. Le docteur Emanuel et ses collègues recommandent une réflexion du corps médical et l'élaboration de principes et de normes pour le recours à la chimiothérapie en fin de vie.

Paul Benkimoun

Les Français sont plus réservés sur les capacités politiques de M. Chirac

UN SONDAGE CSA publié par La Croix, lundi 14 mai, montre que les Français portent un jugement sévère sur les capacités politiques de Jacques Chirac. Parmi les 970 personnes interrogées les 10 et 11 mai, seulement 42 % jugent ainsi Jacques Chirac « capable de présenter un projet crédible pour la France », 38 % croient en la « sincérité de ses convictions écologiques » et 36 % considèrent qu'il « favorise l'union de l'opposition de droite ». Si le président est jugé très majoritairement « sympathique », « courageux », « proche des gens », seulement 50 % le trouvent « honnête » (soit 10 points de moins par rapport à la même enquête menée en avril 1999), 52 % considèrent qu'il « maîtrise bien les dossiers » (moins 7 points), 57 % le disent « fidèle à ses convictions » (moins 9 points).



Un grand blanc vient d'être repéré au large.

Comment alerter toutes les plages de la côte simultanément ?

Aucune des solutions de télécommunication auxquelles vous pensez spontanément ne permet

de communiquer une information instantanément, simultanément, sûrement. Sauf le service Expresso de e*Message. La fonction d'Expresso est précisément de vous garantir des liaisons 100% professionnelles, point-à-multipoint et, qui peut le plus peut le moins, point-à-point. Des médecins, des avocats, des patrons de petites entreprises comme certains services publics, utilisent Expresso. Pour être contactés d'urgence. Pour gérer leurs rendez-vous ou leur agenda avec le service télésecrétariat.

Pour transférer tous leurs appels vers une opératrice. Pour consulter leurs messages en toute

discrétion... Il y a sûrement une solution Expresso qui optimisera votre efficacité professionnelle.

À quand Expresso déclaré d'utilité professionnelle ?

08 36 60 30 30 www.emessage.fr

(36 € / appel)



Expresso 
un service de
e*message

COMMUNIQUER. INSTANTANÉMENT, SIMULTANÉMENT, PROFESSIONNELLEMENT.

LES ENJEUX ▲ LES REPÈRES

EUROPE

Citoyen britannique, Colin Parfitt a été élu conseiller municipal



dans la Charente, lors des élections de mars dernier qui accueillent des ressortissants de l'Union (page IV)

FOCUS

1,8 million de Basques ont été appelés aux urnes dimanche 13 mai. La région dispose d'une autonomie presque totale, qui ne manque pas de faire des envieux en Espagne. Les Italiens eux aussi sont allés voter. La Péninsule va-t-elle poursuivre dans la voie du fédéralisme ? (page VI)

EMPLOI

- Les zones franches urbaines dynamisent les banlieues mais profitent peu aux habitants (page VIII)
- Un rapport de l'OCDE découvre les bienfaits de l'Etat-providence et montre que la formation des hommes et le lien social ne peuvent se développer qu'avec le soutien des deniers publics (page X)
- **BANQUES-ASSURANCES**
Les deux secteurs ont un besoin majeur de rajeunir leurs effectifs. Encore faut-il réussir à séduire les candidats... (pages XXVII à XXIX)

OFFRES D'EMPLOI

- Gestion et administration p. XI à XIV
- Marketing p. XV
- High-tech p. XVI à XVIII
- Conseil p. XIX, XX et XXIV
- Industrie p. XXII
- Collectivités territoriales p. XXIII et XXV

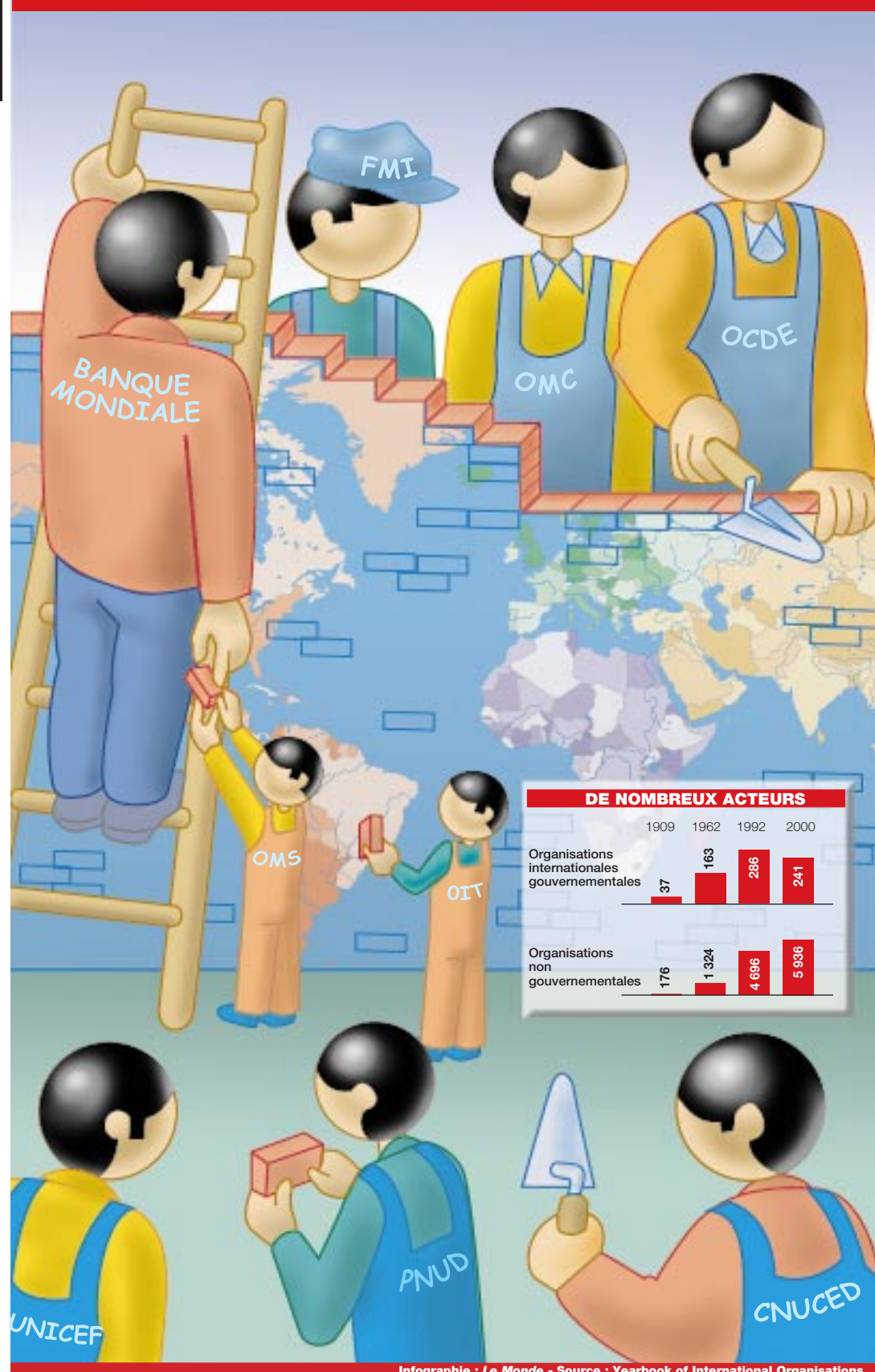
Et en deuxième cahier :

- Spécial banques et assurances p. XXX à XXXVIII

A Bruxelles, la Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés promeut des stratégies pour une mondialisation plus équitable

Un souffle nouveau pour la défense des pays du Sud

Une construction moins conflictuelle



DE NOMBREUX ACTEURS

	1909	1962	1992	2000
Organisations internationales gouvernementales	37	163	286	241
Organisations non gouvernementales	176	1 324	4 696	5 936

Alors que se tient à Bruxelles, du 14 au 20 mai, la troisième conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés (PMA), force est de constater que les inégalités se creusent. En trente ans, le nombre des PMA a doublé passant de 25 à 49, avec l'arrivée récente du Sénégal. Et 80 % des hommes sur la planète ne disposent d'aucune protection sociale. Cette progression de la pauvreté montre la difficulté, pour de puissantes organisations internationales comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et le GATT devenu OMC (Organisation mondiale du commerce), à instituer, dans ces Etats parfois confrontés à de sanglants conflits internes, un système économique plus juste.

Dans ce contexte, des organisations longtemps considérées comme marginales dans l'architecture de l'ordre économique mondial regagnent du terrain. Sous l'impulsion de leaders venus du Sud – le Ghanéen Kofi Annan aux Nations unies, le Brésilien Rubens Ricupero à la Cnuced ou encore le Chilien Juan Somavia au Bureau international du travail (BIT), des stratégies se mettent en place. Avec pour objectifs une meilleure répartition des fruits de la mondialisation, le respect véritable des normes sociales ou encore une ouverture plus grande vers la société civile.

Considérées durant les années 1980 comme les bastions d'un discours tiers-mondiste irréaliste, des organisations comme l'ONU ou la Cnuced se sont heurtées dans leur volonté régulatrice à la montée du libéralisme. En 1989, la chute du mur de Berlin, la fin de la guerre froide conjuguées à des affrontements idéologiques avec les institutions financières de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale), considérées comme « occidentales », les ont rendues diplomatiquement moins nécessaires. Mises en sommeil dans la première moitié de la décennie 1990 – exception faite de l'ONU qui a dû sa résurrection au conflit irakien –, ce n'est que depuis la contestation croissante de la mondialisation par la société civile qu'elles redressent la tête. En élargissant leur champ d'horizon.

La dénonciation systématique du capitalisme et des multinationales a laissé la place à un discours plus pragmatique, tandis que, du côté des institutions de Washington, les crises financières, alliées à la progression de la pauvreté – au Nord comme au Sud – ont incité à tempérer les vertus du libre-marché et du libre-échange. De nouveaux partenariats se nouent : l'Organisation mondiale de

la santé s'allie à l'industrie pharmaceutique pour un meilleur accès des pays d'Afrique aux médicaments ; l'ONU s'ouvre à la société civile et se tourne vers les multinationales, les syndicats et les ONG. La Cnuced, l'instrument économique des Nations unies, forme les pays en développement à la diplomatie commerciale afin qu'ils tirent leur épingle du jeu de la mondialisation.

Cette organisation devient une sorte de réservoir à idées des pays du Sud, à l'instar de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour les pays industrialisés. Quant au BIT, il fait en sorte depuis deux ans de redorer son blason social. Pas question d'affrontement direct avec la Banque mondiale et le FMI. Juan Somavia innove en créant de nouveaux espaces de dialogue, tout en toilettant la politique des normes et conventions élaborées par son organisation tripartite. Il ne lui a pas échappé non plus que beaucoup de multinationales

veulent s'acheter aujourd'hui des codes de bonne conduite et l'homme, soutenu dans son action par Kofi Annan, entend bien surfer sur cette vague pour imposer ceux du BIT, les seuls légitimes, à ses yeux.

L'ensemble de ces mutations ne va pas sans tensions au sein même des pays du Sud. Le pragmatisme de Rubens Ricupero aux commandes de la Cnuced a ainsi été vu d'un mauvais œil par certains pays. Son idée de créer un parlement mondial de la mondialisation qui organiserait un débat avec la société civile s'est heurtée à un front de refus. De son côté, le secrétaire général de l'ONU est critiqué par des pays membres dans sa volonté d'ouverture au privé. Et pourtant. C'est bien le vent nouveau qui souffle de la société civile qui pourrait aider toutes ces organisations à imposer davantage leur vision sur la scène internationale.

Marie-Béatrice Baudet et Martine Laronche

LES TROISIÈMES CYCLES DE L'ISG

Ciblez les métiers en développement

- Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- Création, reprise et management de PME
- Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- Finance internationale, trading et marchés des capitaux
- Audit, conseil et contrôle de gestion
- Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- Logistique et grande distribution
- Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- Communication globale et information
- Net marketing et e-commerce
- Création d'entreprise, start-up et net business
- International MBA dispensé sur 3 continents (Europe, Amérique, Asie)

15 mois : 7 mois de formation polyvalente et 8 mois de spécialisation et pratique en entreprise.

Admission : BAC + 4, BAC + 5 • CADRES D'ENTREPRISE (pouvant justifier de plusieurs années d'expérience)



DONNEZ RAISON A VOS AMBITIONS

Contact : Marion Maury
ISG - 8, rue de Lota 75116 Paris - Tél. 01 56 26 26 10/13

Le Monde EMPLOI

LES MUTATIONS ▲ LES INITIATIVES : - - - - -

Le gouvernement s'apprête à faire le bilan du dispositif créé en 1996 pour revitaliser les quartiers défavorisés. Les résultats disponibles pour l'instant sont controversés faute d'outils statistiques fiables. Tenant compte des dérives et de la conjoncture actuelle, de nouvelles mesures vont entrer en vigueur

Les zones franches urbaines dynamisent les banlieues mais profitent peu aux habitants

Le 12 juin, un rapport gouvernemental sur les zones franches urbaines (ZFU), mises en place depuis 1997 sur 44 quartiers défavorisés, devrait être remis au Parlement, avant l'annonce de nouvelles mesures. C'est la loi du pacte de relance pour la ville de 1996 du gouvernement Juppé qui a donné naissance aux ZFU, dont le but est de développer l'activité économique de ces sites et de favoriser l'accès à l'emploi de leurs habitants.

UNIQUE EN EUROPE

Le dispositif, unique en Europe, était simple, et généreux en cette période de crise économique : dans chacun de ces 44 quartiers de plus de 10 000 habitants, présentant les caractéristiques socio-économiques les plus dégradées, les entreprises de moins de cinquante salariés, déjà installées sur place ou venant s'y implanter, sont exonérées pendant cinq ans de la taxe professionnelle, de l'impôt sur les bénéfices, de la taxe foncière. Elles sont exonérées de charges patronales si 20 % des embauches sont réservées aux habitants du quartier.

Depuis 1997, plusieurs études ont circulé, souvent partielles, parfois contradictoires. L'inspection

générale des affaires sociales avait ainsi réalisé un rapport très critique tandis que celle des finances s'était montrée plus positive. Pour Christophe Barge, délégué général de l'association Entreprendre villes et quartiers, qui regroupe 35 villes ayant des zones franches, « c'est un dispositif efficace, qui a ramené de l'activité économique dans les quartiers ». C'est aussi la conclusion de l'étude d'Ernst and Young sur neuf ZFU, commandée par l'association. Ce document constate toutefois que les effets sur la réduction du chômage dans les quartiers sont « moins marqués ». « C'est une excellente mesure, qui a permis de stopper l'hémorragie des commerces », estime pour sa part Jean-Pierre Balduyck, maire (PS) de Tourcoing, qui ne fait pas partie de l'association, et dont le quartier de l'Epidème est en ZFU. « Mais il y a eu beaucoup de transferts d'entreprises vers les ZFU au sein de la métropole lilloise », déplore-t-il, jugeant que ces délocalisations devraient être refusées par les ZFU.

Le gouvernement Juppé n'a pas prévu de suivi statistique des entreprises et des emplois dans les ZFU. L'Etat dépense donc une somme très importante

1 277 millions de francs en 2000 - sans connaître les effets de sa politique. Face à cette lacune, Claude Bartolone, ministre délégué à la ville, a pris, dans le cadre de la loi de décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, des mesures de « moralisation » des ZFU, dont l'une d'elles prévoit l'obligation de déclaration préalable à l'embauche et des mouvements de main-d'œuvre.

BILAN MODESTE

En attendant les premiers résultats statistiques fiables, qui figureront dans le rapport au Parlement, le ministère a tenté une reconstitution des effectifs dans les zones franches, qui n'est disponible que pour l'année 1998. Le nombre d'établissements employeurs en ZFU serait passé de 6 800 au 31 décembre 1997 à 8 000 un an plus tard, et le nombre de salariés de 42 000 à 52 000. Mais il s'agit en fait d'un solde. Il y aurait eu en réalité 10 000 embauches, 2 000 transferts et 12 000 départs ou licenciements... Un bilan modeste, surtout pour un coût de 1,555 milliard de francs en 1998, soit 155 000 francs par emploi.

L'association Entreprendre villes et quartiers est plus optimiste,

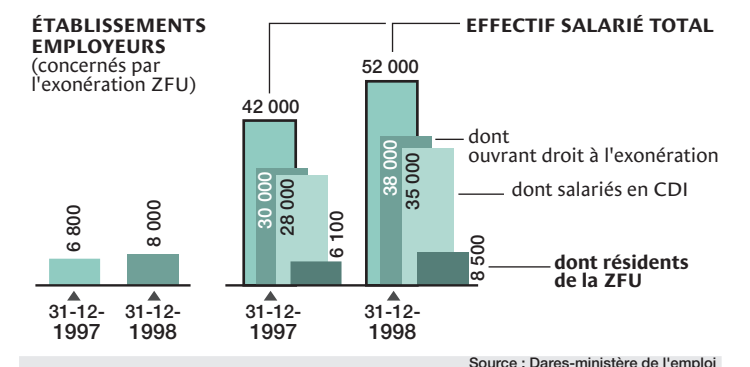
mais ses chiffres sont invérifiables ou partiels. Son étude fait état d'un accroissement de 9 100 entreprises entre janvier 1997 et janvier 2000, dont 5 000 créations et 4 100 délocalisations, et d'un gain de 31 000 emplois, dont 13 950 créés et 17 050 délocalisés. Elle avance pour sa part un coût de 45 000 à 80 000 francs par emploi. Le taux d'embauche de résidents des quartiers serait de 35 %.

Le ministère attend les résultats de juin pour se prononcer mais observe d'ores et déjà que « l'effet emploi pour les habitants n'est pas formidable, car il y a beaucoup de

micro-entreprises ayant peu ou pas du tout de salariés. Mais l'avantage est d'avoir recréé un dynamisme dans ces quartiers ». Pour éviter l'effet déstabilisant que pourrait provoquer sur les entreprises la fin brutale du dispositif des ZFU, une sortie progressive a été décidée, sur trois ans. En 2002, un nouveau régime sera mis en place. Parmi les nouvelles mesures, une prime de 24 000 francs par an pendant deux ans sera accordée pour l'embauche d'un demandeur d'emploi résidant dans une zone urbaine sensible.

Francine Aizovic

▼ Un quart des salariés habitent les quartiers défavorisés



Marseille-Nord Littoral a acquis ses quartiers de noblesse

MARSEILLE de notre correspondant régional La zone franche urbaine (ZFU) de Marseille-Nord Littoral semble avoir rempli son contrat : elle offre désormais dans ses 1 556 établissements un total de 6 800 emplois, soit un accroissement net de 4 600 depuis 1997. Qui plus est, conformément aux termes de la loi, 20 % de ces postes sont occupés par les habitants des quartiers alentour. Plus personne ne songe sérieusement à la remettre en cause, d'autant que l'année 2000 a vu 1 500 emplois s'y créer, la reprise économique aidant. Facteur conjoncturel à ne pas négliger.

Son succès se voit d'abord à son allure : les établissements installés au pied des cités perchées sur les contreforts montagneux qui ourlent les quartiers nord sont, pour la plupart, réussis. Le soin apporté au bâti par les pionniers comme El Hassan Bouod, spécialisé dans l'agroalimentaire, ou Vivian, qui œuvre dans la restauration de bâtiments, a déteint sur les autres. Comme l'explique M. Bouod, président de l'Association des entrepreneurs de la ZFU, désignant les barres de la Bricarde ou de la Castellane qui surplombent son entreprise : « De leur fenêtre les gens voient nos bâtiments, il est important qu'ils soient propres et élégants. » Et il ajoute, songeur : « Quand on pense qu'il y a quatre ans, ici, on ne voyait que carcasses de voitures et terrain vague... »

Pour lui, ce soin pris à la construction est un signe de l'engagement des entrepreneurs à s'installer ici durablement et devrait balayer les inquiétudes plus ou moins sincères nourries à ce sujet.

Le premier adjoint de la mairie communiste du secteur, Frédéric Dutoit, est d'ailleurs venu reconnaître cette réussite au récent colloque de l'association « Pour la pérennité de nos quartiers » organisé par des entrepreneurs, le 12 avril 2001, au cinéma Alhambra, à quelques centaines de mètres de là. Confessant

4 000 emplois ont été créés. Les employeurs s'inquiètent du nouveau dispositif

les réticences initiales de l'équipe que dirige le maire Guy Hermier devant des dispositifs dérogatoires propres aux effets d'aubaine ou à l'installation de boîtes aux lettres de complaisance, il a aussi rappelé les critiques émises dans le quartier à propos du premier zonage. Il provoquait par exemple l'inégalité des établissements en fonction de leur situation d'un côté d'une avenue ou de l'autre.

La mairie de secteur, qui était aussi sensible à l'impatience de jeunes du quartier souvent déçus de ne l'être pas embauchés, dit avoir alerté Jean-Claude Gaudin (DL), maire de Marseille et surtout inventeur des ZFU au titre du ministère de la ville qu'il occupait dans le gouvernement d'Alain Juppé, sur quelques implantations douteuses lors de la mise en place du dispositif. Mais tout cela est oublié et les contrôles de l'Urssaf sur la présence réelle de 20 % de main-d'œuvre vivant dans la ZFU, que les patrons disent courants et rigoureux, ont dans l'ensemble freiné les dérives. Après avoir hésité, le gouvernement a donc décidé de poursuivre l'expérience mais a voté en décembre 2000 des lois qui rectifient certaines des dispositions anciennes.

Lors du colloque, les entrepreneurs de la ZFU ont sévèrement critiqué certaines novations. Le premier reproche porte sur l'impossibilité de bénéficier des exonérations lorsque l'entreprise a licencié dans les douze mois précédant son installation dans la zone franche ou la création d'emplois. Les employeurs considèrent ce nouveau dispositif, pris par le gouvernement pour rapprocher les zones du droit commun, comme un handicap sérieux. M. Bouod demande aux politiques

de comprendre les besoins des entreprises, mais aussi la nature particulière de la main-d'œuvre locale et il lance : « On enlève à l'entreprise les moyens disciplinaires là où école et apprentissage ont échoué. » D'autant que, selon lui, certains jeunes gens joueraient de l'obligation faite de recruter dans le quartier pour bénéficier des aides comme d'un moyen de pression pour faire passer des négligences répétées.

FAIBLE QUALIFICATION

Autre reproche : l'exiguïté du bassin d'emploi. Les employeurs souhaieraient qu'il soit élargi car ils ne trouvent plus les candidats dont ils ont besoin dans le périmètre actuel. Pour trois raisons, selon la secrétaire de l'association, Jacky Gaffari : « Soit ils sont déjà pris, soit ils n'ont pas les qualifications nécessaires - et cela ne touche pas seulement les entreprises à forte technologie -, soit ils ne veulent pas. » On touche là un problème qui déborde largement la ZFU et les quartiers nord : la faible qualification de la main-d'œuvre marseillaise, dont les employeurs se plaignent, et provoque aussi de grandes frustrations chez les chômeurs. Dans certaines villes, les maires demandent ainsi que la contrainte de 20 % de recrutements au sein des habitants de la zone franche soit élargie à l'ensemble de la ville, ce qui permettrait de diversifier les profils des candidats. Demande rejetée par le ministre délégué à la ville qui souhaite continuer à faire vivre la discrimination positive pour ces quartiers.

Afin de renforcer les liens de la zone avec le quartier, objectif affiché de tous les acteurs, la mairie de secteur suggère qu'un pacte territorial pour l'emploi soit créé, qui pourrait bénéficier d'aides européennes. Quant à Jean-Claude Gaudin, il demande au gouvernement de trouver les moyens de ne pas « arrêter brutalement le dispositif », même s'il s'engage à ce que la ville se substitue à l'Etat en cas de défaillance.

Michel Samson

Cherche jeunes diplômés sur le net...

Oui, mais avec une double compétence **management & technologie.**

www. Une Grande Ecole leader en Management et Technologie

ceram.edu

Ils se sont fait connaître ou recrutent déjà nos étudiants sur **ceram.edu** :

9 Telecom - Accor - Alten - Altran - Amazon.fr - ANVAR
Arthur Andersen - Cap Gemini Ernst & Young - Club Méditerranée
Compaq - Crédit du Nord - Dell Computer - Dow France - EDF-GDF
France Telecom - Général Electric - IBM - Istar Kompass France
KPMG - Motorola Semiconducteurs - Orangina Pampryl
Procter & Gamble - Salomon - Shell Chemicals - Société Générale
Thales Air - Trema - Ubi Soft - Valeo - Virbac
SA Virgin Cola France - Vivendi - Wanadoo - Xerox....

déjà **35 000** connexions/mois

Contactez Anne-Sophie Monthuy
Tél : +33 (0)4 93 95 45 41
anne.sophie.monthuy@cote-azur.cci.fr

CERAM SOPHIA ANTIPOLIS
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NICE CÔTE D'AZUR

CERAM SOPHIA ANTIPOLIS
GRADUATE SCHOOL OF MANAGEMENT & TECHNOLOGY

Le Monde

EMPLOI

BANQUES ET ASSURANCES ▲

50%

C'est le pourcentage des salariés de plus de 45 ans dans les banques commerciales. La pyramide des âges dans l'assurance est à peine plus favorable (page XXVIII)

Consultant en management des ressources humaines, Bernard Brunhes



décrit deux tendances. L'une mène à l'industrialisation des métiers, l'autre à la personnalisation des services rendus (page XXIX)



Un recrutement de cadre sur quatre dans les compagnies d'assurances concerne les jeunes diplômés. Pour autant, les entreprises tiennent à intégrer des salariés expérimentés : 47 % des embauches sont pourvus par des cadres confirmés, ayant plus de cinq années de métier (page XXIX)

60 à 80 :

le nombre d'heures de travail hebdomadaires dans les banques d'affaires, à en croire les témoignages des jeunes salariés de plusieurs d'entre elles. Aucun accord de RTT n'a été signé dans ces établissements qui continuent néanmoins à faire rêver les diplômés (page XXIX)

Banques et assurances séduisent pour s'offrir un coup de jeune

Pendant longtemps banques et assurances ont vécu au rythme tranquille des candidatures spontanées pour assurer leurs recrutements. Dans les années 1970-1980, les candidats venaient y chercher la sécurité de l'emploi dans des institutions réputées socialement confortables. Dix ans plus tard, l'envolée de la Bourse et des produits financiers attirait vers les salles de marché et les banques d'affaires les plus brillants des diplômés des grandes écoles. Tous espéraient décrocher les meilleurs des bonus. Aujourd'hui,

les deux secteurs souffrent comme d'autres des tensions du marché du travail, surtout vis-à-vis des commerciaux qui représentent, par exemple pour les banques, près de 50 % des embauches. L'équation est difficile à résoudre : banquiers et assureurs traînent en effet l'image de professions traditionnelles et guère dynamiques, tandis que la nouvelle économie et le conseil ont remplacé les golden boys dans les rêves d'avenir professionnel. Et tout cela au pire moment...

Pour commencer, les effectifs ont terriblement vieilli : 50 % des sala-

Les effectifs des deux secteurs ont vieilli, alors que le développement des technologies appelle au renouvellement des compétences

riés des banques commerciales ont entre 45 et 55 ans et 20 % de ceux des compagnies d'assurances dépassent la cinquantaine. De plus, les deux activités doivent affronter une révolution technologique majeure : les développements d'Internet multiplient les canaux de distribution des produits financiers – sites Web, téléphone mobile, télévision interactive, etc. –, tandis que les détenteurs de compte se retrouvent de mieux en mieux informés. Dans les banques, comme l'explique cet homme du sérail, « les clients beaucoup plus savants ne viennent plus chercher

une information mais un conseil » et dans les compagnies d'assurances, « il ne s'agit plus de gérer des dossiers de sinistres mais des individus ».

Ce changement de décor exige des compétences accrues autant dans l'utilisation des nouvelles technologies et la conception de nouveaux produits que dans la relation client qui reste, en dépit des progrès de la technique, primordiale. Les particuliers sont loin, en effet, de plébisciter les contacts virtuels quand il s'agit de gérer leur compte en banque ou leur patrimoine.

La chute des valeurs Internet est

indirectement venue à la rescousse des recruteurs de la banque et de l'assurance, via les prises de participation – voire les rachats – dans les start-up en difficulté. Ils trouvent là l'occasion de ramener dans leurs filets des profils qui leur conviennent. Mais cette opportunité n'est assurément pas suffisante. Il leur faut aussi retourner sur les campus ou s'offrir les services des meilleures agences de communication pour séduire les étudiants. De même, ont-ils décidé de participer davantage aux programmes de la formation initiale. L'Association française des banques (AFB) et la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) se sont, par exemple, fortement impliquées dans la création de licences professionnelles, niveau de prédilection pour l'embauche de commerciaux.

Le défi majeur reste néanmoins la reconversion des bataillons de quadragénaires déjà en poste. Banques et assurances affichent des chiffres de bons élèves en matière de formation professionnelle : tous deux dépassent largement le minimum légal (1,5 % de la masse salariale) avec des taux supérieurs à 4 %. Mais comme le fait remarquer Alain Chevalier, doyen du corps professoral de l'ESCP-EAP, « les formations dispensées restent parcellaires, portent sur un outil ou un produit, et non sur l'approche globale des besoins des clients ».

Face aux difficultés de l'exercice, les directions des grandes entreprises du secteur, qui n'en finit pas de se concentrer – un tiers des établissements de crédit ont disparu durant la dernière décennie et les cinq leaders de l'assurance détiennent 50 % du marché –, semblent pour ainsi dire hésiter entre deux stratégies. La première consisterait à choisir pour cœur de métier la conception et la gestion de produits financiers, en externalisant les canaux de distribution physique de ces produits à des intermédiaires, comme par exemple les enseignes de la grande distribution. Aux Etats-Unis, l'un des tout premiers distributeurs de crédits n'est-il pas le groupe General Electric ? La seconde stratégie consiste à tenter de préserver la rentabilité des réseaux d'agences en continuant à augmenter les marges sur les produits traditionnels. Ces hésitations compliquent d'autant le choix des compétences futures dont banques et assurances auront besoin.

Marie-Béatrice Baudet et Antoine Reverchon
Illustration : Renaud Perrin

